Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 JUILLET, 1892.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2837

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 4 juillet 1892. 3297

ERRATUM.

Page 1567, *in re* Pacaud vs. Dumoulin, dans la 2e description, 5e ligne, au lieu de, au *nord-est* au numéro cent cinquante-neuf, lisez au *sud-est* au numéro cent cinquante-neuf, dans les deux versions.

3351

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th JULY, 1892.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2838

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Quebec, 4th July, 1892. 3298

ERRATUM.

Page 1567, *in re* Pacaud vs. Dumoulin, in the 2nd description, 5th line, instead of, *north easterly* by number one hundred and fifty-nine, read *south easterly* by number one hundred and fifty-nine, in the two versions.

3352

JOS. BONIN, NOTAIRE, 1710 Rue Notre Dame, Au Seminaire, MONTREAL.

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer les personnes dont les noms suivent, juges de paix pour le district de Beauce :—MM. George Roy (fils d'Adam), David Roy (fils de David), de la paroisse de Saint-George ; Damase Paradis, Ludger Lemieux, Edouard Dallaire, de Saint-Sébastien d'Aylmer ; Arcadius Fortier, François Robert, de Saint-Samuel ; Olivier Bégin, Joseph Cloutier, de Saint-Ephrem de Tring ; Joseph Bureau (fils de Zéphirin), Xavier Blais, Jean Bernier, Thomas Gagnon, de Saint-Vital de Lambton ; Théophile Beaudoin, de Saint-Pierre de Broughton ; George Plante, Joseph Bolduc (fils de Rémi), Godfroi Jolicœur, Pierre Bourque (fils d'André), Ambroise Morin, de Saint-François ; Eleusippe Lessard, Thomas Lessard (fils de Richard), de Saint-Joseph, dans le comté de Beauce.

LOUIS P. PELLETIER,
3271 Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. André M. Lapierre, William Henry Scott, Louis N. Dupuis, Joseph Honoré Mathe, Charles Elie Laflamme, commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, et de révoquer l'ancienne commission, en date du 17 octobre 1887.

LOUIS P. PELLETIER,
3269 Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer Barthélemi Rocher, écuyer, notaire, de la ville de l'Assomption, dans le comté de l'Assomption, régistrateur de la division d'enregistrement du dit comté de l'Assomption, en remplacement de Joseph Zébédée Martel, dont la commission est révoquée.

LOUIS P. PELLETIER,
3291 Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de faire les nominations suivantes de juges de paix, savoir :

District de Saint-François :—MM. Théophile Bourque, Zéphirin P. Cormier, Napoléon T. Dussault, Albert W. Olivier, James S. Mitchell, Alexander Winter, Harris Samuel, tous marchands de la ville de Sherbrooke ; Pierre Benoit, cultivateur, d'Orford ; Samuel A. McFadden, William McCurdy, cultivateurs, du township d'Ascot.

District de Trois-Rivières :—MM. Ubalde Lamontagne, Louis Pichette, Louis A. Baribeau et François Voisard, de la paroisse de Louiseville ; Jonny Lesage, Honoré Pichette, de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup ; François Régis Paquin, Pierre Magnan, Adolphe Coutu, Isaac Fournier, fils, Adolphe Bellemare, Toussaint Picotte, de Sainte-Ursule ; Patrice Rival Bellerose, Pierre Lambert, de Saint-Alexis ; Benjamin Augé, Norbert Martin, Joseph Lamy, Benjamin Lesage, Remi Caron, Honoré Augé, Amable Sicard, de Carufel, de Saint-Léon.

District de Saguenay :—MM. Etienne Gauthier, de Saint-Gatien des Caps ; Charles Salomon Poirier, de la rivière Magpie.

District de Saint-Hyacinthe :—MM. Antoine Cabana, fils, Euclide Gagnon, de la paroisse de Upton ; Fabien Fournier, Dieudonné Denis, Alexandre Cadorette, tous de la paroisse de Saint-Simon.

District de Richelieu :—MM. Pierre Piette,

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments of justices of the peace, for the district of Beauce, to wit :—Messrs. George Roy (son of Adam), David Roy (son of David), of the parish of Saint George ; Damase Paradis, Ludger Lemieux, Edouard Dallaire, of Saint Sebastien d'Aylmer ; Arcadius Fortier, François Robert, of Saint Samuel ; Olivier Begin, Joseph Cloutier, of Saint Ephrem de Tring ; Joseph Bureau (son of Zephirin), Xavier Blais, Jean Bernier, Thomas Gagnon, of Saint Vital de Lambton ; Theophile Beaudoin, of Saint Pierre de Broughton ; George Plante, Joseph Bolduc (son of Remi), Godfroi Jolicœur, Pierre Bourque (son of André), Ambroise Morin, of Saint François ; Eleusippe Lessard, Thomas Lessard (son of Richard), of Saint Joseph, in the county of Beauce.

LOUIS P. PELLETIER,
3272 Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. André M. Lapierre, William Henry Scott, Louis N. Dupuis, Joseph Honoré Mathe, Charles Elie Laflamme, commissioners for the sumn ary trial of small causes, in the parish of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, and to revoke the former commission, dated the 17th of October, 1887.

LOUIS P. PELLETIER,
3270 Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Barthelemi Rocher, esquire, notary, of the town of l'Assomption, in the county of l'Assomption, registrar for the registration division of the said county of l'Assomption, *vice* Joseph Zébédée Martel, whose commission is revoked.

LOUIS P. PELLETIER,
3292 Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments of justices of the peace, to wit :

District of Saint Francis :—Messrs. Theophile Bourque, Zephirin P. Cormier, Napoleon T. Dussault, Albert W. Olivier, James S. Mitchell, Alexander Winter, Harris Samuel, all merchants of the town of Sherkrooke ; Pierre Benoit, farmer, of Orford ; Samuel A. McFadden, William McCurdy, farmers, of the township of Ascot.

District of Three Rivers :—Messrs. Ubalde Lamontagne, Louis Pichette, Louis A. Baribeau and François Voisard, of the parish of Louiseville ; Jonny Lesage, Honoré Pichette, of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup ; François Régis Paquin, Pierre Magnan, Adolphe Coutu, Isaac Fournier, junior, Adolphe Bellemare, Toussaint Picotte, of Sainte Ursule ; Patrice Rival Bellerose, Pierre Lambert, of Saint Alexis ; Benjamin Augé, Norbert Martin, Joseph Lamy, Benjamin Lesage, Remi Caron, Honoré Augé, Amable Sicard, of Carufel, of Saint Léon.

District of Saguenay :—Messrs. Etienne Gauthier, of Saint Gatien des Caps ; Charles Salomon Poirier, of river Magpie.

District of Saint Hyacinth :—Messrs. Antoine Cabana, junior, Euclide Gagnon, of the parish of Upton ; Fabien Fournier, Dieudonné Denis, Alexandre Cadorette, all of the parish of Saint Simon.

District of Richelieu :—Messrs. Pierre Piette,

Joseph Lavallée, fils de Paul, Ulric Roch, de la paroisse de Saint-Norbert.

LOUIS P. PELLETIER,
3293 Secrétaire.

Joseph Lavallée, son of Paul, Ulric Roch, of the parish of Saint Norbert.

LOUIS P. PELLETIER,
3294 Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de Québec. } A. R. ANGERS.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, *Proc.-Gén.* } ATTENDU que par un rapport de l'honorable Commissaire des Travaux Publics, par un rapport de l'honorable Conseil Exécutif et par un Ordre du Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province en Conseil, il est déclaré qu'une commission émane pour faire enquête et rapport pour vérifier l'exactitude des paiements qui ont été faits à même la subvention de $112,500.00, qui a été votée par l'Acte 51-52 Vict., ch. 91, par. *b.*, pour payer les gages des ouvriers employés dans la construction du chemin de fer de Montréal et Sorel, et les fournisseurs de matériaux, etc., et pour l'achat du matériel roulant et la mise en bon état d'exploitation de cette voie, par MM. R. Préfontaine, C. N. Armstrong et F.-X. Choquet, ès-qualité de fidéi-commissaires nommés à cette fin par le bureau de direction de la compagnie intéressée, et aussi pour s'enquérir de toutes autres matières se rattachant à ces paiements et à l'emploi du montant de cette subvention.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, dans l'intérêt du bon gouvernement de notre dite province, que cette enquête se fasse ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de notre dite province, et sous l'autorité de l'article 596 et suivants des Statuts refondus de Notre dite province, au sujet des enquêtes sur les affaires publiques, Nous constituons et nommons Messieurs Philippe Baby Casgrain, de la cité de Québec, avocat et Conseil de la Reine, Damase Parizeau et George Washington Stephens, de la cité de Montréal, tous deux députés à l'Assemblée Législative de Notre dite province, commissaires chargés de conduire et diriger cette enquête pour vérifier l'exactitude des paiements qui ont été faits à même la subvention de $112,500, qui a été votée par l'acte 51-52 Vict., ch. 91, par. *b.*, pour payer les gages des ouvriers employés dans la construction du chemin de fer de Montréal et Sorel, et les fournisseurs de matériaux, etc., et pour l'achat du matériel roulant et la mise en bon état d'exploitation de cette voie par MM. R. Préfontaine, C. N. Armstrong et F. X. Choquet, es-qualité de fidéi-commissaires nommés à cette fin par le bureau de direction de la compagnie intéressée, et aussi pour s'enquérir de toutes autres matières se rattachant à ces paiements, et à l'emploi du montant de cette subvention.

Et à cette fin, en vertu des dispositions des dits articles 596 et suivants des Statuts refondus de Notre dite province de Québec, Nous donnons aux dits commissaires le pouvoir d'assigner devant eux des témoins, de leur faire rendre témoignage sous serment, et de leur faire produire les documents et choses qu'ils jugeront nécessaires.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. } A. R. ANGERS.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, *Atty.-General.* } WHEREAS by a report of the Honorable Commissioner of Public Works, by a report of the Honorable the Executive Council, and by an Order of the Lieutenant Governor of Our said Province in Council, it is declared that a commission should issue for the purpose of holding an inquiry into and making a report to verify the correctness of the payments which have been made out of the subsidy of $112,500.00, which have been voted by the Act 51-52 Vict. ch. 91, par. *b.*, to pay the wages of the laborers who worked in the construction of the Montreal and Sorel Railway, and to the persons who supplied the material, &c., and to the purchase of rolling stock and completion and equipment of the said road, by Messrs. R. Prefontaine, C. N. Armstrong and F. X. Choquet, in their quality of trustees (*fidei-commissaires*) appointed for that purpose by the board of directors of the interested company, and also to inquire into all other matters relating to these payments, and to the employment of the amount of the said subsidy.

AND WHEREAS We have deemed it proper, in the interest of the good government of our said province, that such inquiry be made.

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, and pursuant to the authority of article 596 and following of the Revised Statutes of Our said Province of Quebec, relating to inquiries into and concerning public matters, We constitute and appoint Messrs. Philippe Baby Casgrain, of the city of Quebec, advocate, one of Our Counsel learned in the Law, Damase Parizeau and George Washington Stephens, of the city of Montreal, both Members of the Legislative Assembly of our said Province, commissioners empowered to conduct and direct this inquiry to verify the correctness of the payments which have been made out of the subsidy of $112,500.00, which have been voted by the Act 51-52 Vict., ch. 91, par. *b.*, to pay the wages of the laborers who worked in the construction of the Montreal and Sorel Railway, and to the persons who supplied the material, &c., and to the purchase of rolling stock and completion and equipment of the said road by Messrs. R. Prefontaine, C. N. Armstrong and F. X. Choquet, in their quality of trustees (*fidei-commissaires*) appointed for that purpose by the board of directors of the interested company, and also to inquire into all other matters relating to these payments, and to the employment of the amount of the said subsidy.

And for that purpose, under the authority of the said article 596 and following of the Revised Statutes of Our Province of Quebec, We do give to the said commissioners the power of summoning before them any witnesses and of requiring them to give evidence on oath, and produce such documents and things as they may deem necessary.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE-REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,
LOUIS P. PELLETIER,
3261 Secrétaire.

Canada, Province de Québec. } A. R. ANGERS

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—Salut :

PROCLAMATION.

Th. Chase Casgrain, *Proc.-Gén.* } Attendu que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entr'autres choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des townships dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ; " Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté d'OTTAWA, dans le district d'OTTAWA, dans Notre Province de Québec, en un township sous le nom de township ROBERTSON.

A ces causes, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un township, sous le nom de township ROBERTSON, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté d'OTTAWA, dans le dit District d'OTTAWA, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Edmund James Flynn, Notre Commissaire des Terres de la Couronne, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Tout le territoire borné au nord par le canton arpenté et actuellement connu sous le nom de canton Pope, à l'ouest par le canton Aumond, au sud par le canton arpenté et actuellement connu sous le nom de canton Bouthillier, vers l'est par la rivière du Lièvre.

Le territoire qui compose le dit canton Robertson est circonscrit comme suit, savoir :

1° En partant de la borne plantée à l'angle nord-est du canton Aumond, par une ligne dont la direction générale est est astronomique, sur une longueur de mille trente-cinq chaînes, plus ou moins ; cette dite ligne se termine à une borne plantée sur la rive droite de la rivière du Lièvre pour marquer l'angle nord-est du dit canton de Robertson.

2° De cette dernière borne par la dite rive droite

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : Witness, Our Trusty and Well Beloved the Honourable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,
LOUIS P. PELLETIER.
3262 Secretary.

Canada, Province of Quebec. } A. R. ANGERS.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—Greeting.

PROCLAMATION.

Th. Chase Casgrain, *Atty. Gen.* } Whereas, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intituled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith, " it is, amongst other things, enacted, that " the Lieutenant Governor of Quebec, may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; " And whereas We have though proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of OTTAWA, in the district of OTTAWA, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township of ROBERTSON.

Therefore, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, we do constitute into a township, under the name of the township of ROBERTSON, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of OTTAWA, in the said district of OTTAWA, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Edmund James Flynn, Our Commissioner of Crown Lands, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

All the territory bounded towards the north by the surveyed township known by the name of township of Pope, on the west by the township of Aumond, on the south by the township surveyed, and actually known by the name of the township of Bouthillier, on the east by river du Lievre.

The territory forming the said township Robertson is bounded as follows, to wit :

1° Starting from the boundary planted at the north east angle of the township of Aumond, by a line whose general direction is astronomically east, by a length of one thousand and thirty-five chains, more or less ; this said line ends at a bound planted on the right bank of the river du Lievre to mark the north east angle of the said township of Robertson.

2 From this latter boundary by the right bank

de la rivière du Lièvre, en allant vers le sud jusqu'à l'angle nord-est du canton arpenté, et actuellement connu sous le nom de canton Bouthillier, sur une distance en ligne droite de sept cent quatre-vingt-quatorze chaînes, plus ou moins.

3° A partir de ce dernier angle, par une ligne dont la direction générale est ouest vrai, sur une longueur de mille cent soixante chaînes, plus ou moins, jusqu'à l'angle sud-est du dit canton Aumond.

4° A partir du point où se termine la ligne en dernier lieu mentionnée, point où se trouve la borne de l'angle sud-ouest du susdit canton Robertson, par une ligne allant nord astronomique, dont la longueur est de sept cent soixante-douze chaînes, plus ou moins.

L'étendue superficielle du territoire ci-dessus circonscrit est d'environ soixante-quatorze mille huit cents acres (74,800).

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, un township sous le nom du township ROBERTSON, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un township sous le nom de township ROBERTSON, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
3263 Secrétaire.

Canada, Province de Québec. } A. R. ANGERS.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, *Proc.-Gén.* } ATTENDU que dans et par un acte du parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entr'autres choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en

of the river du Lievre, running south to the north east angle of the township surveyed, and actually known by the name of the township of Bouthillier, by a distance in a straight line of seven hundred and ninety-four chains, more or less.

3° Starting from this last angle, by a line whose general direction is due west, by a length of one thousand one hundred and sixty chains, more or less, to the south east angle of the said township of Aumond.

4° Starting from the point where the line lastly mentioned terminates, at which point is the boundary of the south west angle of the said township of Robertson, by a line running astronomically north, whose length is seven hundred and seventy-two chains, more or less.

The superficies of the land inclosed within the limits hereinabove described, is about seventy-four thousand eight hundred (74,800) acres, more or less.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the FIRST day of the month of AUGUST next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said FIRST day of the month of AUGUST next, a township under the name of the augmentation of the township of ROBERTSON, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections and omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township of ROBERTSON as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
3264 Secretary.

Canada, Province of Quebec. } A. R. ANGERS.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

TH. CHASE CASGRAIN, *Atty. Gen.* } WHEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intituled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day

force au jour y mentionné, établir des townships dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté d'OTTAWA, dans le district d'OTTAWA, dans notre province de Québec, en un township sous le nom de township PRESTON ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit acte du parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un township, sous le nom de township PRESTON, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté d'OTTAWA, dans le dit district d'OTTAWA, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Edmund James Flynn, Notre commissaire des Terres de la Couronne, dans Notre dite province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Tout le territoire dans le comté d'Ottawa ; borné à l'est par le canton Addington, au sud par le canton Hartwell, à l'ouest par les terres vacantes de la Couronne, au nord par le canton arpenté et actuellement connu sous le nom de canton Gagnon.

Le territoire qui compose le dit canton Preston est circonscrit comme suit, savoir :

1° Par une ligne partant de l'angle nord-est du canton Hartwell, et se dirigeant ouest astronomique sur une longueur de sept cent dix chaînes et quarante chaînons, plus ou moins, et se terminant à l'angle nord-ouest du dit canton Hartwell.

2° A partir du dit angle nord-ouest de Hartwell, par une ligne dont la direction est nord vrai, mesurant sept cent dix chaînes, plus ou moins, et aboutissant à l'angle nord-ouest du canton Preston.

3° A partir de ce dernier angle par une ligne se dirigeant est astronomique, et mesurant six cent quatre-vingt-dix-neuf chaînes et soixante chaînons, plus ou moins, jusqu'à l'angle nord-ouest du dit canton Addington.

4° Du susdit angle nord-ouest du canton Addington, par une ligne établie suivant une direction générale sud vrai, jusqu'au point de départ, ou angle nord-ouest du dit canton Hartwell, et mesurant sept cent douze chaînes et soixante-quatorze chaînons, plus ou moins.

Le territoire circonscrit par ces lignes a une superficie d'environ cinquante mille cinquante-cinq acres, (50,055).

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, un township sous le nom du township PRESTON, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un township, sous le nom de township PRESTON, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Pro-

to be appointed therein, constitute township in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted and fix the metes and bounds thereof ; AND WHEREAS we have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of OTTAWA, in the district of OTTAWA, in Our Province of Quebec, into a township under the name of township of PRESTON.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, we do constitute into a township, under the name of the township of PRESTON, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of OTTAWA, in the said district of OTTAWA, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Edmund James Flynn, Our Commissioner of Crown Lands, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

All the territory in the county of Ottawa ; bounded on the east by the township Addington, on the south by the township Hartwell, on the west by the wild lands of the Crown, on the north by the township actually surveyed and known by the name of township Gagnon.

The territory which composes the township Preston is bounded as follows, to wit :

1° By a line starting from the north east angle of the township Hartwell, and running astronomically west on a length of seven hundred and ten chains and forty links, more or less, and ending at the north west angle of the said township Hartwell.

2° Starting from the said north west angle of Hartwell, by a line running due north, measuring seven hundred and ten chains, more or less, and ending at the north west angle of the township Preston.

3° Starting from the latter angle by a line running astronomically east, and measuring six hundred and ninety-nine chains and sixty links, more or less, to the north west angle of the said township Addington.

4° From the said north west angle of the township Addington, by a fixed line running generally due south, to the starting point, or the north west angle of the said township Hartwell, and measuring seven hundred and twelve chains and seventy-four links, more or less.

The total superficies of the territory inclosed within the limits hereinabove described is about fifty thousand and fifty-five (50,055) acres.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said Act, We do by these presents declare and ordain that the FIRST day of the month of AUGUST next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain from the said FIRST day of the month of AUGUST next, a township under the name of the township of PRESTON, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, and incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township of PRESTON, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec,

vince de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

3265

Canada,
Province de Québec.
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, *Proc.-Général.*

ATTENDU que Louis Napoléon Asselin, Jos. A. Martin et Samuel Côté, écuiers, trois des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Status refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie du canton Neigette, dans le comté de Rimouski, dans le dit diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, qu'ils croient le plus convenable de détacher du dit canton Neigette, et d'annexer à la paroisse de Saint-Anaclet, dans le comté de Rimouski, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Tout le territoire qui comprend cette partie des deux premiers rangs du canton Neigette, comprise entre les lots Nos. onze (11), inclusivement, et soixante-un (61), aussi inclusivement, du premier rang du dit canton, et les lots correspondants du deuxième (II) rang, compris entre la moitié sud-ouest du lot No. six (6), inclusivement, et le lot No. trente-sept, aussi inclusivement, du canton Neigette. Lequel territoire est borné comme suit, savoir : au nord-ouest par les lignes de séparation entre les seigneuries Lessard, Rimouski et le canton Neigette, au sud-est par la ligne de séparation entre les deuxième et troisième rangs du canton Neigette, au nord-est par la paroisse Saint-Donat ou par la ligne de séparation entre les lots Nos. dix et onze (10 et 11), du premier rang, laquelle est continuée à travers le lot No. six (6), du second rang du canton Neigette, au sud-ouest par la paroisse Sainte-Blandine ou par la ligne de séparation entre les lots Nos. soixante-un et soixante-deux (61 et 62), du premier rang, et la ligne de séparation entre les lots Nos. trente-sept et trente-huit (37 et 38), du deuxième rang du susdit canton Neigette.

Lequel territoire, à être annexé à la paroisse de Saint-Anaclet, forme une superficie d'environ huit mille trois cent quarante-huit (8348) acres, plus ou moins.

Les numéros des lots ci-dessus mentionnés sont pris d'après lenumérotage de l'arpentage primitif.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie du canton NEIGETTE, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée du dit canton NEIGETTE, et annexée à la paroisse de SAINT-ANACLET.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les pré-

this TWENTY-SEVENTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

3266

Canada,
Province of Quebec.
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, *Atty.-General.*

WHEREAS Louis Napoléon Asselin, Jos. A. Martin and Samuel Côté, esquires, three of the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of the title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Saint Germain of Rimouski, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the township of Neigette, in the county of Rimouski, in the said Roman Catholic Diocese of Saint Germain of Rimouski, which they think most expedient to be detached from the said township of Neigette and to be annexed to the parish of Saint Anaclet, in the county of Rimouski, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

All the territory which comprises that portion of the first two ranges of the township of Neigette, comprised between lots Nos. eleven (11), inclusively, and sixty-one (61), likewise inclusively, of the first range of the said township, and the corresponding lots of the second (II) range, comprised between the south west half of lot No. six (6), inclusively, and lot No. thirty-seven, likewise inclusively, of the township of Neigette. Which said territory is bounded as follows, to wit : on the north west by the boundary lines between the seigniories Lessard and Rimouski and the township of Neigette, on the south east by the division line between the second and third ranges of the township of Neigette, on the north east by the parish of Saint Donat or by the line of separation between lots Nos. ten and eleven (10 and 11), of the first range, which is continued across lot No. six (6), of the second range of the township of Neigette, on the south west by the parish of Sainte Blandine or by the line of separation between lots Nos. sixty-one and sixty-two (61 and 62), of the first range, and the line of separation between lots thirty-seven and thirty-eight (37 and 38), of the second range of the said township of Neigette.

Which territory, to be annexed to the parish of Saint Anaclet, forms a superficies of about eight thousand three hundred and forty-eight (8348) acres, more or less.

The numbers of the lots hereinabove mentioned are taken from the numbering of the original survey.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the township of NEIGETTE, hereinbefore described, to be and remain detached from the said township of NEIGETTE, and to be and remain annexed to the parish of SAINT ANACLET.

And We have ordained and declared, and by these

sentes ordonnons et déclarons que la dite partie du dit canton NEIGETTE, ci-dessus décrite, sera détachée du canton NEIGETTE, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINT-ANACLET.

Et par les présentes Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie du dit canton NEIGETTE fera partie de la dite paroisse de SAINT-ANACLET, pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

LOUIS. P. PELLETIER,
Secrétaire.

3267

Canada, Province de Québec. } A. R. ANGERS.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—Salut :

PROCLAMATION.

Th. Chase-Casgrain, *Proc.-Gén.* } ATTENDU que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entr'autres choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des townships dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants " : Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Champlain, dans le district de Trois-Rivières, dans Notre Province de Québec, en un township sous le nom de township LE JEUNE.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un township, sous le nom de township LE JEUNE, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Champlain, dans le dit district de Trois-Rivières, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Edmund James Flynn, Notre Commissaire des Terres de la Couronne, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Tout le territoire borné au nord-ouest par le canton Mekinac, au sud-est par les seigneuries de Sainte-Anne et des Grondines et par le canton Chavigny, au nord-est partie par les terres vacantes de la Couronne, partie par un canton arpenté et

presents do ordain and declare the said part of said township of NEIGETTE, above described, to be detached from the township of NEIGETTE, and to be and remain annexed to the said parish of SAINT ANACLET.

And We do hereby constitute the said part of the said township of NEIGETTE to be hereafter part of the said parish of SAINT ANACLET, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : Witness, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

3268

Canada, Province of Quebec. } A. R. ANGERS.

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—Greeting :

PROCLAMATION.

Th. Chase Casgrain, *Atty. Gen.* } WHEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intituled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute township in those parts of the province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; " And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Champlain, in the district of Three Rivers, in our Province of Quebec, into a township under the name of the township of LE JEUNE.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, we do constitute into a township, under the name of the township of LE JEUNE, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Champlain, in the said district of Three Rivers, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Edmund James Flynn, our Commissioner of Crown Lands, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

All the territory bounded towards the north west by the township of Mekinac, on the south east by the seigniories of Sainte Anne and des Grondines, and by the township of Chavigny, on the north east partly by the wild lands of the Crown, partly by a

actuellement connu sous le nom de canton Marmier, et partie par la dite seigneurie des Grondines, au sud-ouest par la seigneurie de Batiscan.

Les limites qui renferment le territoire dont se compose le dit canton Le Jeune sont comme suit, savoir :

Partant des poteau et borne plantés à l'angle ou coin sud du dit canton Mekinac, la limite sud-est de ce dernier canton, nord quarante-cinq degrés est vrai, huit cent seize chaînes et trente-cinq chaînons (816c 35), plus ou moins, jusqu'aux poteau et borne plantés à l'angle est du dit canton Mekinac ; de là une ligne allant sud quarante-six degrés et demi est vrai, de quatre cent quarante-cinq chaînes (445c), plus ou moins de longueur, jusqu'à la borne plantée sur la limite nord-ouest du dit canton Chavigny, pour marquer l'angle le plus à l'est du dit canton Le Jeune ; de là une partie de la dite limite nord-ouest du canton Chavigny, sud quarante-cinq degrés ouest vrai, quarante-cinq chaînes et cinquante chaînons (45c 50), plus ou moins, jusqu'à la borne plantée à l'angle ouest du dit canton Chavigny ; de là, l'arrière-ligne ou ligne en profondeur de la dite seigneurie des Grondines, sud soixante et sept degrés et quarante-cinq minutes ouest vrai, deux cent soixante et sept chaînes (267c), plus ou moins, jusqu'à l'angle le plus à l'ouest de la seigneurie des Grondines susdite ; de là la limite sud-ouest de cette dernière seigneurie, sud quarante-quatre degrés et trente-cinq minutes est vrai, cent quatre-vingt-quatre chaînes (184c), plus ou moins, jusqu'à l'angle, le plus au nord de la dite seigneurie de Sainte-Anne ; de là l'arrière-ligne ou ligne en profondeur de cette dernière seigneurie, sud quarante-cinq degrés ouest vrai, cinq cent quarante-huit chaînes (548c), plus ou moins, jusqu'au point où cette arrière-ligne rencontre la limite nord-est de la dite seigneurie de Batiscan ; de là la dite limite nord-est de la seigneurie de Batiscan, nord quarante-cinq degrés ouest vrai, cinq cent vingt chaînes (520c), plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Le terrain renfermé dans les limites ci-dessus décrites a une superficie de trente neuf mille cinq cents acres (39,500), plus ou moins.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le PREMIER jour du mois d'AOUT prochain sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, un township sous le nom du township LE JEUNE, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un township sous le nom de township LE JEUNE, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

LOUIS P. PELETIER,

3285 Secrétaire.

township surveyed and actually known under the name of the township of Marmier, and partly by the seigniory des Grondines, on the south west by the seigniory of Batiscan.

The limits which comprise the territory of which the said township of Le Jeune are as follows, to wit :

Starting from the post and boundary planted at the south angle or corner of the said township of Mekinac, the south east limit of the latter township, north forty-five degrees due east, eight hundred and sixteen chains, thirty-five links (816c 35), more or less, to the post and boundary planted at the east angle of the said township Mekinac ; from thence a line running south forty-six degrees and a half due east, of four hundred and forty-five chains (445c), more or less in length, to the boundary planted on the north west limit of the said township of Chavigny, to mark the most easterly angle of the said township of Le Jeune ; from thence a part of the said north west limit of the township of Chavigny, south forty-five degrees due west, forty-five chains and fifty links (45c 50), more or less, to the boundary planted at the west angle of the said township of Chavigny ; from thence the rear or depth line of the said seigniory of Grondines, south sixty-seven degrees and forty-five minutes due west, two hundred and sixty-seven chains (267c), more or less, to the most westerly angle of the seigniory of Grondines aforesaid ; from thence the south western limit of this latter seigniory, south forty-four degrees thirty-five minutes due east, one hundred and eighty-four chains (184c), more or less, to the most northerly angle of the said seigniory of Sainte Anne ; from thence the rear or depth line of this latter seigniory, south forty-five degrees due west, five hundred and forty-eight chains (548c), more or less, to the point where this rear line meets the north east limit of the said seigniory of Batiscan ; from thence the said north east limit of the seigniory of Batiscan, north forty-five degrees due west, five hundred and twenty chains (520c), more or less, to the starting point.

The total superficies of the territory inclosed within the limits hereinabove described is about thirty-nine thousand five hundred (39,500) acres, more or less.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the FIRST day of the month of AUGUST next shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said FIRST day of the month of AUGUST next, a township under the name of the township LE JEUNE, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, and incorrect name or any other imperfections and omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township of LE JEUNE, as aforesaid.

Of all which all Our loving subjects and all others to whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,

3286 Secretary.

Canada, Province de Québec. } A R. ANGERS.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner. SALUT.

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, *Proc.-Gén.* } ATTENDU que dans et par un acte du parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entr'autres choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des townships dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de PORTNEUF, dans le district de QUEBEC, dans Notre province de Québec, en un township sous le nom de township MARMIER.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit acte du parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un township, sous le nom de township MARMIER, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de PORTNEUF, dans le dit district de QUEBEC, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Edmund James Flynn, Notre commissaire des Terres de la Couronne, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Tout le territoire borné au nord-ouest par les terres vacantes de la Couronne, au sud-ouest par le canton de LeJeune, au sud-est par le canton Chavigny, au nord-est partie par la seigneurie de Perthuis et partie par les terres vacantes de la Couronne.

Les limites qui renferment le dit territoire sont comme suit, savoir :

Au sud-ouest la ligne ou limite nord-est du dit canton LeJeune, dont l'azimut moyen est nord quarante-six dégrés et demi ouest vrai, depuis le poteau planté au coin sud du dit canton Marmier, sur la limite nord-ouest du canton Chavigny, à quarante cinq chaînes et cinquante chaînons (45 c 50), plus ou moins, de l'angle extrême ouest de Chavigny jusqu'au poteau planté sur la dite limite du canton LeJeune, pour marquer le coin ouest du dit canton Marmier, distance de quatre cent quinze chaînes et vingt chaînons, plus ou moins (415 c 20), au nord-ouest une ligne de six cent soixante et huit chaînes et cinquante-huit chaînons (668 c 58), plus ou moins de longueur, établie dans la direction nord quarante-cinq degrés est vrai, depuis le poteau en dernier lieu mentionné jusqu'à celui qui a été planté pour marquer l'angle nord du dit canton Marmier— au nord-est, une ligne droite dont l'azimut est sud quarante-cinq degrés est vrai, et la longueur quatre cent quinze chaînes et vingt chaînons (415 c 20), plus ou moins, depuis le dit angle nord de Marmier jusqu'à l'angle nord de Chavigny ; l'angle ou coin nord-ouest de la dite seigneurie de Perthuis se trouvant sur cette ligne, à cinq chaînes et quatre-vingt-un chaînons (5 c 81), plus ou moins, du dit angle nord de Marmier. Enfin, au sud-est la limite nord-ouest du dit canton Chavigny, dont l'azimut est nord quarante-cinq degrés est vrai, depuis l'angle extrême est du dit canton LeJeune jusqu'au dit angle nord

Canada, Province of Quebec. } A. R. ANGERS.

(L. S.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, *Atty. Genl.* } WHEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intituled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith, " it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec, may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; " And whereas we have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of PORTNEUF, in the district of QUEBEC, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township of MARMIER.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, we do constitute into a township, under the name of the township of MARMIER, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of PORTNEUF, in the said district of QUEBEC, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Edmund James Flynn, Commissioner of Crown Lands, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

All the territory bounded towards the north west by the wild lands of the Crown, on the south west by the township of LeJeune, on the south east by the township of Chavigny, on the north east partly by the seigniory of Perthuis and partly by the wild lands of the Crown.

The boundaries of the said territory are as follows, to wit :

On the south west the north eastern line or limit of the said township of LeJeune, whose mean azimuth is north forty-six degrees and a half due west, from the post planted on the south corner of the said township of Marmier, on the north western limit of the township of Chavigny, at forty-five chains and fifty links (45 c 50), more or less, from the extreme west angle of Chavigny to the post planted on the said limit of the township of LeJeune, to mark the western corner of the said township of Marmier, a distance of four hundred and fifteen chains and twenty links (415 c 20), more or less, on the north west by a line of six hundred and sixty-eight chains and fifty-eight links (668 c 58), more or less in length, drawn in northerly direction, forty-five degrees due east, from the post lastly mentioned to the one planted to mark the north angle of the said township of Marmier, on the north east, a straight line whose azimuth is south forty five degrees due east, and its length four hundred and fifteen chains and twenty links (415 c 20), more or less, from the said north angle of Marmier to the north angle of Chavigny ; the north west corner or angle of the said seigniory of Perthuis being on this line, at five chains and eighty-one links (5c 81), more or less, from the said north angle of Marmier. Lastly, on the south east the north west limit of the said township of Chavigny, whose azimuth is north forty-five degrees due east, from the extreme

de Chavigny, distance de six cent soixante et quatre chaînes, plus ou moins (664).

La superficie totale du territoire renfermé dans les limites ci-dessus décrites est de vingt-sept mille huit cents acres (27,800), plus ou moins.

Et de plus, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, un township sous le nom du township MARMIER, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant tout erreur dans les bornes, tout faux nom ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un township sous le nom de township MARMIER, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secretaire.

3287

And moreover, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the FIRST day of the month of AUGUST next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said FIRST day of the month of AUGUST next, a township under the name of the township of MARMIER, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections and omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township of MARMIER, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

In Testimony Whereof, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : Witness, Our Trusty and Well Beloved, the Honourable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By order,

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

3288

Avis du Gouvernement

Province de Québec.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6040.

Denholm.

La partie ouest des lots 39 et 40, du 1er rang, à James Maxwell.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.
Québec, 2 juillet 1892. 3283

Avis public est par le présent donné que en vertu de la loi corporative des Compagnies à Fonds Social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quatrième jour de juillet courant, incorporant Addison Crittenden Rand, de la cité et de l'Etat de New-York, manufacturier; George Henry Sampson, de Medford, Massachusetts, manufacturier ; et Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes et Frederick Arthur Halsey, tous de la cité de Sherbrooke, dans notre province de Québec, tous manufacturiers, dans le but de manufacturer des matières explosives et leurs ingré-

Government Notices

Province of Quebec.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6040.

Denholm.

West part of lots 39 and 40, in 1st range, to James Maxwell.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.
Quebec, 2nd July, 1892. 3284

Public notice is hereby given that under the "Joint Stock Companie's Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fourth day of July instant, incorporating Addison Crittenden Rand, of the city and State of New-York, manufacturer ; George Henry Sampson, of Medford, Massachusetts, manufacturer ; Sylvester William Jenckes, John Marveau Jenckes and Frederick Arthur Halsey, all of the city of Sherbrooke, in Our province of Quebec, and all manufacturers, for the purpose of manufacturing explosives and the

dients, matières chimiques, acides, fertilisants et matériaux pour opérer les explosions, comprenant les capsules fulminates, capsules à détonation, produits d'explosions électriques, signaux de chemins de fer en temps de brume, mèches de sûreté et machines électriques pour explosion ; de faire les affaires de manufacture et vente des articles ci-dessus nommés et autres de même nature et analogues, et d'acquérir et posséder des immeubles et y ériger toutes bâtisses nécessaires, manufactures et magasins, et d'acquérir et utiliser les pouvoirs d'eau, le tout dans le but des affaires de la dite compagnie sous le nom de "The Rackarock Company," avec un fonds social de trente-cinq mille piastres ($35,000), divisé en trois cent cinquante (350) actions de cent piastres ($100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour de juillet 1892.

LOUIS P. PELLETIER,
3295 Secrétaire.

Avis de demande d'erection de municipalité scolaire.

Eriger en municipalité scolaire tout le canton Patton, dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Sainte-Appoline," pour prendre effet le premier juillet 1893.

GEDEON OUIMET,
Surintendant.
Québec, 27 juin 1892. 3191 2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 20 juin 1892.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, par Onésime Marin, écuyer, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Casimir F. Papineau, en son vivant écuyer, notaire, de même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, article 3685 des statuts refondus de la province de Québec.

JOS. BOIVIN,
3105 3 Assistant-secrétaire.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Quebec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; l'incorporation d une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les reglements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privileges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant a une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans

component parts thereof, chemicals, acids, fertilizers and materials for initial explosions, including fulminate caps, detonating caps, electric exploders, railway fog signals, safety fuse and electric blasting machines ; to carry on the business of trading in manufacturing and selling the above named articles and others of similar or cognate character, and to acquire and hold real estate and erect thereon all necessary buildings, factories and storehouses, and to acquire and utilize water powers, the whole for the purposes of the business of said company by the name of "The Rackarock Company," with a total capital stock of thirty-five thousand dollars ($35,000), divided into three hundred and fifty (350) shares of one hundred dollars ($100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourth day of July, 1892.

LOUIS P. PELLETIER,
3296 Secretary.

Notice of application to erect school municipality.

To erect into a school municipality all the township of Patton, in the county of Montmagny, under the name of "Sainte Appoline," to take effect on the first of July, 1893.

GEDEON OUIMET
Superintendent.
Quebec, 27th June, 1892. 3192

SECRETARY'S OFFICE

Québec, 20th June, 1892.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by Onésime Marin, esquire notary, of the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Casimir F. Papineau, in his lifetime esquire, notary, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 of the revised statutes of the province of Quebec.

JOS. BOIVIN,
3106 Assistant secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills

53 -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway ; a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works , the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language n the district affected, or in both

l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage es personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la regle précédente, et de la même maniere donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilege, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés : et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront deposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant qu'un projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2249 G. C. L.

languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height o the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels. and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dementions of the same.

60,—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to all on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in frencl. and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2250 G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills prives.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu apres l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative a des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après *l'Acte de l'Amerique Britannique du Nord*, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin a barrieres ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables,

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properley the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephon Line : the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any

soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité ; soit pour le prélevement d une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder a un ou a des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé an nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officiel e de Quebec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu elles se proposent d'exiger, l'étendu du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des rains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi $2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de $200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement apres la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

" Les bills pour incorporer les villes ne devrons contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses generales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle a laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront

particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment : the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar news paper published in an anjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of he privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english, and 550 copies in French, and also $2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of $200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediatley after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorpoartion of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and

refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comte des bills privés. "

' Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

' Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

L. DELORME,
2251 Greffier de l'Assemblée Législative.

reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME.
2252 Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

COMMISSION A BARRIERES DE LA RIVE SUD, A QUEBEC.

Les porteurs de débentures sont par le présent notifiés que, mardi, le 12 courant, à 10 heures A. M., au bureau de la commission, la votation aura lieu pour l'élection de trois syndics, conformément à la loi.

Les personnes désirant voter sur procuration devront aussi produire les débentures leur donnant ce droit.

Par ordre du bureau,
G. H. BURROUGHS,
3275 Sec. Trés.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la dite province, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, les constituant en corps incorporé.

1° Le nom de la compagnie incorporée sera : " La Compagnie de Téléphone des Marchands, de Montréal."

2° L'objet pour lequel la dite incorporation est demandée, est de faire les affaires en général se rapportant au téléphone et à l'électricité, avec pouvoir de construire, maintenir et mettre en opération une ligne ou les lignes de fil métallique et fil électrique et câbles sur poteaux, ou dans des conduits souterrains, le long et sur les côtés et à travers des rues, chemins publics, ruelles adjacentes, ponts, cours d'eau de villes, cités et autres municipalités incorporées et rurales dans la dite province, pourvu que la dite ligne ou les lignes, poteaux et conduits susdits ne gêneront pas ou n'empêcheront pas le trafic, et le pouvoir de mnufacturer, vendre et louer des instruments électriques, appareils, fournitures ou fils métalliques.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres ($100,000.00), divisé en quatre mille actions de vingt-cinq piastres ($25.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants pour les dites lettres patentes sont : François-Xavier Moisan, marchand ; Louis Euclide Beauchamp, marchand ; Odilon Vanier, marchand ; Herbert Montague Linell, pratiquant l'électricité ; James Edwin MacDougall ; Joseph Archambault, marchand ; Charles Frédéric Beauchemin, pratiquant l'électricité, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

CHAPLEAU, BISAILLON,
BROSSEAU & LAJOIE,
3277 Solliciteurs des requérants.

Miscellaneous Notices

QUEBEC SOUTH SHORE TURNPIKE TRUST.

The holders of debentures are hereby notified that, on Tuesday, the 12th instant, at 10 o'clock in the forenoon, at the Commissioners' office, the voting will take place for the election of three trustees, according to law.

Persons wishing to vote by proxy must also bring the debentures qualifying them.

By order of the board,
G. H. BURROUGHS,
3276 Sec. Treas.

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec for the issuing of letters patent under the great Seal of said province, granting a charter of incorporation to the petitioners and such others as may become members of the company, constituting them a body corporate.

1° The corporate name of the company will be : "The Merchants' Telephone Company of Montreal".

2° The object for which the said incorporation is sought, is to do a general telephone and electric business, with power to construct, maintain and operate a line or lines of wire and electric wire and cables on polls, or through conducts under a long and through the sides of and across the streets, highways, lanes by ways, bridges, water courses of towns, cities and other incorporated and rural municipalities in the said province, provided said line or lines, polls and conducts shall not interfere with or impede trafic, and the power to manufacture, sell and lease electrical instruments, apparatus, supplies or lines.

3° The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal.

4° The proposed amount of capital stock of said company is one hundred thousand dollars ($100,000.00), divided into four thousand shares of twenty-five dollars ($25.00) each.

5° The names in full and addresses and calling of each of the petitioners for such letters patent are : François Xavier Moisan, merchant ; Louis Euclide Beauchamp, merchant ; Odilon Vanier, merchant ; Herbert Montague Linell, electrician ; James Edwin MacDougall ; Joseph Archambault, merchant ; Charles Frederic Beauchemin, electrician, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, and all of whom will be the first and provisional directors of the said company.

CHAPLEAU, BISAILLON,
BROSSEAU & LAJOIE,
3278 Solicitors for petitioners.

AVIS.

Demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province, octroyant une charte aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, les constituant en corps politique.

1° Le nom proposé de la compagnie sera la Compagnie des moulins à bois Tourville (*The Tourville Lumber Mills Company*).

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire le commerce et le transport du bois et des produits qui en dépendent ; établir ou acquérir et exploiter des moulins et fabriques ayant pour objet de tirer partie du bois et des produits forestiers ; acheter, louer et vendre tous terrains forestiers et coupe de bois ; acheter, louer et vendre des terrains miniers et acquérir tous droits d'exploitation de mines ; exploiter toutes mines et fabriquer tous minerais et métaux et établir toute fabrique d'engrais ; acquérir des pouvoirs hydrauliques et les exploiter, faire toutes constructions et y placer tous instruments et machines, et faire tous travaux nécessaires pour l'exploitation de ces terrains, coupe de bois et droits de mine, construire des chemins, des canaux, des glissoires et des ponts, des entrepôts et des élévateurs, des quais, des bassins, des écluses, des bassins de radoub, des bouées et des estacades ; le tout sujet à l'approbation du gouverneur général en conseil, dans les cas où il peut appartenir.

3° Le principal siège des affaires sera en la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de deux cent cinquante mille piastres ($250,000), divisé en deux mille cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont les suivants : l'honorable Louis Tourville, conseiller législatif ; Joel Leduc, commerçant, tous deux de Montréal ; Napoléon Gill, mécanicien ; Edouard Ouellet, commis, tous deux de Pierreville, district de Richelieu ; Rodolphe Tourville et Arthur Tourville, tous deux commis, de Montréal, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON & ROBERTSON,
Procureurs des requérants.

3309

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No. 204.

Emma Bastien, des cité et district de Montréal, épouse de Hormisdas Roy, boucher, du même lieu, et judiciairement autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Hormisdas Roy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

J. F. DUBREUIL,
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 2 juillet 1892. 3321

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité du comté de Beauce.

Avis public est par le présent donné par Pierre Bélanger, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Beauce, que, par arrêté en Conseil, en date du vingt-quatre juin dernier, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'approuver la résolution du dit conseil du comté de Beauce, passée le onze juin dernier, érigeant la paroisse de Saint-Côme de Kennebec en municipalité, sous le nom de " la municipalité de la paroisse de Saint-Côme de Kennebec. "

Donné sous mon seing, à Saint-François, Beauce, ce deuxième jour du mois de juillet mil huit cent quatre-vingt-douze.

P. BELANGER,
Sec.-trés. C. M. C. B.

3349

NOTICE.

Application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent under the great Seal of the province, granting a charter to the petitioners and such other persons as may become shareholders in the company, constituting them a body politic.

1° The name of the proposed company will be the Tourville Lumber Mills Company (*La Compagnie des Moulins à Bois Tourville*).

2° The purpose for which such incorporation is prayed for, is to carry on the business of trading in and selling lumber and the products depending therefrom ; to establish or acquire and work mills and factories intended to utilize lumber and forest products ; to buy, lease and sell all forest lands or cut timber ; to buy, lease and sell mining lands and to acquire the right to work mines ; to establish and operate manure factories ; to acquire water powers and utilize them, to erect any buildings and place therein any instruments or machinery, and to do all necessary operations for working such lands, cutting timber and using mining rights, to build roads, canals, slides and bridges, store houses and elevators, wharves, basins, dams, graving docks, buoys and booms ; the whole subject to the approval of the governor general in council, in cases where it may be needed.

3° Its chief place of business will be in the city of Montreal.

4° The proposed amount of its capital stock will be two hundred and fifty thousand dollars ($250,000), divided into two thousand five hundred shares of one hundred dollars each.

5° The names of the petitioners are as follows : The Honorable Louis Tourville, legislative councillor ; Joel Leduc, trader, both of Montreal ; Napoléon Gill, machinist, Edouard Ouellet, clerk, both of Pierreville, district of Richelieu ; Rodolphe Tourville and Arthur Tourville, both clerks, of Montreal, all of whom are subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the company.

BEIQUE, LAFONTAINE, TURGEON & ROBERTSON,
Attorneys for Petitioners.

3310

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 204

Emma Bastien, of the city and district of Montreal, wife of Hormisdas Roy, of the same place, butcher, judicially authorized to the effect hereof, Plaintiff ;

vs.

The said Hormisdas Roy, Defendant.

An action in separation as to property has been, this day, instituted by plaintiff against defendant.

J. F. DUBREUIL,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 2nd July, 1892. 3322

PROVINCE OF QUEBEC.

Municipality of the county of Beauce.

Public notice is hereby given by Pierre Bélanger, secretary treasurer of the municipal council of the county of Beauce, that, by order in council, dated the twenty-fourth day of June last, His Honor the lieutenant governor has been pleased to approve the resolution of the said council of the county of Beauce, passed the eleventh June last, erecting the parish of Saint Come de Kennebec into a municipality, under the name of " the municipality of the parish of Saint Come de Kennebec."

Given under my seal, at Saint François de la Beauce, this second day of the month of July, one thousand eight hundred and ninety-two.

P. BELANGER,
Sec. treas. M. C. C. B.

3350

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dame Henriette Audet dit Lapointe, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse de Ferdinand O. Delage, tonnelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Ferdinand O. Delage, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause

HUSMER LANCTOT,
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 4 juillet 1892. 3347

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }

Dame Jane Barnes, du canton de Dunham, dit district, épouse de Guy Griggs, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Guy Griggs, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

H. THOS. DUFFY,
Procureur de la Demanderesse.

Sweetsburg, 8 juin 1892. 3193 3

Cour Supérieure.—Montréal.
No. 2549.

Eugénie Lemesurier Falla, épouse de Walter Edward Labas, journalier, de la cité de Montréal, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse,

vs.

Le dit Walter Edward Labas, Défendeur.

La demanderesse a, le quinze juin courant, institué une action en séparation de corps et de biens contre le défendeur.

M. HONAN,
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 20 juin 1892. 3109 4

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des Compagnies à Fonds Social, une demande sera faite, sous un mois de la dernière insertion de cet avis, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et incorporé, dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom de la compagnie sera "The Dominion Desinfectant Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est de manufacturer et vendre des appareils pour la désinfection et des substances de désinfection, appropriés pour l'usage des maisons, hôtels, bureaux, manufactures, etc., et plus particulièrement pour la manufacture et la vente de "Roberts Ozonator" avec "Sanitas Fluid."

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la compagnie seront dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social de la compagnie sera de cinq mille piastres, divisé en cinquante actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, adresses et professions de chacun des requérants sont comme suit :

John Pearson Copland, commis ;
Richard Philip Fleming, ingénieur civil ;
Donald Macdonald, ingénieur mécanicien ;
Louis Deneau, agent ; et
Karel Boissevain, gentilhomme, tous de la cité de Montréal, la majorité desquels sont sujets de Sa Majesté.

6° Les dits Karel Boissevain, Louis Deneau et John P. Copland seront les premiers directeurs de la compagnie.

HUTCHINSON & OUGHTRED,
Solliciteurs des Requérants.

Montréal, 22 juin 1892. 3147 4

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

Dame Henriette Audet dit Lapointe, of the city and district of Montreal, wife of Ferdinand O. Delage, cooper, of the same place, hereunto duly authorized for the purposes of the present action,

Plaintiff ;

vs.

The said Ferdinand O. Delage, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in this case.

HUSMER LANCTOT,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 4th July, 1892. 3348

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }

Dame Jane Barnes, of the township of Dunham, in said district, wife of Guy Griggs, of the same place, farmer, duly authorized *à ester en justice*, for all the purposes hereof, Plaintiff ;

vs.

The said Guy Griggs, Defendant.

An action in separation of property has, this day, been instituted in this cause.

H. THOS. DUFFY,
Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 8th June, 1892. 3194

Superior Court.—Montreal.
No. 2549.

Eugenie Lemesurier Falla, wife of Walter Edward Labas, laborer, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs

The said Walter Edward Labas, Defendant.

The plaintiff has, the fifteenth day of June instant, instituted an action of separation from bed and board against the defendant.

M. HONAN,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 20th June, 1892. 3110

Notice is hereby given that in conformity with the Joint Stock Companies Incorporation Act, application will be made, within one month after the last insertion hereof, to His Honor the lieutenant governor in council, for letters patent, constituting them and each other persons as may be associated with them, a body politic and corporate for the purposes hereinafter mentioned :

1° The name of the company shall be "The Dominion Disinfectant Company."

2° The object for which incorporation is sought, is the manufacture and sale of disinfecting apparatus and disinfecting substances, suitable for use in houses, hotels, offices, factories, &c., and more particularly for the manufacture and sale of "Roberts Ozonator" with "Sanitas Fluid."

3° The chief place of business and head office of the company will be in the city of Montreal.

4° The capital stock of the company will be five thousand dollars, divided into fifty shares of one hundred dollars each.

5° The names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows :

John Pearson Copland, clerk ;
Richard Philip Fleming, civil engineer ;
Donald Macdonald, mechanical engineer ;
Louis Deneau, agent ; and
Karel Boissevain, gentleman, all residing in the city of Montreal, and the majority of whom are subjects of Her Majesty.

6° The said Karel Boissevain, Louis Deneau and John P. Copland are to be the first directors of the company.

HUTCHINSON & OUGHTRED,
Solicitors for Applicants.

Montreal, 22nd June, 1892. 3148

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, par les requérants ci-après nommés, pour obtenir des lettres patentes, les constituant en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions de l'Acte d'Incorporation des Compagnies à Fonds Social.

Le nom incorporé de la compagnie sera "The Lake Weedon Pulp-wood and Lumber Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer de la pulpe de bois et du bois.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera au Lac Weedon, dans le comté de Wolfe, dans la province de Québec.

Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres ($25,000), divisé en 250 actions de 100 piastres chacune.

Les noms des requérants sont : John Roche, Hon. Evan J. Price, John Sharples, John Burstall, J. A. Maguire et George T. Davie, tous de la cité de Québec, marchands de bois.

Les premiers directeurs de la dite compagnie seront John Roche, Hon. Evan J. Price, John Sharples, John Burstall, J. A. Maguire et George T. Davie, tous de la cité de Québec, marchands de bois.

FITZPATRICK & TASCHEREAU,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 22 juin 1892. 3127 4

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No. 266.

Cour Supérieure.

Dame Adèle Rivard, de Saint-Casimir, épouse de Félix Trottier, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Félix Trottier, marchand, de Saint-Casimir,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de juin courant.

LS. F. BURROUGHS,
Proc de la Demanderesse.

Québec, 3 juin 1892. 2911 4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le Grand sceau de la dite province, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, les constituant en corps incorporé.

1° Le nom incorporé de la compagnie sera "The Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Company."

2° L'objet pour lequel la dite incorporation est demandée, est de manufacturer des briques, tuiles et autres articles faits avec glaise ou argile.

3° Le principal bureau d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie est de cent cinquante mille piastres, divisé en quinze cents actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants pour les dites lettres patentes sont :

Hugh Cameron, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, manufacturier ; Archibald Dunbar Taylor, des dits cité et district de Montréal, avocat ; Thomas Auguste Brisson, du village de Laprairie, dans le district de Montréal, médecin ; William Johnson, de la dite cité de Montréal, manufacturier ; et Thomas Henry Rothwell, de la ville de Godrich, dans la province d'Ontario, manufacturier.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor in council, by the applicants hereinafter named, for letters patent, constituting them a body politic and corporate, under the Joint Stock Companies Incorporation Act.

The corporate name of the company is to be "The Lake Weedon Pulp-wood and Lumber Company."

The purposes for which incorporation is sought are the manufacture of pulp-wood and lumber.

The chief place of business of said company is to be at Lake Weedon, in the county of Wolfe, in the province of Quebec.

The amount of capital stock of the said company to be twenty-five thousand dollars ($25,000) consisting of 250 shares of 100 dollars each.

The name of the applicants are : John Roche, Hon. Evan J. Price, John Sharples, John Burstall, J. A. Maguire and George T. Davie, all of the city of Quebec, lumber merchants.

The first directors of the said company are to be John Roche, Hon. Evan J. Price, John Sharples, John Burstall, J. A. Maguire and George T. Davie, all of the city of Quebec, lumber merchants.

FITZPATRICK & TASCHEREAU,
Solicitors for applicants.

Quebec, 22nd June, 1892. 3128

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 266.

Superior Court.

Dame Adèle Rivard, of Saint Casimir, wife of Félix Trottier, merchant, of the same place, judicially authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs.

Félix Trottier, merchant, of Saint Casimir,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in his cause on the third day of June instant.

LS. F. BURROUGHS,
Atty for Plaintiff.

Quebec, 3rd June, 1892. 2912

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for the issuing of letters patent under the great Seal of said province, granting a charter of incorporation to the petitioners and such others as may become members of the company, constituting them a body corporate.

1° The corporate name of the company will be "The Laprairie Pressed Brick and Terra Cotta Company".

2° The object for which the said incorporation is sought, is the manufacture of bricks, tiles and all other articles made from clay or shale.

3° The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal.

4° The proposed amount of capital stock of said company is one hundred and fifty thousand dollars, divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars each.

5° The names in full and addresses and calling of each of the petitioners for such letters patent are :

Hugh Cameron, of the city of Toronto, in the province of Ontario, manufacturer ; Archibald Dunbar Taylor, of the said city and district of Montreal, advocate ; Thomas Auguste Brisson, of the village of Laprairie, in the district of Montreal, physician ; William Johnson, of the said city of Montreal, manufacturer ; and Thomas Henry Rothwell, of the town of Godrich, in the province of Ontario, manufacturer.

Les dits Hugh Cameron, Archibald Dunbar Taylor, Thomas Auguste Brisson et William Johnson, seront les premiers directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont sujets anglais résidants en Canada.

J. S. BUCHAN,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 22 juin 1892. 3183 2

Of whom the said Hugh Cameron, Archibald Dunbar Taylor, Thomas Auguste Brisson and William Johnson, will be the first or provisional directors of the said company. And all of whom are British subjects and resident in Canada.

J. S. BUCHAN,
Solicitor for petitioners.

Montreal, 22nd June, 1892. 3184

Avis de Faillites

Province de Québec, District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. N. F. Lemay, Saint-Côme.
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 juillet 1892.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 19 juillet 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curateur.

Bureau . 125, rue Saint-Pierre.
Québec, 30 juin 1892. 3259

Province de Québec, District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. G. Walton, Failli ;
et
E. F. Waterhouse, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16e jour de juillet 1892, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, à Sherbrooke.

E. F. WATERHOUSE,
Curateur.

Sherbrooke, P. Q., 29 juin 1892. 3255

Canada, Province de Québec, District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re F. X. Naud, Failli ;
et
G. H. Burroughs, Curateur.

Un second et dernier bordereau de dividendes vient d'être préparé dans la présente affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-sixième jour de juillet 1892, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

G. H. BURROUGHS,
Curateur.

No. 95, rue Saint-Pierre,
Québec, 2 juillet 1892. 3273

Province de Québec, District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

In re J. H. René, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 25 juillet 1892.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. VALENTINE,
Curateur.

Bureau de F. Valentine,
42, rue du Platon, Trois-Rivières. 3319

Canada, Province de Québec, District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Edwin R. Webster, Demandeur ;
vs.
Archibald Armstrong,
Défendeur et Failli.

Un dernier bordereau de dividendes amendé a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-cinquième jour de juillet 1892,

Bankrupt Notices

Province of Quebec, District of Beauce. } *Superior Court.*

In the matter of J. N. F. Lemay, Saint Côme,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until 18th July, 1892.

This dividend will be payable at my office, on or after 19th July, 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curator.

Office : 125, Saint Peter street.
Quebec, 30th June, 1892. 3260

Province of Quebec, District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of J. G. Walton, Insolvent ;
and
E. F. Waterhouse, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 16th day of July, 1892, after which date dividends will be payable at my office, in Sherbrooke.

E. F. WATERHOUSE,
Curator.

Sherbrooke, P. Q., 29th June, 1892. 3256

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. } *Superior Court.*

In re F. X. Naud, Insolvent ;
and
G. H. Burroughs. Curator.

A second and final dividend sheet has just been prepared in this matter, open to objection, until the twenty-sixth day of July, 1892, after which date the dividends will be payable at my office.

G. H. BURROUGHS,
Curator.

No. 95, Saint Peter street,
Quebec, 2nd July, 1892. 3274

Province of Quebec, District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In re J. H. René, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the 25th of July, 1892.

Any contestation of said dividend must be deposited in my hands before the above mentioned date.

F. VALENTINE,
Curator.

F. Valentine's office,
42, Du Platon street, Three Rivers. 3320

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. } *Superior Court*

Edwin R. Webster, Plaintiff ;
vs.
Archibald Armstrong,
Defendant and Insolvent.

An amended and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-fifth day of July, 1892, after which date

après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 7 juillet 1892. 3303

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re Montreal Cigar Association. Faillie ;
et
Chs Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26e jour de juillet 1892, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

C. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame,
Montréal, 5 juillet 1892. 3315

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re J. Morin, Montréal. Absent.

Un 1er dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 29 juillet 1892.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montréal, 6 juillet 1892. 3317

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re J. B. Durocher, hôtelier, de Montréal,
Failli ;
et
Chs. Desmarteau, Curateur.

Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection, jusqu'au 27e jour de juillet 1892, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598, rue Notre-Dame, Montréal. 3313

Dans l'affaire de Joseph H. Knapton, de Bedford, P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes de quinze par cent a été déclaré dans cette affaire, et sera payable le et après le 26 juillet 1892, dans mon bureau.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Montréal, 6 juillet 1892. 3301

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
D. McManamy & Co., Demandeurs ;
vs.
Francis Gallagher, Défendeur et Failli.

Avis est par le présent donné que, le quatrième jour de juillet 1892, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers. Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées dans notre bureau, No. 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 5 juillet 1892. 3305

---

dividends will be payable at our office, 125, Wellington street.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 7th July, 1892. 3304

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re Montreal Cigar Association, Insolvents.
and
Chs Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th of July, 1892, after which date dividends will be payable at my office.

C. DESMARTEAU,
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street,
Montreal, 5th July, 1892. 3316

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re J. Morin, Montreal, Absentee.

A 1st dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 29th July, 1892.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes Sq.
Montreal, 6th July, 1892. 3318

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re J. B. Durocher hotelkeeper, of Montreal,
Insolvent ;
and
Chs. Desmarteau, Curator.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 27th day of July, 1892, after which date dividends will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

Nos. 1598, Notre Dame street, Montreal 3314

In the matter of Joseph H. Knapton, of Bedford, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend of fifteen per cent has been declared in this matter, and will be payable on and after 26th July, 1892, at my office.

JOHN McD. HAINS,
Curator

Montreal, 6th July, 1892. 3302

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
D. McManamy & Co., Plaintiffs;
vs.
Francis Gallagher, Defendant and Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fourth day of July, 1892, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of said Defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors. Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, number 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 5th July, 1892. 3306

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Thos. Davidson & Co., Demandeurs ;

vs.

Isaïe Giroux, Défendeur et Failli.

Avis est par le présent donné que, le quatrième jour de juillet 1892, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées dans notre bureau, No. 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateur conjoints.

Sherbrooke, 5 juillet 1892. 3307

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No. 75.

Jeremiah C. Pettes, Demandeur ;

vs.

George W. Vancor, Défendeur ;

et

John E. Fay,
Curateur aux biens du dit Débiteur.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que le quatrième jour de juillet 1892, je, dit John E. Fay, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, avocat, par ordre de l'honorable M. le juge W. W. Lynch, un des juges de la cour supérieure pour le Bas-Canada, agissant dans et pour le dit district de Bedford, ai été nommé curateur aux biens du dit George W. Vancor, du dit village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, manufacturier de pompes et commerçant, défendeur en cette affaire, abandonnés par le dit George W. Vancor, pour le bénéfice de ses créanciers, le tout tel que pourvu par le dit code.

Les créanciers du dit George W. Vancor sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, sous trente jours.

Daté à Knowlton susdit, ce 5e jour de juillet 1892.

J. E. FAY,
3311 Curateur.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska. }

Dans l'affaire de Honoré Thibaudeau, marchand, de Standfold, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 juillet 1892.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 26 juillet 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre,
Québec, 7 juillet 1892. 3363

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Gaspé. }

Dans l'affaire de Joseph Poirier, marchand, de Saint-Alexis, Métapédia, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 juillet 1892.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 26 juillet 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre.
Québec, 7 juillet 1892. 3361

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Thos. Davidson & Co., Plaintiffs ;

vs.

Isaïe Giroux, Defendant and Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fourth day of July, 1892, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, number 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 5th July, 1892. 3308

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 75.

Jeremiah C. Pettes, Plaintiff ;

vs.

George W. Vancor, Defendant.

and

John E. Fay,
Curator to the property of the said Debtor.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that on the fourth day of July, 1892, I, the said John E. Fay, of the village of Knowlton, in the said district of Bedford, advocate, was by order of the Honorable Mr. Justice W. W. Lynch, one of the judges of the superior court for Lower Canada, acting in and for the said district of Bedford, appointed to be curator to the property of the said George W. Vancor, of the said village of Knowlton, in the said district of Bedford, pump manufacturer and trader, defendant in this matter, abandoned by the said George W. Vancor, for the benefit of his creditors, the whole as by said code provided.

The creditors of the said George W. Vancor are hereby notified to file their claims with me, within a delay of thirty days.

Dated at Knowlton aforesaid, this 5th day of July, 1892.

J. E. FAY,
3312 Curator.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }

In the matter of Honoré Thibaudeau, merchant, of Standfold. Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be subject to objection until 25th July, 1892.

This dividend will be payable at my office, on or after 26th July, 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curator.

Office : 125, Saint Peter street,
Quebec, 7th July, 1892. 3364

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Gaspé. }

In the matter of Joseph Poirier, merchant, of Saint Alexis, Metapedia, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until 25th July, 1892.

This dividend will be payable at my office, on or after 26th July, 1892.

HENRY A. BEDARD,
Curator.

Office : 125, Saint Peter street.
Quebec, 7th July, 1882. 3362

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

George E. Drummond *et al.*, Demandeurs ;
Emmanuel Day et Alfred DeBlois, de la cité de Montréal, fondeurs, faisant affaires sous le nom de Day & DeBlois, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que je, John Hyde, de la cité de Montréal, comptable, par jugement de l'hon. M. le juge DeLorimier, ai été nommé curateur aux biens des dits Day & DeBlois, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers des dits Day & DeBlois sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, sous trente jours.

JOHN HYDE,
Curateur.

Bureau de John Hyde,
Comptable et syndic,
Guardian Insurance Chambers,
181, rue Saint-Jacques,
Montréal, 2 juillet 1892. 3289

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.*

George E. Drummond *et al.*, Plaintiffs ;
Emmanuel Day and Alfred DeBlois, of the city of Montreal, founders, trading as Day & DeBlois, Defendants.

Notice is hereby given that I, John Hyde, of the city of Montreal, accountant, was, by judgment of Hon. Mr. justice DeLorimier, appointed curator to the property of the said Day & DeBlois, the whole as by law provided.

The creditors of the said Day & DeBlois are hereby notified to file their claims with me, within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
Curator.

Office of John Hyde
Accountant and trustee,
Guardian Insurance Chambers,
181, Saint James street,
Montreal, 2nd July, 1892. 3290

Règles de Cour

Province de Québec, District de Bedford, Comté de Shefford. } *Dans la cour de circuit*
En vacance.

No. 1892

Louis Macé, cultivateur, du canton de Stukely-Nord, dans les dits comté et district,
Demandeur ;

vs.

Hormidas Beauregard et Lambert Beauregard, tous deux du canton de Ely, dans les dits comté et district, Défendeurs.

La cour ordonne que par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Hormidas Beauregard, un des dits défendeurs dans cette cause, qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, soient maintenant requis de le produire dans cette cause, au bureau du greffier de la cour de circuit, pour le comté de Shefford, à Waterloo, sous quinze jours de la date de la première insertion du dit avis dans la gazette, accompagnées d'un état de la réclamation avec pièces justificatives conformément aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

V. NUTTING,
C. C. C.

Waterloo, 27 juin 1892. 3279

Province de Québec, District de Montréal. } *Cour Supérieure.—Montréal.*

No. 248.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'ouverture de la rue Milton ;

et

Wilfrid Théodore Skaife, Lewis John Skaife, Francis William Skaife, gentilhommes, et Dame Mary Lucie Skaife, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Francis F. Rolland, agent, et le dit Francis F. Rolland, pour autoriser sa dite épouse, tous de la cité et du district de Montréal, Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, le montant de l'indemnité accordée par le rapport des commissaires pour l'immeuble acquis par la dite requérante, par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

La partie sud-est de la subdivision No. 25, du lot No. 76, du cadastre pour le quartier Saint-Laurent, de la dite cité ;

La subdivision No. 26, du dit lot No. 76 ;

La partie sud est de la subdivision No. 13B, du lot No. 42, du cadastre du même quartier ;

La subdivision No. 14 B, du dit lot No. 42 ;

La subdivision No. 23, du lot No. 43, du cadastre du même quartier ;

Rules of Court

Province of Quebec, District of Bedford, County of Shefford. } *In the Circuit Court.*
In vacation.

No. 1892.

Louis Macé, farmer, of the township of North Stukely, in the said county and district,
Plaintiff ;

vs.

Hormidas Beauregard and Lambert Beauregard, both of the township of Ely, in the said county and district, Defendants.

The court doth order that by a notice in the french and english languages, to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Hormidas Beauregard, one of said defendants in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause, in the office of the clerk of the circuit court, for the county of Shefford, at Waterloo, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in said gazette, accompanied by a statement of claims with proper vouchers in accordance with articles 603 and 604 of the code of civil procedure.

V. NUTTING,
C. C. C.

Waterloo, 27th June, 1892. 3280

Province of Quebec, District of Montreal. } *Superior Court.—Montreal.*

No. 248.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the opening of Milton street ;

and

Wilfrid Theodore Skaife, Lewis John Skaife, Francis William Skaife, gentlemen, and Dame Mary Lucy Skaife, wife separate as to property by *ante nuptial* contract of Francis F. Rolland, agent, and the said Francis F. Rolland, for the purpose of authorizing his said wife, all of the city and district of Montreal, *Indemnitaires.*

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the amount of the indemnity awarded by the commissioners for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely :

The south east portion of subdivision No. 25, of lot cadastral No. 76, Saint Lawrence ward, of the said city ;

Subdivision No. 26, of said lot No. 76 ;

The south east portion of subdivision No. 13 B, of lot cadastral No. 42, same ward ;

Subdivision No. 14 B, of said lot No. 42 ;

Subdivision No. 23, of lot cadastral No. 43, same ward ;

Et sur la requête des dits indemnitaires, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

(Par ordre)
J. DESROSIERS,
Député protonotaire.

Bureau du Protonotaire,
Montréal, 30 juin 1892. 3257

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure—Montréal.*
No. 184.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, de la rue Lacroix à l'Avenue Papineau ;

et

Onésime Champagne, commerçant, de la dite cité de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, le montant de l'indemnité accordée par le rapport des commissaires pour l'immeuble acquis par la dite requérante, par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

La partie sud-est du lot No. 69, du cadastre pour le quartier Saint-Jacques, de la dite cité.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

(Par ordre)
J. DESROSIERS,
Député-protonotaire.

T. C. & R. G. DE LORIMIER,
Avocats de l'Indemnitaire.

Bureau du Protonotaire,
Montréal, 6 juillet 1892. 3341

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—Montréal.*
District de Montréal. }
No. 285.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'ouverture de la rue Beaudry, entre les rues Craig et Notre-Dame ;

et

Noé Bourassa, boucher, de la cité et du district de Montréal,

Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, le montant de l'indemnité accordée par le rapport des commissaires pour l'immeuble acquis par la dite requérante, par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

Une partie de la portion sud-ouest du lot No. 58, du cadastre du quartier Saint-Jacques, de cette cité.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Mont-

And upon the petition of the *Indemnitaires*, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said superior court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had without respect to any rights they may have.

(By order)
J. DESROSIERS,
Deputy prothonotary.

Prothonotary's office,
Montreal, 30th June, 1892. 3258

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court—Montreal.*
No. 184.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Notre Dame street, from Lacroix street to Papineau Avenue ;

and

Onesime Champagne, trader, of the said city of Montreal, *Indemnitaire.*

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the amount of the indemnity awarded by the commissioners for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely :

The south east part of lot cadastral No. 69, of Saint James ward, in the said city.

And upon the petition of the said *Indemnitaire*, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said superior court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had without respect to any rights they may have.

(By order)
J. DESROSIERS,
Deputy prothonotary

T. C. & R. G. DE LORIMIER,
Attorneys for *Indemnitaire.*

Prothonotary's office,
Montreal, 6th July, 1892. 3342

Province of Quebec, } *Superior Court.—Montreal.*
District of Montreal. }
No. 285.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the opening of Beaudry street, between Craig and Notre Dame streets ;

and

Noé Bourassa, butcher, of the city and district of Montreal,

Indemnitaire.

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the amount of the indemnity awarded by the commissioners for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely :

A part of the south west portion of lot cadastral No. 58, of the Saint James ward, of this city.

And upon the petition of the said *Indemnitaire*, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions

réal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

(Par ordre)
J. DESROSIERS,
Député protonotaire.

ARCHAMBEAULT & CHAUVIN,
Avocats de l'Indemnitaire.
Bureau du Protonotaire.
Montréal, 6 juillet 1892. 3343

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 184.
Cour Supérieure.—Montréal.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, de la rue Lacroix à l'Avenue Papineau ;

et

Jacob Henry Joseph, écuyer, de la cité de Montréal, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, le montant de l'indemnité accordée par le rapport des commissaires pour l'immeuble acquis par la dite requérante, par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

La partie sud-est du lot No. 138, du cadastre pour le quartier Saint-Jacques, de cette ville.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

(Par ordre)
J. DESROSIERS,
Député-protonotaire.

JUDAH, BRANCHAUD & KAVANAGH,
Avocats du Requérant.
Bureau du Protonotaire,
Montréal, 6 juillet 1892. 3325

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 184.
Cour Supérieure.—Montréal.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, de la rue Lacroix à l'Avenue Papineau ;

et

Charles H. Martin, de la cité et district de Montréal, agent des manufacturiers, Indemnitaire.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, le montant de l'indemnité accordée par le rapport des commissaires pour l'immeuble acquis par la dite requérante, par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

Une part de lot numéro officiel 98, du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

Et sur la requête du dit indemnitaire, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois par semaine, durant deux semaines, dans deux journaux publiés, l'un en français et l'autre en anglais, à Montréal, et une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite cour supérieure, à Montréal, sous quinze jours à compter de l'insertion du dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, à défaut de

and file the same in the office of the prothonotary of the said superior court at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had without respect to any rights they may have.

(By order)
J. DESROSIERS,
Deputy prothonotary.

ARCHAMBEAULT & CHAUVIN,
Attorneys for Petitioner.
Prothonotary's office.
Montreal, 6th July, 1892. 3344

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 181.
Superior Court.—Montreal.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation, for the widening of Notre-Dame street, from Lacroix street to Papineau Avenue ;

and

Jacob Henry Joseph, esquire, of the city of Montreal, *Indemnitaire.*

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the amount of the indemnity awarded by the commissioners for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely :

The south east portion of lot cadastral No. 138, on the official plan and book of reference for the Saint James ward, of this city.

And upon the petition of the said *Indemnitaire*, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said superior court, at Montreal, within fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had without respect to any rights they may have.

(By order)
J. DESROSIERS,
Deputy prothonotary.

JUDAH, BRANCHAUD & KAVANAGH,
Attorneys for Petitioner.
Prothonotary's office,
Montreal, 6th July, 1892. 3326

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 184.
Superior Court. — Montreal.

In the matter of the city of Montreal, Petitioner in expropriation for the widening of Notre-Dame street, from Lacroix street to Papineauville Avenue ;

and

Charles H. Martin, of the city and district of Montreal, manufacturers agent, *Indemnitaire.*

Public notice is hereby given that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said court, the amount of the indemnity awarded by the commissioners for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation, namely :

A portion of lot official number 98, of Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

And upon the petition of the said *Indemnitaire*, it is ordered that by a notice to be inserted twice a week, during two consecutive weeks, in two daily newspapers published in Montreal, one in the english and the other in the french language, and once in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said superior court, at Montreal, within

quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

(Par ordre)
J. DESROSIERS,
Député-protonotaire.

Bureau du Protonotaire,
Montréal, 6 juillet 1892. 3323

Licitations

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.
No. 524.
Cour Supérieure

LICITATION.

Avis public est par le présent donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, rendu le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-douze, dans une cause dans laquelle Homer Lefebvre, cultivateur, de la paroisse de Saint-Barthélemy, dans le district de Richelieu, est Demandeur ; et Edouard Doyon, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans le district de Trois-Rivières, et Dame Sophie Vanasse, son épouse, du dit lieu de Maskinongé, et de son dit mari dûment assistée et autorisée à l'effet des présentes en leur qualité de tuteurs conjoints élus en justice à Edmond Lefebvre et Marie-Joséphine-Augusta Lefebvre, enfants mineurs issus du mariage de feu Joseph Lefebvre et de la dite Dame Sophie Vanasse ; Delle Julie Lefebvre, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe ; et Delle Hermine Lefebvre, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Barthélemy, district de Richelieu, sont Défendeurs ; ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, de deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro (159) cent cinquante-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de la Rivière-du-Loup.

2° Une autre portion de terre située au même lieu, d'un arpent et quart de front sur vingt arpents de profondeur—avec bâtisses dessus construites, connues et désignées sous le numéro (193) cent quatre-vingt-treize, des plan et livre de renvoi officiels du susdit cadastre d'enregistrement.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère publique en un seul lot, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE du matin, dans la salle d'audience, dans le palais de justice, dans la cité de Trois-Rivières, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charges déposé au greffe de cette cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être produite au greffe de cette cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de produire les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forclose du droit de le faire.

A. L. DESAULNIERS,
Proc. du demandeur.

Trois-Rivières, 4 juillet 1892. 3299
[Première publication, 9 juillet 1892.]

fifteen days from the date of the insertion of said notice in the said *Official Gazette*, on default whereof proceedings will be had without respect to any rights they may have.

(By order)
J. DESROSIERS.
Deputy prothonotary.

Prothonotary's office,
Montreal, 6th July, 1892. 3324

Licitations

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 524.
Superior Court.

LICITATION.

Public notice is hereby given, that in virtue of a judgment of the superior court, rendered at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the thirtieth day of June, eighteen hundred and ninety-two, in a case wherein Homer Lefebvre, farmer, of the parish of Saint Barthelemy, in the district of Richelieu, is Plaintiff ; and Edouard Doyon, farmer, of the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the district of Three Rivers, and Dame Sophie Vanasse, his wife, of Maskinongé aforesaid, and by her said husband duly assisted and authorized for the purposes hereof, in their quality of joint tutors duly appointed to Edmond Lefebvre and Marie Josephine Augusta Lefebvre, minor children issue of the marriage of the late Joseph Lefebvre and of the said Dame Sophie Vanasse ; Miss Julie Lefebvre, spinster in the enjoyment of her rights, of the town of Saint Hyacinth, in the district of Saint Hyacinth ; Miss Hermine Lefebvre, spinster in the enjoyment of her rights, of the parish of Saint Barthelemy, district of Richelieu, are Defendants, ordering the licitation of the immovables described as follows, to wit :

1° A piece of land situate in the parish of Saint Antoine de la Riviere du Loup, of two arpents in front by twenty arpents in depth, known and designated as number one hundred and fifty-nine (159), on the official plan and book of reference to the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Riviere du Loup.

2° Another piece of land situate at the same place, of one arpent and a quarter in front by twenty arpents in depth—with the buildings thereon erected, known and designated as number one hundred and ninety-three (193), on the official plan and book of reference of the said registration cadastre.

The said immovables above described will be put up to auction in one lot, and adjuged to the highest and last bidder, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, in the court room, in the court house, in the city of Three Rivers, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of this court ; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw to the said licitation, must be filed in the office of this said court, at least fifteen days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment must be filed in the same place within six days next after the adjudication ; and in default of said oppositions by the interested parties, within the delays mentioned in the present notice, said interested parties will be foreclosed from filing such oppositions.

A. L. DESAULNIERS,
Plaintiff's attorney.

Three Rivers, 4th July, 1892. 3300
[First published, 9th July, 1892.]

Province de Québec, District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant en la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le seizième jour de février mil huit cent quatre-vingt-douze, dans une cause dans laquelle Demoiselle Agnès Mercer Houliston, fille majeure et usant de ses droits, de la cité des Trois-Rivières; Demoiselle Isabella Houliston, fille majeure et usant de ses droits, de la dite cité des Trois-Rivières ; George Baptiste Houliston, agriculteur, demeurant à Washburne, dans le Minnesota, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et John Houliston, cultivateur, demeurant à Brooklyn Centre, dans le Minnesota, l'un des Etats-Unis d'Amérique, sont Demandeurs ; et Alexander Houliston, commis-voyageur, ci-devant de la cité des Trois-Rivières, et maintenant de la cité de Montréal, et Thomas McDougall, gérant de banque, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur dûment nommé en justice à Charles Houliston, Thomas Houliston et Alice Eva Houliston, ces trois derniers issus du légitime mariage de feu George Baillie Houliston, avec défunte Dame Isabella Baptist, sont Défendeurs, le jugement ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un lot de terre ou emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au côté nord-est de la rue du Platon, connu et désigné par le numéro sept cent trente-neuf (739), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la division d'enregistrement des Trois-Rivières.

2° Un lot de terre ou emplacement situé en la dite cité des Trois-Rivières, au côté sud de la rue du Platon, connu et désigné sous le numéro sept cent cinq (705), du dit cadastre.

3° Un lot de terre ou emplacement situé en la dite cité, sur la rue des Champs, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent douze (1512).

4° Un lot de terre ou emplacement situé en la dite cité, sur la rue Saint-François-Xavier, connu et désigné par le numéro deux mille cent trente-cinq (2135), du dit cadastre.

5° Un lot de terre ou emplacement situé en la dite cité, sur la rue Saint-Paul, connu et désigné par le numéro deux mille cent trente (2130), du dit cadastre.

6° Un autre lot de terre ou emplacement situé en la dite cité des Trois-Rivières, sur la rue des Commissaires, connu et désigné sous le numéro mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept-un (1997-1), du dit cadastre.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure, au palais de justice, en la dite cité des Trois-Rivières, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présents, elles seront forcloses du droit de le faire.

HOULD & POLETTE,
Procureurs des Demandeurs.

Trois-Rivières, 15 juin 1892. 3083

Province of Quebec, District of Three Rivers. } *Superior Court.*

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers, the sixteenth day of February, one thousand eight hundred and ninety-two, in a case wherein Miss Agnes Mercer Houliston, spinster, in the full enjoyment of her legal rights, of the city of Three Rivers ; Miss Isabella Houliston, spinster, in the full enjoyment of her legal rights, of the city of Three Rivers ; George Baptist Houliston, farmer, residing at Washburne, in Minnesota, one of the United States of America, John Houliston, farmer, residing at Brooklyn Centre, in Minnesota, one of the United States of America, are Plaintiffs ; and Alexander Houliston, commercial traveler, formerly of the said city of Three Rivers, and now of the city of Montreal, and Thomas McDougall, bank manager, of the city of Montreal, in his quality of tutor duly appointed to Charles Houliston, Thomas Houliston and Alice Eva Houliston, the three latter being issue of the lawful marriage of the late George Baillie Houliston with the late Isabella Baptist, are Defendants, judgment ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

1° A lot of land or emplacement situate in the city of Three Rivers, on the north east side of Platon street, known and designated as number seven hundred and thirty-nine (739), on the official plan and book of reference to the registration cadastre of Three Rivers.

2° A lot of land or emplacement situate in the said city of Three Rivers, on the south side of Platon street, known and designated as number seven hundred and five (705), of the said cadastre.

3° A lot of land or emplacement situate in the said city, on Des Champs street, known and designated as number one thousand five hundred and twelve (1512).

4° A lot of land or emplacement situate in the said city, on Saint François Xavier street, known and designated as number two thousand one hundred and thirty-five (2135), of the said cadastre.

5° A lot of land or emplacement situate in the said city, on Saint Paul street, known as number two thousand one hundred and thirty (2130), of the said cadastre.

6° Another lot of land or emplacement situate in the said city of Three Rivers, on Commissioners street, known and designated as number one thousand nine hundred and ninety-seven-one (1997-1), of the said cadastre.

The immoveables above mentioned will be sold by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at HALF PAST TEN o'clock before noon, sitting the court, in the court room of the superior court, in the court house, in the city of Three Rivers, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges, filed in the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the days hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HOULD & POLETTE,
Plaintiff's Attorneys.

Three Rivers, 15th June, 1892. 3084

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant a exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 709 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Arthabaska, à savoir : } GAVIN SHANKS, Demandeur ; contre
No. 549. } GEORGE H. GODDARD, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1° Tout ce morceau, partie ou lot de terre sis, situé et étant dans le dit canton de Durham, dans le comté de Drummond, dans la province de Québec, contenant environ un acre et demi en superficie, formant partie du lot numéro dix, du sixième rang des lots du dit canton ; borné d'un côté vers le nord-ouest par George Gunter, et de tous les autres côtés par James Alexander—avec ensemble le pouvoir d'eau sur la rivière Noire, la fabrique de laine, toutes les machineries et l'outillage de la dite fabrique, comprenant l'engin à vapeur et la bouilloire ; avec ensemble tous et chacunes les maisons, bâtisses et dépendances y érigées.

2° Tout ce morceau, partie ou lot de terre sis, situé et étant dans le dit canton de Durham, faisant partie du lot numéro 10, du sixième rang du dit canton, situé des deux côtés du grand chemin qui conduit de Ulverton à Lisgar, et borné comme suit : du côté nord ouest par la ligne nord-ouest du lot, et de tous autres côtés par les terres de Thomas Porter et John Wadleigh, et contenant onze acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de septembre prochain.

P. L. O. MILOT,
Député-Shérif.

Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, 28 juin 1892. 3339

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } ALEXANDER MACLEAY ET AL, Demandeurs ; vs. FRNCOIS EPHREM CYPRIEN PROULX, Défendeur :
No. 54. }

1° La moitié nord-est du lot numéro vingt-deux, du onzième rang du township de Tingwick, connu et désigné sous le numéro onze cent quarante-sept (No. 1147), du cadastre officiel du township de Tingwick—avec bâtisses dessus construites.

2° Tous les droits et prétentions du défendeur sur la moitié indivise d'une bâtisse servant de fromagerie, sise et située sur un emplacement de soixante pieds par trente pieds, situé sur le coin nord-ouest du tiers nord-est du lot numéro cinq, du onzième rang du township de Tingwick, étant une subdivision du numéro mille quatre-vingt (No. 1080), du cadastre officiel du township de Tingwick ; prenant en

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 709 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Arthabaska, to wit : } GAVIN SHANKS Plaintiff ; against GEORGE
No. 549. } H. GODDARD, the younger, Defendant.

As belonging to the said defendant :

1° All that piece, parcel or lot of land situate, lying and being in the said township of Durham, in the county of Drummond, in the province of Quebec, containing about one and a half acre in superficies, forming part and portion of the lot number ten, in the sixth range of lots in the said township ; bounded on one side towards the north west by George Gunter, and all the other sides by James Alexander—together with the water-power on the Black River, the woolen factory and all the machinery and appliances in said factory, including steam engine and boiler ; and also together with all and every the houses, buildings and appurtenances thereon or thereunto belonging.

2° All that piece, parcel or lot of land situate, lying and being in the said township of Durham, forming part and portion of lot number ten, in the sixth range of the said township, situate on both sides of the highway leading from Ulverton to Lisgar, and bounded as follows : on the north west side by the north west side line of the lot, and the remaining sides by the lands of Thomas Porter and John Wadleigh, and containing eleven acres in superficies, more or less—together with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the registry office for the county of Drummond, at Drummondville, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-third day of September.

P. L. O. MILOT,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 28th June, 1892. 3340

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } ALEXANDER MACLEAY ET AL., Plaintiffs ; vs. FRANCOIS EPHREM CYPRIEN PROULX, Defendant.
No. 54. }

1° The north east half of the lot number twenty-two, in the eleventh range of the township of Tingwick, known and distinguished under number eleven hundred and forty-seven (No. 1147), of the official cadastre for the township of Tingwick—with the buildings thereon erected.

2° All the rights and claims of the defendant on one undivided half of a building used as a cheese-factory, lying and being on an emplacement of sixty feet by thirty feet, situate on the north west corner of the north east third part of the lot number five, in the eleventh range of the township of Tingwick, being a subdivision of number one thousand and eighty (No. 1080), of the official cadastre for the

front au nord-ouest au chemin de front des dixième et onzième rangs, au sud-ouest à la route, au nord-est et au sud-est à Rézenne Lallier, avec les droits que le défendeur a sur le dit emplacement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint Rémi de Tingwick, le TREIZIME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

P. L. O. MILOT,
Député-Shérif.

Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, le 6 juillet 1892. 3337

[Première publication, 9 juillet 1892.]

township of Tingwick; bounded in front northwesterly to the front road of the tenth and eleventh ranges, south westerly to the *route*, north easterly and south easterly to Rezenne Lallier—with the rights which the defendant has to the said emplacement.

To be sold at the parochial church door of Saint Remi de Tingwick, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the tenth day of September next.

P. L. O. MILOT,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 6th July, 1892. 3338

[First published, 9th July, 1892.]

Ventes par le Shérif—Beance

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beance, à savoir : CHARLES AUDET, de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, écuyer, marchand, Demandeur : contre DAME MARIE GEORGIANA PLANTE, de la paroisse de Saint-Anselme, veuve de feu l'honorable Louis Napoléon Larochelle, en son vivant du même lieu, et Anselme Hypolite Larochelle, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dit feu honorable Louis Napoléon Larochelle, Defendeurs, ès-qualité, savoir :

No. 337.

1° Le numéro deux cent dix-sept (217), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé en le rang Sainte-Anne—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Le numéro deux cent dix-sept A (217 A), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé rang Sainte-Anne—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

3° Le numéro deux cent dix-sept B (217 B), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, étant un lot de terre situe rang Sainte-Anne—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

4° Le numéro deux cent dix-huit (218), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre située rang Sainte-Anne—circonstances et dépendances.

5° Le numéro deux cent vingt (220), du cadastre officiel de la paroisse de Saint Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé rang Sainte-Anne—circonstances et dépendances.

6° Le numéro six cent huit (608), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, étant un lot de terre situé rang Saint-Philippe—circonstances et dépendances.

Tous les lots saisis en la présente cause, seront vendus en un seul et même lot.

Sheriff's Sales—Beance

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous to the fifteen days next preceding the day of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beance, to wit : CHARLES AUDET, of the parish of Saint-Anselme, in the county of Dorchester, esquire, merchant, Plaintiff ; against DAME MARIE GEORGIANA PLANTE, of the parish of Saint Anselme, widow of the late Honorable Louis Napoléon Larochelle, in his lifetime of the same place, and Anselme Hypolite Larochelle, both in their quality of testamentary executors of the said late Honorable Louis Napoléon Larochelle, Defendants, *ès-qualité*, to wit :

No. 337.

1° Lot number two hundred and seventeen (217), of the official cadastre for the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Ann range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Lot No. two hundred and seventeen A (217A), of the official cadastre for the said parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a land situate in the Saint Ann range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3° Lot number two hundred and seventeen B (217B), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, being a lot of land situate in the Saint Ann range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4° Lot number two hundred and eighteen (218), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Ann range—circumstances and dependencies.

5° Lot number two hundred and twenty (220), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Ann range—circumstances and dependencies.

6° Lot number six hundred and eight (608), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, being a lot of land situate in the Saint Philippe range—circumstances and dependencies.

All the lots seized in the present case, will be sold in one and the same lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anselme, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 8 juin 1892. 2963 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : No. 1934. FRANCOIS-XAVIER DROUIN, de la cité de Québec, écuyer, avocat, Demandeur ; contre JEAN BILODEAU, de la paroisse de Saint-Elzéar de Beauce, Défendeur, savoir :

1° Un certain emplacement de forme irrégulère, situé au village de Saint-Elzéar de la Beauce, à la profondeur des terres de la concession Saint-Thomas ; étant les numéros cadastrals (52) cinquante-deux et (56) cinquante six, de la dite paroisse Saint-Elzéar ; borné en front au chemin royal du rang Saint-Jacques, en arrière à Pierre Tessier dit Laplante, au sud à Thomas Lehoux et Damase Leblond, au sud-ouest à Damase Leblond et Samuel Vachon, et au nord-ouest à Marcel Blais et Octave Jacques, contenant en superficie environ quatre arpents et demi de terrain.

2° Une terre située en la paroisse Saint-Elzéar de la Beauce, concession Saint-Thomas, ayant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en avant au front de la concession, en arrière à la profondeur, au nord-ouest a Ignace Simard ou représentants, au sud-est à Pierre Langlois et Dame Leblond—avec grange dessus construite et dépendances ; étant le numéro (67) soixante-sept et le numéro (68) soixante-huit, du cadastre officiel de la dite paroisse Saint-Elzéar.

3° Un lot de terre de deux arpents de largeur sur cinq arpents de profondeur, joignant au côté nord-est au lot ci-haut en dernier lieu décrit et connu sous le numéro (70) soixante-dix, du cadastre officiel de la dite paroisse Saint-Elzéar.

4° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Elzéar, en la concession Saint-Jacques, contenant un arpent en superficie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Elzéar, sous le numéro deux cent douze (212) —circonstances et dépendances.

5° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Elzéar, de la concession Saint-Thomas, de trois quarts d'arpent de front sur seize arpents de profondeur, plus ou moins—circonstances et dépendances ; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Elzéar, comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro cent trois (103).

6° Un terrain de cent quinze à cent seize pieds, plus ou moins, de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin royal, du premier rang à aller à la rivière Chaudière, à la ligne des plus basses eaux de la dite rivière, situé au village de Sainte-Marie de la Beauce, côté nord est de la rivière Chaudière et côté sud-ouest du dit chemin ; borné comme suit : au nord est au dit chemin, au sud-ouest à la rivière, joignant d'un côté au nord-ouest au terrain de Edouard Jobin ou représentants, d'autre côté du sud-ouest à huit pieds du pignon nord-ouest de la maison actuellement occupée par Pierre Vien ou représentants—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; étant les numéros cadastrals cinq cent cinquante-un (551), cinq cent cinquante-quatre (554) et cinq cent cinquante-cinq (555), de la paroisse Sainte-Marie, comté de Beauce.

7° Un emplacement situé au village de la paroisse Sainte-Marie, comté de Beauce, à la station, enclavé dans la terre de Clovis Mercier ; borné au nord-est de la ligne du chemin de fer Québec Central et situé sur la continuation de la rue Perreault, de

To be sold at the church door of the parish of Saint Anselme, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

G. O. TASCHEREAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, 8th June, 1892. 2961

[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit : No. 1934. FRANCOIS-XAVIER DROUIN, of the city of Quebec, esquire, advocate, Plaintiff ; against JEAN BILODEAU, of the parish of Saint Elzear of Beauce, Defendant, to wit :

1° A certain tract or piece of land of irregular outline, situate in the village of Saint Elzear of Beauce, at the depth of the lands of the concession Saint Thomas, being cadastral numbers (52) fifty-two and (56) fifty-six, of the said parish of Saint Elzear ; bounded in front by the public road of Saint Jacques range, in rear by Pierre Tessier dit Laplante, to the south by Thomas Lehoux and Damase Leblond, to the south west by Damase Leblond and Samuel Vachon, and to the north west by Marcel Blais and Octave Jacques, being about four arpents and a half in superficies.

2° A land situate in the parish of Saint Elzear of Beauce, Saint Thomas concession, being two arpents in front by twenty-five arpents in depth, more or less ; bounded in front by the front of the concession, in rear by the depth, to the north west by Ignace Simard or representatives, to the south east by Pierre Langlois and Dame Leblond—with a barn thereon erected and dependencies ; being number (67) sixty-seven and number (68) sixty-eight, on the official cadastre for the said parish of Saint Elzear.

3° A lot of land of two arpents in width by five arpents in depth, joining on the north east side the lot above lastly described and known under number (70) seventy, of the official cadastre for the said parish of Saint Elzear.

4° A piece of land situate in the parish of Saint Elzear, in the concession of Saint Jacques, containing one arpent in superficies, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Elzear, under number two hundred and twelve (212)—circumstances and dependencies.

5° A land situate in the parish of Saint Elzear, in the Saint Thomas concession, of three quarters of an arpent in front by sixteen arpents in depth, more or less—circumstances and dependencies ; known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elzear, as the north west half of lot number one hundred and three (103).

6° A piece of land of one hundred and fifteen to one hundred and sixteen feet, more or less, in front by the depth their may be from the public road of the first range to the river Chaudière, at the low water mark of the said river, situate in the village of Sainte Marie of Beauce, on the north east side of the river Chaudière and south west side of the said road ; bounded as follows : to the north east by the said road, to the south west by the river, joining on one side to the north west the piece of land of Edouard Jobin or representatives, on the other side to the south west eight feet from the north west gable of the house now occupied by Pierre Vien or representatives — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being cadastral numbers five hundred and fifty-one (551), five hundred and fifty-four (554) and five hundred and fifty-five (555), of the parish of Sainte Marie, county of Beauce.

7° An emplacement situate in the village of the parish of Sainte Marie, county of Beauce, at the station enclosed in the land of Clovis Mercier ; bounded to the north east by the Quebec Central railway track, and situate on the prolongation of

vingt pieds de front sur vingt-cinq pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, connu sous le numéro cinq cent vingt B (520 B), du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Marie, comté de Beauce.

Pour être vendus, les cinq premiers lots, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar de la Beauce, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; et les deux derniers lots à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

G. O. TASCHEREAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 9 mai 1892. 2357 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois. No. 1008. CAMILLE COUPAL, Demandeur ; vs. CHARLES McDIARMID ET DAME MARY SWEET, veuve de feu James McDiarmid, Défendeurs.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Havelock, dans le comté de Huntingdon, sous le numéro trente-trois A. (No. 33*a*) ; contenant cent acres en superficies, plus ou moins—avec grange, remises et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, dans le village de Huntingdon, VENDREDI, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Beauharnois, 7 mai 1892. 2359 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente excepté dans le cas de *Venditioni Ex-*

Perrault street, being twenty feet in front by twenty-five feet in depth, more or less—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known under number five hundred and twenty B (520 B), of the official cadastre for the parish of Sainte Marie, county of Beauce.

To be sold, the five first lots, at the church door of the parish of Saint Elzear de la Beauce, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon ; and the two last lots at the church door of the parish of Sainte Marie, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of July next.

G. O. TASCHEREAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, 9th May, 1892. 2358

[First published, 14th May, 1892.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six day next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois. No. 1008. CAMILLE COUPAL, Plaintiff ; vs. CHARLES McDIARMID AND DAME MARY SWEET, widow of the late James McDiarmid, Defendants.

A land known and designated on the official plan and in the book of reference of the first range of the township of Havelock, in the county of Huntingdon, as number thirty-three A (No. 33*a*), containing one hundred acres in superficies, more or less—with barn, shed and outbuildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Huntingdon, in the village of Huntingdon, on FRIDAY, the FIFTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-eighth day of July also next.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Beauharnois, 7th May, 1892. 2360

[First published, 14th May, 1892.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office pre

ponas, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Bedford.

Province de Québec, District de Bedford. No. 2660.

LA BANQUE D'HOCHELAGA, corps politique et dûment incorporé suivant la loi, et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les meubles et immeubles de L. M. CHURCH, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, Défendeur.

Tout ce certain lot de terre sis et situé dans le village de Cowansville, dans le district de Bedford, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Cowansville, comme lot numéro cent soixante et treize (173) ; borné en front au nord par la rue Church, en arrière au sud par le lot numéro cent soixante et dix-sept (177), à l'est par le numéro cent soixante et quatorze (174), et à l'ouest par le numéro cent soixante et douze (172), contenant un acre de terre en superficie, plus ou moins—ensemble avec une maison en briques et grange en bois sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, dans le village de Sweetsburg, et district de Bedford, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

CHAS S. COTTON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 9 mai 1892. 2401 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, District de Bedford. No. 4656.

DAME JOSEPHINE ARCHAMBAULT, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Antoine Archambault, dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ; contre les meubles et immeubles de ANTOINE ARCHAMBAULT, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, cultivateur, Défendeur.

La moitié sud de la moitié nord du lot numéro vingt, dans le cinquième rang (arpentage primitif), du canton de Dunham, comté de Missisquoi, et district de Bedford, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins, et l'allocation ordinaire pour chemins publics, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sous le numéro quatre cent vingt-deux (422)—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, dans le village de Sweetsburg, et district de Bedford, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

CHAS. S. COTTON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 9 mai 1892. 2403 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Bedford.

Province de Québec, District de Bedford. No. 2683.

ERNEST A. BIGELOW ET AL., Demandeurs, contre les terres et tènements de JAMES M. JONES, du canton de Potton, dans le district de Bedford, Défendeur.

1° Ce lot maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Potton, comté de Brôme et district de Bedford, sous le numéro cent vingt-deux, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford. No. 2660.

LA BANQUE D'HOCHELAGA, a body politic and corporate duly incorporated by law, and having its principal place of business in the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff; against the goods and lands of L. M. CHURCH, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, Defendant.

All and singular that certain lot of land situated and being in the village of Cowansville, in the district of Bedford, now known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Cowansville, as lot number one hundred and seventy-three (173) ; bounded in front on the north by Church street, in rear on the south by lot number one hundred and seventy-seven (177), east by number one hundred and seventy-four (174), and west by number one hundred and seventy-two (172), containing one acre of land in superficies, more or less—together with a brick dwelling house and a wooden barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Rosa de Lima de Sweetsburg, in the village of Sweetsburg, and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the thirtieth day of July next.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 9th May 1892. 2402

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford, No. 4656.

DAME JOSEPHINE ARCHAMBAULT, of the township of Dunham, in the district of Bedford, wife common as to property of Antoine Archambault, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff; against the goods and lands of ANTOINE ARCHAMBAULT, of the township of Dunham, in the district of Bedford, farmer, Defendant.

The south half of the north half of lot number twenty, in the fifth range (primitive survey), of the township of Dunham, county of Missisquoi, and district of Bedford, containing fifty acres of land, more or less, and the usual allowance for highways, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Dunham, as number four hundred and twenty-two (422)—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Rosa de Lima de Sweetsburg, in the village of Sweetsburg, and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the thirtieth day of July next.

CHS. S. COTTON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 9th May, 1892. 2404

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. District of Bedford.

Province of Quebec, District of Bedford. No. 2683.

ERNEST A. BIGELOW ET AL., Plaintiffs; against the lands and tenements of JAMES M. JONES, of the township of Potton, in the district of Bedford, Defendant.

1° That certain lot now known on the official plan and book of reference of the township of Potton, county of Brome and district of Bedford, as

quatre-vingt-neuf (189), contenant un quart d'acre, plus ou moins ; borné au sud par le lot 181, à l'ouest par le No. 188, au nord par le chemin de la Reine, et à l'est par le No. 190—avec toutes les améliorations faites.

2° La moitié nord de la moitié ouest du lot dix-huit, dans le septième rang (arpentage primitif) des lots du canton de Potton et district de Bedford, ayant cinquante acres, plus ou moins, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi du dit canton de Potton, comme partie du lot huit cent onze (811) ; bornée au sud par les terres de Adelbert D. Tracy ou représentants, et à l'est par le No. 812, et au nord par les numéros 813 et 814, et à l'ouest par le numéro 715—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour le comté de Brôme, dans le village de Knowlton, dans le district de Bedford, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,
Shérif.

Bureau du Shérif, Palais de justice,
Sweetsburg, 6 juin 1892. 2937 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaitre suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } EMERY ROY, Demandeur ;
No. 33. } contre les terres et tènements de JEAN-BAPTISTE LEFEBVRE, Défendeur, savoir :

Une terre située dans la paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district d'Iberville, dans le rang appelé "le Grand Rang de la Pigeonnière" ; bornée en front par le chemin public, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, sous le numéro quarante-neuf (No. 49)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour d'août prochain.

CHS. NOLIN,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 8 juin 1892. 2961 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

number one hundred and eighty-nine (189), containing one quarter of an acre, more or less ; bounded on the south by lot 181, on the west by No. 188, on the north by Queen's highway, and on the east by No. 190—with all improvements thereon.

2° The north half of the west half of lot eighteen, in the seventh range (primitive survey) of lots in the township of Potton and district of Bedford, being fifty acres, more or less, now known and designated on the official plan and book of reference of said township of Potton, as part of lot eight hundred and eleven (811) ; bounded on the south by lands of Adelbert D. Tracy or representatives, and on the east by No. 812, and on the north by numbers 813 and 814, and on the west by number 715—with all improvements thereon.

To be sold at the registry office for the county of Brome, at the village of Knowlton, in the district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff.

Sheriff's Office, Court house,
Sweetsburg, 6th June, 1892. 2938

[First published, 11th June, 1892.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit : } EMERY ROY, Plaintiff ;
No. 33. } against the lands and tenements of JEAN-BAPTISTE LEFEBVRE, Defendant, to wit :

A farm situate in the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, in the range call "Le Grand Rang de la Pigeonnière" ; bounded in front by the public road, and known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel Archange, under the number forty-nine (No. 49)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Michel Archange, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-third day of August next.

CHS. NOLIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint John's, 8th June, 1892. 2962

[First published, 11th June 1892.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaitre suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans es six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } BENJAMIN LEMIRE dit
No. 2318. } MARSOLAIS, de la ville de Joliette, demandeur; contre JOSEPH GASCON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Charles Borromée, Défendeur.

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Charles Borromée, connue et désignée sous le numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse—avec une grange dessus construite.

2° Une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Charles Borromée, connue et désignée sous le numéro deux (2), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse.

3° Une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Charles Borromée, connue et désignée sous le numéro cinq (5), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse—avec une maison, grange et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de septembre prochain.

A. M. RIVARD,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Joliette, 4 juillet 1892. 3281

[Première publication, 9 juillet 1822.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure, pour le district de Terrebonne.

Joliette, à savoir : } DAME JULIE PREVOST,
No. 167. } de la cité et district de Montréal, veuve de feu Gédéon Mélasippe Prévost, en son vivant notaire, Demanderesse ; contre JOSEPH OUIMET, cultivateur, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, dans le comté de l'Assomption, dans le dit district de Joliette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Henri de Mascouche, sous le numéro neuf cent vingt-huit (928), contenant une superficie de soixante arpents—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

A. M. RIVARD,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Joliette, 11 mai 1892. 2497 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lowe Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } BENJAMIN LEMIRE dit
No. 2318. } MARSOLAIS, of the town of Joliette, Plaintiff; against JOSEPH GASCON, farmer, of the parish of Saint Charles Borromée, Defendant.

1° A land situate and being in the parish of Saint Charles Borromée, known and designated as number six (6), of the official plan and book of reference to the cadastre of the said parish—with a barn thereon erected.

2° A land situate and being in the said parish of Saint Charles Borromée, known and designated as number two (2), of the official plan and book of reference to the cadastre of the said parish.

3° A land situate and being in the said parish of Saint Charles Borromée, known and designated as number five (5), of the official plan and book of reference to the cadastre of the said parish—with a house, barn and outbuildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of September next.

A. M. RIVARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, 4th July, 1892 3282

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court, for the district of Terrebonne.

Joliette, to wit : } DAME JULIE PREVOST, of
No. 167. } the city and district of Montreal, widow of the late Gédéon Melasippe Prévost, in his lifetime notary, Plaintiff ; against JOSEPH OUIMET, farmer, of the parish of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, Defendant.

1° A land situate in the parish of Saint Henri de Mascouche, in the county of L'Assomption, in the said district of Joliette, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Henri de Mascouche, as number nine hundred and twenty-eight (928), containing a superficial extent of sixty arpents—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Mascouche, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

A. M. RIVARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, 11th, May, 1892. 2498

[First published, 14th May, 1892.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit de Témiscouata.

Kamouraska, à savoir : } THOMAS PHILIPPE
No. 1567. } PELLETIER, écuyer, marchand, des Trois-Pistoles, Demandeur ; contre CYRILLE RIOUX, cultivateur, ci-devant de Sainte Françoise, maintenant absent aux Etats-Unis, Défendeur, c'est à savoir :

Un lopin de terre situé au premier rang de la paroisse de Sainte-Françoise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Françoise, sous les numéros cent quatre-vingt six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit et cent quatre-vingt-neuf (Nos. 186, 187, 188 et 189)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte l'église de la paroisse de Sainte-Françoise, VENDREDI, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures avant-midi. Bref rapportable le cinquième jour de septembre prochain 1892.

F. A. SIROIS,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Fraserville, 7 juin 1892. 2967 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure du district de Québec.

Kamouraska, à savoir : } L'HONORABLE
No. 1281. } JOSEPH GUILLAUME BOSSE, de la cité de Québec, juge de la cour du Banc de la Reine, Demandeur ; contre DAVID BERTRAND, de la paroisse des Trois-Pistoles, Défendeur, c'est à savoir :

1° Une terre de forme irrégulière, située au deuxième rang de la seigneurie des Trois-Pistoles, en la paroisse de Saint-Éloi, contenant dans sa plus grande largeur environ sept arpents de front sur vingt arpents dans sa plus grande profondeur, et portant les numéros six, sept, huit, neuf et dix (Nos. 6, 7, 8, 9 et 10), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la paroisse de Saint-Eloi ; bornée au nord-ouest partie à Joseph Godbout ou représentants, et partie aux terres du premier rang de la seigneurie des Trois-Pistoles, par le sud-est et le nord-est à la rivière des Trois-Tistoles, par le sud-ouest à Joseph LeBel—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un circuit d'environ quatre arpents en superficie, situé sur le deuxième rang de la paroisse des Trois-Pistoles, et portant les numéros quatre cent six et quatre cent sept (Nos. 406 et 407), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse des Trois-Pistoles—avec un moulin à farine à deux étages, trois paires de moulanges et tous les accessoires du dit moulin, ainsi que toutes les autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

3° Un emplacement situé en le premier rang du dit lieu des Trois-Pistoles, contenant environ cinquante perches en superficie ; borné au nord au ter-

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar in not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of Témiscouata.

Kamouraska, to wit : } THOMAS PHILIPPE
No. 1567. } PELLETIER, esquire, merchant, of Trois-Pistoles, Plaintiff ; against CYRILLE RIOUX, farmer, heretofore of Sainte Françoise, and now absent in the United States of America, to wit :

A land situate in the first range of the parish of Sainte Françoise, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish of Sainte Françoise, as numbers one hundred and eighty-six, one hundred and eighty-seven, one hundred and eighty-eight and one hundred and eighty-nine (Nos. 186, 187, 188 and 189)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Françoise, on FRIDAY, the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the fifth day of September next.

F. A. SIROIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Fraserville, 7th June, 1892. 2968

[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of the district of Quebec.

Kamouraska, to wit : } THE HONORABLE
No. 1281. } JOSEPH GUILLAUME BOSSE, of the city of Quebec, judge of the Court of Queen's Bench, Plaintiff ; against DAVID BERTRAND, of the parish of Trois Pistoles, Defendant, to wit :

1° A land of irregular outline, situate in the second range of the seigniory of Trois Pistoles, in the parish of Saint Eloi, containing in its greatest width about seven arpents in front by twenty arpents in its greatest depth; and being numbers six, seven, eight, nine and ten (Nos. 6, 7, 8, 9 and 10), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the parish of Saint-Eloi : bounded on the north west partly by Joseph Godbout or representatives, and partly of the lands of the first range of the seigniory of Trois Pistoles, on the south east and north east by the river Trois Pistoles, and on the south west by Joseph LeBel,—with the buildings thereon erected.

2° A circuit of about four arpents in superficial extent, situate in the second range of the parish of Trois Pistoles, and being numbers four hundred and six and four hundred and seven (406 and 407), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Trois Pistoles—with a grist mill, two storeys high, three pairs of mill-stones and all the accessories of the said mill, and also all the other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3° A lot situate in the first range of the said place of Trois Pistoles, containing about fifty perches in superficies ; bounded on the north by the ground of

rain de la Fabrique, au sud à Thomas P. Pelletier, à l'est à la route de l'église, et à l'ouest aux représentants de feu Eloi Rioux—avec une maison, hangar, grange, fournil et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. Lequel emplacement étant le lot numéro cent quatre-vingt-six (No. 186), du dit cadastre des Trois-Pistoles.

4° Un certain terrain situé en le haut du premier rang des Trois-Pistoles, contenant environ trente-deux arpents en superficie, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre, sous les numéros cent quarante-six et cent quarante-sept (Nos. 146 et 147)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit ; le lot numéro un à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eloi, VENDREDI, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures avant-midi, et les lots Nos. 2, 3 et 4, le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse des Trois-Pistoles, à DEUX heures après-midi. Bref rapportable le dix-huitième jour du même mois.

F. A. SIROIS,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Fraserville, 10 mai 1892. 2443 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Québec.

Kamouraska, à savoir : No. 1622. LA SOCIETE DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE LEVIS, Demanderesse : contre JEAN ELZEAR MARCEAU ET DAME ELMIRE DUPERE, son épouse, de lui duement séparée de biens, de la paroisse de l'Isle-Verte ; le dit Jean Elzéar Marceau, tant personnellement que pour assister sa dite épouse, Défendeurs, c'est à savoir :

1° Un circuit de terre situé au premier rang de la paroisse de L'Isle-Verte, d'un demi arpent de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public à gagner le pied du Coteau, en arrière formant trente deux perches en superficie ; borné au sud-ouest à la route, au nord au chemin du Roi, au nord-est aux représentants de feu Edouard Petitgrew, et au sud au pied de la côte—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. Le dit immeuble étant connu et désigné sous le numéro cent trente-trois (No. 133), du cadastre officiel pour la paroisse de L'Isle-Verte, comté de Témiscouata.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de L'Isle-Verte, SAMEDI, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le vingt-cinquième jour du même mois.

F. A. SIROIS,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Fraserville, 10 mai 1892. 2445 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

---

the Fabrique, on the south by Thomas P. Pelletier, on the east by the church road, and on the west by the representatives of the late Eloi Rioux,—with a house, hangard, barn, bakery and outbuildings thereon erected, circumstanees and dependencies. Said lot being number one hundred and eighty-six (No. 186), of the said cadastre of TroisPistoles.

4° A certain land situate at the end of the first range of Trois Pistoles, containing about thirty-two arpents in superficies, now known as numbers one hundred and forty-six and one hundred and forty-seven (146 and 147)—circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit : lot number one at the parish church door of the parish of Saint Eloi, on FRIDAY, the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon, and lots Nos. 2, 3 and 4, on the SAME DAY, at the parish church door of the parish of Trois Pistoles, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable the eighteenth day of the same month.

F. A. SIROIS,
Sheriff.

Sheriff's office,
Fraserville, 10th May, 1892 2444

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Kamouraska, to wit : No. 1622. LA SOCIETE DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE LEVIS, Plaintiffs ; against JEAN ELZEAR MARCEAU AND DAME ELMIRE DUPERE his wife, of him duly separated as to property, of the parish of l'Isle Verte ; the said Jean Elzear Marceau, personally and to authorise his said wife, Defendants.

1° A circuit of land situate in the first range of the parish of L'Isle Verte, of one half arpent in front by the depth there may be starting from the main road and going to the foot of the hill, in rear forming thirty-two perches in superficial extent ; bounded on the south west by the by-road, on the north by the King's highway, on the north east by the representatives of the late Edouard Petitgrew, and on the south by the foot of the hill—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Said lot being known and designated as number one hundred and thirty-three (No. 133), of the official cadastre for the parish of L'Isle Verte, county of Temiscouata.

To be sold at the parochial church door of the parish of L'Isle Verte, on SATURDAY, the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-fifth day of the same month.

F. A. SIROIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Fraserville, 10th May, 1892. 2446

[First published, 14th May, 1892.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire afin de charge*, or other positions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

PLURIES ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HUGH MACKAY, RO-
No. 2233. } BERT MACKAY, ROBERT BENNY ET FRANK EDGAR, des cité et district de Montréal, marchands, et DONALD MACKAY, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, marchand, tous cinq en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Edward MacKay, en son vivant de Montréal susdit, marchand, passé devant maître de Morler et collègue, notaires, le deuxième jour d'avril dix-huit cent quatre-vingt-trois, et enregistré par inscription au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques Cartier, le vingt-septième jour d'août 1883, sous le numéro 14164, Demandeurs ; contre les terres et tènements de JOHN JAMES BROWN, des cité et district de Montréal, architecte, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans le quartier Saint-Antoine, formant partie du lot de subdivision numéro un, du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier comme lot officiel numéro seize cent soixante et onze (1671–1), du plan de subdivision du dit lot en dernier lieu mentionné, dûment fait et produit, borné comme suit : en front au sud-est par la rue Luc, au sud-ouest par la rue Mathieu, en arrière par une ruelle ci-après mentionnée, étant le lot de subdivision numéro S quatre, du lot seize cent soixante et onze (1671 S 4), ci-après mentionné, et au nord-est par la propriété voisine ci-après décrite ; la dite partie de lot contenant vingt-trois pieds de largeur en front et en arrière, sur cent dix-sept pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise—avec une maison sus-érigée.

2° Un lot de terre joignant en premier lieu ci-dessus décrit, et aussi formant partie de la dite subdivision numéro un, du dit lot numéro seize cent soixante et onze (1671–1), borné comme suit : en front au sud-est par la rue Luc, en arrière par la dite ruelle, au sud-ouest par la propriété ci-dessus décrite, et au nord-est par le résidu de la dite subdivision numéro un, et contenant vingt-deux pieds de largeur en front et en arrière sur cent dix-sept pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise—avec une maison sus-érigée, le mur de côté nord-est étant mitoyen.

3° Un lot de terre formant partie du lot de subdivision numéro trois, du dit lot seize cent soixante et onze (1671–3) du dit plan de subdivision d'icelui ; borné en front au sud-est par la rue Luc, en arrière par la dite ruelle ci-dessus décrite, d'un côté au sud-ouest par le lot ci-après décrit, et de l'autre côté par le lot seize cent soixante et dix (1670), sur le dit plan du dit quartier Saint-Antoine, contenant vingt-deux pieds de longueur en front et en arrière, sur cent dix-sept pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise—avec une maison sus-érigée.

4° Un lot de terre formant aussi partie de la dite subdivision numéro trois, du dit lot officiel numéro mille six cent soixante et onze (1671–3) ; borné en front au sud-est par la dite rue Luc, en arrière par la dite ruelle ci-dessus décrite, d'un côté au nord-est par la propriété ci-dessus en troisième lieu décrite, et au sud-ouest par le résidu de la dite subdivision numéro trois, et contenant vingt-deux pieds de largeur en front et en arrière, sur cent dix-sept pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise—avec une maison sus-érigée, le mur de côté sud-ouest étant mitoyen—ensemble avec le droit de passage en faveur de l'acquéreur de chacun des quatre lots de terre ci-dessus décrits, avec les autres y ayant droit dans la dite ruelle ou passage à pied ou en voiture, pour communiquer des dits lots à la rue Mathieu, mais sans encombrer la dite ruelle, le droit de propriété d'iceux reste aux vendeurs.

PLURIES ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } HUGH MACKAY, ROBERT
No. 2233. } MACKAY, ROBERT BENNY AND FRANK EDGAR, of the city and district of Montreal, merchants, and DONALD MACKAY, of the city of Toronto, in the province of Ontario, merchant, all five in their quality of executors of and under the last will and testament of the late Edward MacKay, in his lifetime of Montreal aforesaid, merchant, executed before Maître de Morler and colleague, notaries, on the second of April, eighteen hundred and eighty-three, and registered by memorial in the registry office of counties of Hochelaga and Jacques Cartier, on the twenty-seventh of August then next (1883), under No. 14164, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JOHN JAMES BROWN, of the city and district of Montreal, architect, Defendant.

1° A lot of land situate in the city of Montreal, district of Montreal, in the Saint Antoine ward, forming part of subdivision lot number one, of the lot of land known and designated in the official plan and book of reference of said ward as lot official number sixteen hundred and seventy-one (1671–1), on the subdivision plan of said last mentioned lot, duly made and filed, bounded as follows : in front to the south east by Luke street, to the south west by Matthew street, in rear by a lane hereinafter mentioned, being lot subdivision number S four, of lot sixteen hundred and seventy-one (1671 S. 4), hereinafter mentioned, and to the north east by the property next hereinafter described ; containing said part of lot twenty-three feet in width in front and in rear, by one hundred and seventeen feet six inches in depth, english measure—with a house thereon erected.

2° A lot of land adjoining the lot firstly above described, and also forming part of the said subdivision number one, of the said lot number sixteen hundred and seventy-one (1671–1), bounded as follows, to wit : in front to the south east by Luke street, in rear by said lane, to the south west by the property above described, and to the north east by the remainder of said subdivision number one, and containing twenty-two feet in width in front, and in rear by one hundred and seventeen feet six inches in depth, english measure—with a house thereon erected, the north east gable wall whereof is *mitoyen*.

3° A lot of land forming part of subdivision lot number three, of said lot sixteen hundred and seventy-one (1671-3), on the said subdivision plan thereof ; bounded in front to the south east by Luke street, in rear by said lane above described, on one side to the south west by the lot hereinafter described, and on other side by lot sixteen hundred and seventy (1670), on said plan of the said Saint Antoine ward, containing twenty-two feet in width in front and in rear, by one hundred and seventeen feet six inches in depth, english measure—with a house thereon erected.

4° A lot of land also forming part of said subdivision number three, of said lot official number one thousand six hundred and seventy-one (1671-3) ; bounded in front to the south east by said Luke street, in rear by said lane above described, on one side to the north east by the property hereinbefore thirdly described, and to the south west by the remainder of said subdivision number three, and containing twenty-two feet in width in front and in rear, by one hundred and seventeen feet six inches in depth, english measure—with a house thereon erected, the south west gable wall whereof is *mitoyen*—together with the right of passage to the acquierer of each of the four above described lots of land, with the other proprietors and tenants of said above described lots and others having rights therein in the said lane or passage either on foot, or with vehicles to communicate from said lots with Matthew street, but without right to encumber said lane, the ownership whereof has to remain with the venders.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, VENDREDI, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 28 juin 1892. 3335

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit, pour le district de Montreal.

Montréal, à savoir : } HYPOLITE DESMA-
No. 946. } RAIS, cultivateur, de la paroisse de Verchères, dit district, Demandeur ; contre les terres et tènements de HERMAS SAVARIA, de la paroisse de Varennes, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans le village de Varennes, connu et désigné sous le numéro soixante et dix (No. 70), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité du village de Varennes ; borné en front par le chemin public — avec deux maisons en bois et autres bâtisses susérigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Varennes, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juillet 1892. 3329

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } TOUSSAINT CIRCÉ, char-
No. 1332. } retier, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de ALFRED TRUTEAU, hôtelier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, sous le numéro six cent quarante et un A (641 A) ; borné en front par la rue Lagauchetière — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juillet 1892. 3331

[Première publication, 9 juillet 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH MONTPELLIER,
No. 960. } journalier, du village d'Alfred, dans le comté de Prescott, dans la province d'Ontario, Demandeur ; contre les terres et tènements de DIEUDONNE BRULE, banquier, du village de Vaudreuil, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain situé en partie dans le village de Saint-Michel de Vaudreuil, et en partie dans la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, formé des lots de terre connus et désignés, 1° sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Michel de Vaudreuil, sous les numéros deux cent trois et deux cent quatre (Nos. 203 et 204), contenant le dit lot numéro deux cent trois, vingt-cinq perches et cent quatre-vingts pieds en superficie ; 2° sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, sous les numéros mille sept cent soixante et quatre (No. 1764) et mille sept cent soixante et cinq (No. 1765), contenant le dit lot (1764), trente perches en superficie, et le No. 1765, cinquante perches en superficie

To be sold at my office in the city of Montreal, on FRIDAY, the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 28th June, 1892. 3336

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit : } HYPOLITE DESMARAIS,
No. 946. } farmer, of the parish of Vercheres, said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of HERMAS SAVARIA, of the parish of Varennes, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the village of Varennes, known and designated as number seventy (70), on the official plan and book of reference of the municipality of the village of Varennes ; bounded in front by the main road—with two wooden houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Varennes, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-sixth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 6th July, 1892. 3330

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } TOUSSAINT CIRCÉ, carter,
No. 1332. } of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALFRED TRUTEAU, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal, and known and described on the official plan and in the book of reference of Saint Lawrence ward, of said city of Montreal, as number six hundred and forty-one A (641 A) ; bounded in front by Lagauchetiere street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 6th July, 1892. 3332

[First published, 9th July, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH MONTPELLIER,
No. 960. } laborer, of the village of Alfred, in the county of Prescott, in the province of Ontario, Plaintiff ; against the lands and tenements of DIEUDONNE BRULE, banker, of the village of Vaudreuil, in the district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situated partly in the village of Saint-Michel de Vaudreuil, and partly in the parish of Saint Michel de Vaudreuil, comprising the lots of land known and designated, 1° on the official plan and in the official book of reference of the said village of Saint Michel de Vaudreuil, as numbers two hundred and three and two hundred and four (Nos. 203 and 204), said lot number two hundred and three containing twenty-five perches and one hundred and eighty feet in superficial extent ; 2° on the official plan and in the official book of reference of said parish of Saint Michel de Vaudreuil, as numbers one thousand seven hundred and sixty-four (No. 1764) and one thousand seven hundred and sixty-five (No. 1765), said lot number (1764), containing thirty

—avec les maisons et autres bâtisses y érigées ; borné en front par le chemin du Boisvert.

2° Un lot de terre situé du côté nord du ruisseau Saint-Hyacinthe, dans la paroisse de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, contenant environ soixante arpents en superficie, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clet, sous le numéro cent quatre-vingt-quatre (No. 184) ; borné en front par le ruisseau de Saint-Hyacinthe.

3° Une terre sise et située au côté sud de la concession Saint-Henri, dans la paroisse de Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, sous le numéro quatre cent soixante-deux (462) ; bornée au nord-est par un chemin public, au sud-ouest par le numéro trois cent trente-trois (333), au nord-ouest par le numéro quatre cent soixante et un (461), au sud-est par le numéro quatre cent soixante-trois (463), mesurant en front trois arpents sur vingt arpents, cinq perches en profondeur, contenant en superficie soixante et un arpents et cinquante perches, plus ou moins.

4° Une autre terre sise et située au même lieu, dans la dite paroisse de Sainte-Marthe, connue et désignée sur les plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, sous le numéro quatre cent soixante-trois (463) ; bornée au nord-est par le chemin public, au sud-ouest par les numéros trois cent trente et un et trois cent trente-deux (331, 332), au nord-ouest par le numéro quatre cent soixante-deux (462), au sud-est par le numéro quatre cent soixante-quatre (464), mesurant en front trois arpents, cinq pieds sur vingt arpents, cinq perches en profondeur, plus ou moins, contenant en superficie 62 arpents, 6 perches.

5° Une autre terre située au nord de la Côte Saint-Henri, dans la dite paroisse de Sainte-Marthe, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, sous le numéro quatre cent soixante et quinze (475) ; bornée au sud-ouest par un chemin public, au nord-est par la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Marthe et la paroisse Sainte-Magdeleine de Rigaud, au sud-est par le numéro quatre cent soixante-quatorze (No. 474), au nord-ouest par un chemin de route ou montée de Saint-Henri-Nord, mesurant en front trois arpents, cinq pieds sur vingt arpents, deux perches en profondeur, contenant en superficie soixante et un arpents, seize perches, plus ou moins — avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme suit : paragraphe numéro un (1), à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel de Vaudreuil, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et le paragraphe numéro deux (2), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clet, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et les paragraphes trois, quatre et cinq (3, 4 et 5), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juillet 1892. 3327

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau d'affaires pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements mentionnés et décrits

No. 2019.

perches in superficial extent, and lot number (1765), containing fifty perches in superficial extent—with the houses and outbuildings thereon erected ; bounded in front by the Boisvert road.

2° A lot of land situate on the north side of the Ruisseau Saint Hyacinth, in the parish of Saint Clet, in the county of Soulanges, containing about sixty arpents, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Clet, as number one hundred and eighty-four (No. 184) ; bounded in front by le Ruisseau de Saint Hyacinth.

3° A land situate and being in the south side of the Saint Henri concession, in the parish of Sainte Marthe, in the county of Vaudreuil, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Marthe, as number four hundred and sixty-two (462) ; bounded on the north east by a public road, on the south west by number three hundred and thirty-three (333), on the north west by number four hundred and sixty-one (461), on the south east by number four hundred and sixty three (463), measuring in front three arpents by twenty arpents and five perches in depth, containing in superficies sixty-one arpents and fifty perches, more or less.

4° Another land situate and being at the same place, in the said parish of Sainte Marthe, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Marthe, as number four hundred and sixty-three (463) ; bounded on the north east by the public road, on the south west by number three hundred and thirty-one and by number three hundred and thirty-two (331, 332), on the north west by number four hundred and sixty-two (462), on the south east by number four hundred sixty-four (464), measuring in front three arpents and five feet by twenty arpents and five perches in depth, more or less, containing in superficial extent 62 arpents, 6 perches.

5° Another land situate to the north of La Côte Saint Henri, in the said parish of Sainte Marthe, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Sainte Marthe, as number four hundred and seventy-five (475) ; bounded on the south west by a public road, on the north east by the boundary line between the parish of Sainte Marthe and the parish of Sainte Magdeleine de Rigaud, on the south east by number four hundred and seventy-four (474), on the north west by a by-road or *montée* from Saint Henri North, measuring in front three arpents and five feet by twenty arpents, two perches in depth, containing in superficies sixty-one arpents, sixteen perches, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : paragraph number one (1), at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; and paragraph number two (2), at the parochial church door of the parish of Saint-Clet, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; and paragraphs numbers three, four and five (3, 4 and 5), at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 6th July, 1892. 3328

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, a body politic and duly incorporated, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described

No. 2019

d ans la cédule A, annexée au dit bref ; comme appartenant à DAME DELPHINE CHOQUETTE, veuve de feu l'honorable Sévère Rivard, en son vivant de la cité de Montréal, conseiller législatif ; Dame Sophie Thivierge, veuve de feu Michel Laurent, en son vivant de Montréal susdit, architecte, tant comme ayant été commune en biens avec son conjoint que comme exécutrice testamentaire, usufruitière et administratrice en vertu du testament de ce dernier ; et Alphonse David, avocat, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Ferdinand David, son père, tous de la cité et du district de Montréal, et maintenant entre les mains de George H. Kernick, député-protonotaire, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé au délaissement fait par les dits défendeurs es-qualité.

Quatre lots de terre sis et situés dans la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste d'icelle, connus et désignés comme lots Nos 1095, 1096, 1097 et 1098, mille quatre vingt-quinze, mille quatre vingt-seize, mille quatre vingt dix-sept et mille quatre vingt dix-huit, de la subdivision officielle du lot de terre connu et désigné comme lot No. quinze, des plan et livre de renvoi du village de Saint-Jean-Baptiste ; bornés en front par l'Avenue Laval—avec les bâtisses sus-érigées, avec l'usage pour toujours, en commun avec toutes les autres personnes y ayant droit d'une ruelle de quinze pieds de largeur, mesure anglaise, en arrière des dits lots, pour communiquer de la rue Marie Anne à la ruelle portant le numéro mille cent quinze (1115), de la dite subdivision officielle du dit lot officiel numéro quinze (15).

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de septembre prochain.

J. R THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juillet 1892. 3333

[Première publication, 9 juillet 1892.]

District de Montréal.

Montréal, à savoir : LA CORPORATION DE LA VILLE DE SAINT, HENRI, Demanderesse ; contre les terres et tènements de FRANCOIS SAINT-GERMAIN, fils-comptable, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, mentionné et décrit dans la cédule marquée "A", annexée au présent warrant contre les lots officiels numéros deux mille quarante et un et deux mille quarante-deux, sis et situés dans les limites de la dite ville de Saint-Henri, contre le dit défendeur, en vertu de la 40e Victoria, chapitre 29, section 383.

No. 100

Un terrain situé en la ville de Saint-Henri, district de Montréal, composé des lots numéro deux mille quarante et un et deux mille quarante-deux (2041 et 2042), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; borné en front par la rue Rose de Lima, formant une seule exploitation— avec maison en bois lambrisée en briques et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 mai 1892. 2417 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tènements

No. 463.

in the schedule marked A, annexed to the said writ ; as belonging to DAME DELPHINE CHOQUETTE, widow of the late Honorable Severe Rivard, in his lifetime of the city of Montreal, legislative councillor ; Dame Sophie Thivierge, widow of the late Michel Laurent, in his lifetime of Montreal aforesaid, architect, as well as having been common as to property with her said husband as in her quality of testamentary usufructuary, executrix and administratrix under the last will and testament of the latter ; and Alphonse David, advocate, in his quality of testamentary executor to the late Ferdinand David, his father, all of the city and district of Montreal, and now in the hands of George H. Kernick, deputy prothonotary, of the city of Montreal, in his quality of curator duly appointed to the surrender made by the said defendants in their said qualities.

Four lots of land being and situate in the city of Montreal, in the Saint Jean Baptist ward thereof, known and designated as lots Nos. 1095, 1096, 1097 and 1098, one thousand and ninety-five, one thousand ninety-six, one thousand ninety-seven and one thousand ninety-eight, of the official subdivision of the lot of land known and designated as lot number fifteen, on the plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste ; bounded in front by Laval Avenue—with the buildings thereon erected ; with the use for ever in common with all others having the right of a lane of fifteen feet, english measure, in width, in rear of said lots, to communicate from Marie Anne street to the lane bearing the number one thousand one hundred and fifteen (1115), of the said official subdivision of the said official lot number fifteen (15).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 6th July, 1892. 3334

[First published, 9th July, 1892.]

District of Montreal.

Montreal, to wit : THE CORPORATION OF THE TOWN OF SAINT HENRI, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANÇOIS SAINT GERMAIN, junior, accountant, of the town of Saint Henri, district of Montreal, mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the present warrant against the official lots numbers two thousand and forty-one and two thousand and forty-two, situate and being within the limits of Saint Henri, against the said defendant, in virtue of the 40th Victoria, chapter 29, section 383.

No. 100.

A lot situate and being in the town of Saint Henri, district of Montreal, made up of lots two thousand and forty-one and two thousand and forty-two (2041 and 2042), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; bounded in front by Rose de Lima street, forming one establishment used at one lot—with a wooden house cased in brick, and other dependencies thereon erected.

To be sold in my office, on the FIFTEENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twentieth day of July next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 11th May, 1892. 2418

[First published, 14th May, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, a body politic and corporated, having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of MOISE

No. 463.

de MOISE DAIGNEAULT, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au dit bref comme suit, et maintenant entre les mains de George H. Kernick, député protonotaire de la cour supérieure, en sa qualité de curateur en cette cause.

Un terrain situé dans le rang Saint-Pierre, dans la paroisse Saint-Constant, contenant quatre-vingt-dix arpents en superficie ; joignant des deux côtés aux représentants Julien Lerigé dit Laplante, en front à la rivière Saint-Pierre, et en profondeur par le trait carré des terres du ruisseau Lassaline—avec une maison en bois, une grange, une remise, un hangar et autres bâtisses sus-érigées. Le dit terrain étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, sous le numéro trois cent dix-huit (318).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Constant, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 mai 1892. 2419 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : No. 791. THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de PIERRE McLEOD, de la ville de la Côte Saint-Louis, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre formant partie du lot numéro deux cent vingt-deux, de la subdivision du lot officiel numéro cent soixante et deux (No. 222 du No. 162), des plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de la Côte Saint-Louis, maintenant la ville de la Côte Saint-Louis, dans le district de Montréal, le dit morceau de terre étant de forme triangulaire ; borné en front par la rue Carrière, d'un côté par le lot de subdivision numéro deux cent vingt et un, du dit lot officiel numéro cent soixante et deux, sur lequel côté il mesure cinquante-six pieds et un pouce et demi, de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro deux cent vingt-deux, sur lequel côté il mesure quarante-deux pieds et quatre pouces, le tout mesure anglaise—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'août prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 9 juin 1892. 2993 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : No. 2166. DAME CECILIA CLARE, de la cité de Montréal, veuve de feu James MacFarlane, en son vivant du même lieu, marchand, Demanderesse ; contre les terres et tènements de JOHN FAIRBAIRN, des cité et district de Montréal, Défendeur.

La plus grande partie du lot numéro cinq cent soixante et quinze (575), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la dite cité de Montréal, c'est-à-dire tout le lot, excepté la partie prise pour le prolongement de la ligne de côté nord-ouest du lot officiel numéro cinq cent soixante et quatorze (574) ; la dite partie étant bornée comme suit : en front au nord-ouest par la rue Dorchester, en arrière au sud-est par le résidu du dit lot officiel cinq cent soixante et quinze, pris pour le prolongement de la ligne de côté nord-ouest du lot officiel cinq cent soixante et quatorze, au sud-ouest par le carré Dufferin, et au nord-est partie par le lot officiel DAIGNEAULT, farmer, of the parish of Saint Constant, district of Montreal, mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the said writ as follows, and now in the hands of George H. Kernick, deputy prothonotary of the superior court, in his quality of curator in this cause.

A lot of land situate in the Saint Peter range, parish of Saint Constant, containing ninety arpents in superficies ; bounded on both sides by the representatives of Julien Lerigé dit Laplante, in front by the Saint Peter river, in rear by the *trait carré* of the lands of the Ruisseau Lassaline—with a wooden house, barn, shed, hangard and outbuildings thereon erected. Said land being known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Constant, under number three hundrrd and eighteen (318).

To be sold at the church door of the parish of Saint Constant, on the FIFTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of July next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal 11th May, 1892. 2420

[First published, 14th May, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 791. THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of PIERRE McLEOD, of the town of Côte Saint Louis, in the district of Montreal, Defendant.

A piece of land forming part of lot number two hundred and twenty-two, of the subdivision of lot official number one hundred and sixty-two (No. 222 of No. 162), on the official plan and book of reference for the incorporated village of La Côte Saint Louis, now in the town of Côte Saint Louis, in the district of Montreal, the said piece of land being of a triangular figure ; bounded in front by Carrière street, on one side by subdivision lot number two hundred and twenty-one, of said official lot number one hundred and sixty-two, on which side it measures fifty-six feet and one and one half inch, on the other side by the remainder of said subdivision lot number two hundred and twenty-two, on which side it measures forty-two feet four inches, the whole english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of August next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 9th June, 1892. 2994

[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 2166. DAME CECILIA CLARE, of the city of Montreal, widow of the late James MacFarlane, in his lifetime of the same place, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN FAIRBAIRN, of the city and district of Montreal, Defendant.

The greater part of lot number five hundred and seventy-five (575), on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward, of the said city of Montreal, that is to say the whole of the lot, except the part cut off by the prolongation of the north west side line of official lot number five hundred and seventy-four (574) ; the said portion being bounded as follows : in front to the north west by Dorchester street, in rear to the south east by the remainder of said official lot five hundred and seventy-five, cut off by the prolongation of the north west side line of official lot five hundred and seventy-four, to the south west by Dufferin square, and to

ciel numéro cinq cent soixante et dix-sept, et partie par le lot officiel numéro cinq cent soixante et seize, la propriété de T. Johnston ; sujet au droit de passage en faveur du dit lot officiel numéro cinq cent soixante et seize, dans un passage d'environ neuf pieds de largeur, conformément aux titres créant le dit droit—avec une bâtisse en briques et en pierre divisée en deux logements, et autres bâtisses susérigées.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 mai 1892 2415 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : No. 2285. DAME FANNY CARO-LINE GRANT de Longueuil, ci-devant veuve de feu Thomas McCarthy, en son vivant de la cité de New-York, écuyer, et maintenant épouse commune en biens de George Antoine Dominique Gaston Falret de Taite, lieutenant, de Pau, dans la République de France ; le dit George A. D. G. Falret de Taite, dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, et comme chef de la communauté existant entre les dits époux, Hilda Mary Grant de Longueuil, fille majeure, Olga Anna Grant, fille majeure, Ethel Katrina Grant de Longueuil, fille majeure, toutes à l'âge de majorité, Reginald D'Iberville Charles Grant de Longueuil, gentilhomme, et John Moore Charles de Bienville Grant de Longueuil, gentilhomme, tous de Pau susdit, Demandeurs ; contre les terres et tènements de MICHEL MONTPETIT DIT POTVIN, résidant à l'Isle Perrot, dans la province de Québec, Défendeur.

1° Une terre sise et située dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, dans le comté de Vaudreuil, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, sous le numéro douze (12) ; bornée au sud par le fleuve Saint-Laurent, au nord par le lac Saint-Louis, à l'est par le numéro onze (No. 11), à l'ouest par le numéro treize (No. 13), contenant deux arpents sept perches de front sur vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins, contenant en superficie cinquante-trois arpents et soixante-treize perches—avec une grange dessus construite.

2° Une autre terre sise et située au même lieu, dans la dite paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, sous le numéro quatorze (No. 14) ; bornée au sud par le fleuve Saint-Laurent, au nord par le Lac Saint-Louis, à l'est par le numéro treize (13), à l'ouest par le numéro quinze (15), contenant trois arpents de front sur dix-neuf arpents deux perches de profondeur, plus ou moins, formant cinquante-cinq arpents et cinq perches en superficie.

3° Un lopin de terre de figure irrégulière, sis et situé au même lieu, dans la dite paroisse de l'Isle Perrot, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299) ; bornée au nord-ouest par le numéro trois cent (300), au sud-est par les numéros deux cent quatre-vingt-seize, et deux cent quatre-vingt-dix-sept (Nos. 296 et 297), au nord-est par le numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298), au sud-ouest par le numéro cinquante-sept (57), contenant seize arpents et soixante et quatorze perches en superficie, plus ou moins—sans bâtisse.

4° Une autre terre de figure irrégulière, sise et située au même lieu, en la dite paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, connue et désignée aux plan

the north east partly by official lot number five hundred and seventy-seven, and partly by official lot number five hundred and seventy-six, the property of T. Johnston ; subject to a right of passage in favor of said official lot number five hundred and seventy-six, in a passage way of about nine feet wide, in accordance with the titles creating the same—with a brick and stone building devided into two dwellings and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of July next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 11th May, 1892. 2416

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 2285. DAME FANNY CARO LINE GRANT de Longueuil, formerly widow of the late Thomas McCarthy, in his lifetime of the city of New York, esquire, and now wife *commune en biens* of George Antoine Dominique Gaston Falret de Taite, lieutenant, of Pau, in the Republic of France ; the said George A. D. G. Falret de Taite, for the purpose of authorising his said wife hereto, and is head of the community existing between the said consorts, Hilda Mary Grant de Longueuil, spinster, Olga Anna Grant de Longueuil, spinster, Ethel Katrina Grant de Longueuil, spinster, all of the full age of majority, Reginald D'Iberville Charles Grant de Longueuil, gentleman, and John Moore Charles de Bienville Grant de Longueuil, gentleman, all of Pau aforesaid, Plaintiffs ; against the lands and tenements of MICHEL MONTPETIT DIT POTVIN residing at Isle Perrot, in the province of Quebec, farmer, Defendant.

1° A land situate and being in the parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, in the county of Vaudreuil, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, as number twelve (12) ; bounded on the south by the river Saint Lawrence, on the north by lake Saint Louis, on the east by number eleven (No. 11), on the west by number thirteen (No. 13), containing two arpents and seven pesches in front by twenty-one arpents in depth, the whole more or less, containing in superficies fifty-three arpents and seventy-three perches—with a barn thereon erected.

2° Another lot of land situate and being at the same place, in the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot as number fourteen (14) ; bounded on the south by the river Saint Lawrence, on the north by lake Saint Louis, on the east by number thirteen (13), on the west by number fifteen (15), containing three arpents in front by nineteen arpents in depth, more or less, forming fifty-five arpents and five perches in superficial extent.

3° Another lot of land of irregular outline, situate and being at the same place, in the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, as number two hundred and ninety-nine (299) ; bounded on the north west by number three hundred (300), on the south east by numbers two hundred and ninety-six and two hundred and ninety-seven (Nos. 296 and 297), on the north east by number two hundred and ninety-eight (298), on the south west by number fifty-seven (57), containing sixteen arpents and seventy-four perches in superficial extent, more or less—without building.

4° Another lot of land of irregular outline, situate and being at the same place, in the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, known and design-

et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, sous le numéro vingt-sept (No. 27) ; bornée au sud par le fleuve Saint-Laurent, u nord par le numéro deux cent quatre-vingt-huit (288), à l'est par le numéro vingt-six (26), à l'ouest par le numéro vingt-huit (28), contenant cinquante-neuf arpents et vingt-six perches, en superficie, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 mai 1892. 2413 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

ated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, as number twenty-seven (No. 27) ; bounded on the south by the river Saint Lawrence, on the north by number two hundred and eighty-eight (288), on the east by number twenty-six (26), on the west by number twenty-eight (28), containing fifty-nine arpents and twenty-six perches in superficies, more or less—with a house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of the parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot, on the FIFTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-seventh day of July next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 11th May, 1892. 2414

[First published, 14th May, 1892.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No. 32. } contre LOUIS DUBEAU,

de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, agriculteur, à savoir :

2° Le lot No. 1559-2, du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue de l'Eglise —avec bâtisses. Sujet au maintien du bail en faveur de J. A. Garneau, en date du 14 janvier 1858, devant Mtre Leclerc, notaire, pour 9 ans, à finir le 30 avril 1897.

3° Le lot No. 1558, du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Des Fossés. Sujet à une rente foncière de $12.00, payable à l'honorable J. G. Bossé, le 29 septembre chaque année.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 7 juillet 1892. 3355

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ULDERIC DESROCHES,
No. 178. } huissier, en sa qualité de curateur dûment nomué en justice à Demoiselle Marie Louise Octavie Plamondon, interdite, Demoiselles Georgiana Plamondon et Emma Plamondon, filles majeures, tous de la cité de Québec ; contre THOMAS HERMENEGILDE HAMEL, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No. 4359, du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Scott—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days nex preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 32. } against LOUIS DUBEAU,

of the parish of Notre Dame de la Victoire, farmer, to wit :

2° The lot No. 1559-2 of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a building lot situate on Church street—with buildings. Subject to the condition mentioned in the lease in favor of J. A. Garneau, dated 14th January, 1888, before Mtre Leclerc, notary, for 9 years, to expire the 30th day of April, 1897.

3° The lot No. 1558, of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a building lot situate on Des Fossés street. Subject to the charge of a ground rent of $12.00, payable to the Hon. J. G. Bossé, on the 29th day of September of each year.

To be sold in my office, at the city of Quebec, on the SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 7th July, 1892. 3356

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } ULDERIC DESROCHES,
No. 178. } bailiff, in his quality of curator duly appointed to Marie Louise Octavie Plamondon, an interdict, Georgiana Plamondon and Emma Plamondon, spinsters, both of the city of Quebec ; against THOMAS HERMENEGILDE HAMEL, of the city of Quebec, to wit :

The lot No. 4359, of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Scott street—with buildings.

To be sold in my office, at the city of Quebec, on

Québec, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 7 juillet 1892. 3359

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No. 582. L'HONORABLE NICODEME AUDET, de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, membre du Conseil législatif de la province de Québec, et marchand ; contre CAMILLE VERMETTE, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Dorchester, cultivateur, à savoir :

Le lot No. 530, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, étant une une terre située concession Jean Guérin, nord-est—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 7 juillet 1892. 3357

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : No. 1369. LA CITE DE QUEBEC ; vs. CAROLINE LAVOIE, des cité et district de Q ébec, veuve de François Petit, à savoir :

Le No. 906, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Bagot—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 12 mai 1892. 2463 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : No. 1374. LA CITE DE QUEBEC ; contre EMMA HUDON DIT BEAULIEU, veuve de feu Jean B. O. Larue, Adjutor Larue, tailleur de pierre, et autres, tous des cité et distri t de Québec, héritiers de feu Jean-Baptiste Onésime Larue, à savoir :

Le No. 819, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Metcalfe, maintenant appelée rue Morin—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 12 mai 1892. 2467 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : No. 1913. LA CITE DE QUEBEC ; contre ANASTHASIE GENEST, épouse de Joseph Genest et de son dit époux, dûment séparée quant aux biens, et le dit Joseph Genest mis en cause pour assister sa dite épouse, et Joseph Marie Octave Genest, cordonnier, tous trois des cité et district de Québec, à savoir :

Le lot No. 3295, du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Richelieu—avec bâtisses ; sujet à une rente foncière et constituée de $3.33, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 7th July, 1892. 3360

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 582. THE HONORABLE NICODEME AUDET, of the parish of Saint Anselme, in the county of Dorchester, a member of the Legislative Council of the province of Quebec, merchant ; against CAMILLE VERMETTE, of the parish of Saint Isidore, in the county of Dorchester, farmer, to wit :

Lot No. 530, of the official cadastre of the parish of Saint Henri, county of Levis, being a land situate in the Jean Guerin concession, north east—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Henri, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 7th July, 1892. 3358

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Quebec, to wit : No. 1369. THE CITY OF QUEBEC ; vs. CAROLINE LAVOIE, of the city and district of Quebec. widow of François Petit, to wit :

Lot No. 906, of the afficial cadastre of the parish of Saint Sauveur de Quebec, being a lot situate on the south side of Bagot street—with buildings.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fif h day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 12th May, 1892. 2464

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : No. 1374. THE CITY OF QUEBEC ; against EMMA HUDON DIT BEAULIEU, widow of the late Jean B. O. Larue, Adjutor Larue, stonecutter, and others, all of the city and district of Quebec, heirs of the late Jean-Baptiste Onezime Larue, to wit :

Lot No. 819, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Quebec, being a lot situate on the south side of Metcalfe street, now called Morin street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 12th May, 1892. 2468

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : No. 1913. THE CITY OF QUEBEC ; against ANASTASIE GENEST, wife of Joseph Genest, and from her said husband, separated as to property, and the said Joseph Genest, a party hereunto to assist his said wife, and Joseph Marie Octave Genest, shoemaker, all three of the city and district of Quebec, to wit :

Lot No. 3295, of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Richelieu street—with buildings ; subject to a constituted rent of $3.33, payable to the Hotel Dieu of Quebec, on the 29th of June of every year.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 12 mai 1892. 2465 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : THOMAS LANGLOIS ET AUTRES, de la cité de Toronto ; contre DAME MARY ANN PRICE, de la cité d'Hamilton, dans Ontario, épouse de Sidney Simmons, et le dit Sidney Simmons, mis en cause, pour assister sa dite épouse et autres, à savoir :

No. 716.

1° Le No. 510, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située en la deuxième concession nord-est de la seigneurie de Bourg Louis — circonstances et dépendances.

2° Le No. 479, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située en la troisième concession nord-est de la seigneurie de Bourg Louis—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 11 juin 1892. 2979 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : LA CITE DE QUEBEC ; contre PETER H. O'REGAN, de la paroisse de Beauport, en le comté de Québec, bourgeois, à savoir :

No. 939.

Le lot No. 3065, du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Saint-Jean et Saint-Eustache—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 9 juin 1892. 2977 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : WILLIAM HENRY BROWN, de la cité de Québec, gentilhomme ; contre EDOUARD CARON, de la paroisse de Beauport, à savoir :

No. 2132.

1° Lot No. 621, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, étant un lot de terre situé dans le premier rang, moins cette partie vendue par Edouard Caron à Sa Majesté la Reine, par acte passé devant Edouard O'Brien, N. P., le vingt-cinquième jour de janvier 1889, enregistré le 6 octobre 1889, sous le numéro 78839, et décrit comme suit dans le dit acte, à savoir :

Tous ses droits de propriété à un quai situé sur la rivière Beauport, connu comme le quai de Brown, et appartenant au dit vendeur, et comme faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Beauport, sous le numéro 621.

Le dit quai et le terrain sur lequel il est bâti, présentement vendus: étant borné sur l'est par la rivière de Beauport, vers l'est et le sud-ouest par le fleuve Saint-Laurent, et vers le nord et le nord-ouest par la route Racey, mesurant de cent quatre-vingt-dix à deux cents pieds de longueur, plus ou moins.

Sujet au droit du dit Edouard Caron et de ses successeurs, propriétaires du moulin à farine construit sur le lot No. 621, d'employer le dit quai pour

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 12th May, 1892. 2466

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : THOMAS LANGLOIS AND OTHERS, of the city of Toronto ; against DAME MARY ANN PRICE, of the city of Hamilton, in Ontario, wife of Sidney Simmons, and the said Sidney Simmons, a party hereunto to assist his said wife and others, to wit :

No. 716.

1° Lot No. 510, of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a lot situate in the second concession north east of the seigniory of Bourg Louis—circumstances and dependencies.

2° Lot No. 479, of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a lot situate in the third concession north-east of the seigniory of Bourg Louis—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, on the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of August next.

CHS A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 11th June, 1892. 2980

[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : THE CITY OF QUEBEC ; against PETER H. O'REGAN, of the parish of Beauport, in the county of Quebec, gentleman, to wit :

No. 939.

Lot No. 3065, of the official cadastre of Saint John's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the corner of Saint John and Saint Eustache streets—with buildings.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 9th June, 1892. 2978

[First published, 11th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : WILLIAM HENRY BROWN of the city of Quebec, gentleman ; against EDOUARD CARON, of the parish of Beauport, to wit :

No. 2132.

1° Lot No. 621, of the official cadastre of the parish of Beauport, being a lot of land situate in the first range, less that part sold by Edouard Caron to Her Majesty the Queen, by deed passed before Edouard O'Brien, N. P., on the twenty-fifth day of January, 1889, registered on the 6th October, 1889 under the No. 78839, and in said deed described as follows, to wit :

All his rights of ownership in a wharf situate in the river Beauport, known as Brown's wharf, and belonging to the said vendor, and forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Beauport, as number 621.

The said wharf and the land on which it is built now sold ; being bounded on the east by the river Beauport, on the east and south west by the river Saint Lawrence, and on the north and north west by Racey's road, measuring from one hundred and ninety to two hundred feet in length, more or less.

Subject to the right of the said Edouard Caron and of his successors, owners of the flour mill built upon lot No. 621, to use the said wharf for all pur-

tous les besoins en rapport—avec le dit moulin en tout temps.

2° Lot No. 622, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, étant un lot de terre situé dans le premier rang, moins cette partie vendue par Edouard Caron à la Compagnie de chemin de fer Québec, Montmorency & Charlevoix, et décrit dans l'acte de vente comme suit :

Un lopin de terre formant partie du lot No. 622, et borné comme suit : au nord-est par le lot No. 551, appartenant aux héritiers Gugy, au sud-ouest par le lot No. 639, appartenant à John Racey, et la partie nord-ouest du dit lot No. 622, appartenant au vendeur, au sud-est par le reste du dit lot No. 622, appartenant au dit vendeur, contenant en superficie trente-cinq perches et un dixième, et maintenant en la possession du dit chemin de fer.

Aussi moins cette partie du lot No. 622, vendue par Edouard Caron à Isaac Meunier dit Lagacé, par acte devant Austin, N. P., le 5e jour de mai 1887, enregistré le 16e jour d'août 1890, sous le numéro 83673, et décrit comme suit : sur le côté nord du chemin de la Reine, contenant une superficie de cinq perches ; borné au sud par le dit chemin de la Reine, au nord par le dit Edouard Caron, à l'est par une écluse, à l'ouest par la route Renaud, connue comme partie du lot No. 622.

Les dits deux lots 621 et 622 formant la propriété connue comme les moulins de Beauport—ensemble avec le moulin à farine, l'écluse du moulin, circonstances et dependances ; les dits deux lots pour être vendus en un seul lot.

3° Lot No. 1163, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, étant un lot de terre situé dans la concession Sainte Marie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 12 mai 1892. 2461 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

VENDITIONI EXPONAS.

Québec à savoir : No. 492. } PLACIDE HAMELIN LAGANIERE, de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, cultivateur ; contre ZOTIQUE HAMELIN, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No. 112, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Charles des Grondines, en le comté de Portneuf, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse—avec les bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles des Grondines, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 23 juin 1892. 3165 2

[Première publication, 25 juin 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No. 2510. } DANS une cause où LA COMPAGNIE DE QUINCAILLERIE CHINIC, en commandite, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, est Demanderesse ; contre GEORGE DEMERS, du lieu appelé Saint-Henri Station, dans le comté de Lévis, est Défendeur, et Joseph Soulard, de la cité de Québec, est curateur au délaissement ; la dite Compagnie de Quincaillerie Chinic, en commandite, demanderesse ; contre le dit George Demers, Défendeur, à savoir :

Partie du lot No. 380, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, étant le quart sud-ouest d'un lot de terre d'un arpent de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, situé dans la quatrième concession du fief Beauchamp ; bornée au nord et au sud par la propriété de

poses connected—with the said mill during all time.

2° Lot No. 622, of the official cadastre of the parish of Beauport, being a lot of land situate in the first range, less that part sold by Edouard Caron to Quebec, Montmorency & Charlevoix Railway Company, and described in the deed of sale as follows :

A lot of land situate forming part of lot No. 622, and bounded as follows : on the north east by lot No. 551, belonging to the heirs Gugy, on the south west by lot No. 639, belonging to John Racey, and the north west part of said lot No. 622, belonging to the vendor, on the south east by the residue of said lot No. 622, belonging to the vendor, containing in superficial extent thirty-five perches and one tenth, and now in the possession of the said railway.

Also less that part of lot No. 622, sold by Edouard Caron to Isaac Meunier dit Lagacé, by deed before Austin, N. P., on the 5th May, 1887, registered on the 16th August, 1890, under the No. 83673, and described as follows : on the north side of the Queen's highway, containing an area of five perches ; bounded south by said Queen's highway, to the north by said Edouard Caron, to the east by a dam, to the west by the Route Renaud, known as part of lot No. 622.

The said two lots 621 and 622 forming the property known as the Beauport Mills—together with the flour mill, dam, circumstances and dependencies, said two lots to be sold in one lot.

3° Lot No. 1163, of the official cadastre of the parish of Beauport, being a lot of land situate in the concession Sainte Marie.

To be sold at the parochial church door of Beauport, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon, The said writ returnable on the tenth day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 12th May, 1892. 2462

[First published, 14th May, 1892.]

VENDITIONI EXPONAS.

Quebec, to wit : No. 492. } PLACIDE HAMELIN LAGANIERE, of the parish of Saint Charles des Grondines, farmer ; against ZOTIQUE HAMELIN, heretofore farmer, of the parish of Saint Charles des Grondines, now of unknown places, to wit :

The lot No. 112, of the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, in the county of Portneuf, being a land situate in the first range of the said parish—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles des Grondines, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 23rd June, 1892. 3166

[First published, 25th June, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 2510. } IN a case wherein THE CHINIC HARDWARE COMPANY, Limited, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Quebec, are Plaintiffs ; against GEORGE DEMERS, of the place called Saint Henri Station, in the county of Levis, is Defendant, and Joseph Soulard, of the city of Quebec, is curator *au délaissement* ; The said Chinic Hardware Company, Limited, Plaintiffs ; against the said George Demers, Defendant, to wit :

Part of lot No. 380, of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Lévis, being the south west quarter of a lot of land of one arpent in front by twenty-five arpents, more or less, in depth, situate on the fourth concession of the fief Beauchamp ; bounded to the north and south by the property of

la seigneurie Moreau, d'un côté au nord-est par Barthélemi Bourget, et au sud ouest par Augustin Bourget.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 9 juin 1892. 2981 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

the seigniory Moreau, on the one side to the north east by Barthelemi Bourget, and to the south west by Augustin Bourget.

To be sold at the parochial church door of Saint Joseph de Levis, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, 9th June, 1892. 2982

[First published, 11th June, 1892.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant a exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Rimouski.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. No. 1939.

THOMAS LEBEL, marchand, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, Demandeur ; contre JEAN-BAPTISTE OUELLET, ci-devant cultivateur et commerçant, de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, et actuellement de lieux inconnus, hors de la province de Québec, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé au deuxième rang de Saint-Octave de Métis, de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur ; borné à l'ouest à la route, à l'est au bout de la dite profondeur, au nord à cent pieds du terrain du chemin de fer Intercolonial, au sud du demandeur. Etant le dit terrain une parcelle du lot cent soixante-cinq (165), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet aux clauses et conditions d'un bail consenti par le défendeur au demandeur, en date du 7 mars 1888, devant Mtre Michaud, notaire, enregistré le 24 décembre 1888.

2° Les numéros cinq cent dix-neuf (519), cinq cent vingt (520) et cinq cent vingt-un (521), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, étant une terre située au quatrième rang d'icelle paroisse—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1892), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre aussi prochain (1892).

ALPHONSE COUILLARD,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 6 juillet 1892. 3345

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Québec.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. No. 2576.

PIERRE GARNEAU, EDOUARD BURROUGHS GARNEAU, FRANÇOIS XAVIER

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski. No. 1939.

THOMAS LEBEL, merchant, of the parish of Saint Octave de Metis, Plaintiff ; against JEAN BAPTISTE OUELLET, heretofore farmer and trader, of the said parish of Saint Octave de Metis, and now of parts unknown, beyond the province of Quebec, Defendant, to wit :

1° A lot situate in the second range of Saint Octave de Metis, of fifty feet in front by one hundred feet in depth ; bounded on the west by the by-road, on the east by the end of the said depth, on the north by a hundred feet from the land belonging to the Intercolonial Railway, on the south by the plaintiff. Said lot of land being part of lot number one hundred and sixty-five (165), of the official cadastre of the said parish of Saint Octave de Metis—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the clauses and conditions of a lease passed by the defendant to the plaintiff, dated the 7th of March, 1888, before Mtre Michaud, notary, registered on the 24th of December, 1888.

2° Numbers five hundred and nineteen (519), five hundred and twenty (520) and five hundred and twenty-one (521), of the official cadastre of the said parish of Saint Octave de Metis, being a land situate in the fourth range of the said parish—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Octave de Metis, in the said district, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next (1892), at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of September also next (1892).

ALPHONSE COUILLARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, 6th July, 1892. 3346

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski. No. 2576.

PIERRE GARNEAU, EDOUARD BURROUGHS GARNEAU, FRANCOIS XAVIER

GARNEAU ET JEAN GEORGES GARNEAU, tous de la cité de Québec, marchands, et y faisant affaires comme tels en société, sous les nom et raison sociale de P. Garneau, Fils & Cie, Demandeurs ; contre D. E. LANDRY, de la paroisse de Sainte-Flavie, district de Rimouski, Défendeur.

Un emplacement situé au deuxième rang de la paroisse de Sainte-Flavie, au lieu appelé Mont-Joly, de vingt-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, formant partie au nord-est du lot numéro trois cent trente-neuf (339), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Flavie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; à charge d'une rente annuelle de dix piastres courant, payable à Napoléon Lamontagne, écuyer, de Sainte-Flavie.

Pour être vendu à la porte de l'église de Mont-Joly, paroisse de Sainte-Flavie, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1892), à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre aussi prochain (1892).

ALFR. MARTIN,
Député-Shérif.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 4 juillet 1892. 3371

[Première publication, 9 juillet 1892.]

GARNEAU AND JEAN GEORGES GARNEAU, all of the city of Quebec, merchants, and doing business there as such in partnership under the style and firm of P. Garneau, Fils & Cie., Plaintiffs ; against D. E. LANDRY, of the parish of Sainte Flavie, district of Rimouski, Defendant.

A lot situate in the second range of the parish of Sainte Flavie, at the place called Mont Joly, of twenty-five feet in front by ninety feet in depth, forming part on the north east of lot number three hundred and thirty-nine (339), of the official cadastre of the said parish of Sainte Flavie—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the charge of a yearly rent of ten dollars current, payable to Napoleon Lamontagne, esquire, of Sainte Flavie.

To be sold at the church door of Mont Joly, parish of Sainte Flavie, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next (1892), at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the fifteenth day of September also next (1892).

ALFR. MARTIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, 4th July, 1892. 3372

[First published, 9th July, 1892.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu du l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ALBERT FRAPPIER, du canton
No. 3083. } de Barnston, dans le comté de Stanstead, cultivateur ; contre les terres et tènements de CALIXTE COTE, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Le lot numéro 21C, dans le huitième rang du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, tel qu'il apparaît sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Clifton—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du régistrateur, pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

E. R. JOHNSON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 5 juillet 1892. 3365

[Première publication, 9 juillet 1892.]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } DANIEL McMANAMY, de la cité de
No. 748. } Sherbrooke, dans le district de Saint-François, marchand en gros de liqueurs, y faisant affaire comme tel sous les nom et raison de D. McManamy & Co.,

Sheriff's Sales—St-Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ALBERT FRAPPIER,
No. 3083. } of the township of Barnston, in the county of Stanstead, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of CALIXTE COTE, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

The lot number 21 C, in the eighth range of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, as shown on the cadastral plan and book of reference for the said township of Clifton—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

E. R. JOHNSON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 5th July, 1892. 3366

[First published, 9th July, 1892.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } DANIEL McMANAMY,
No. 748. } of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wholesale liquor dealer, and doing business there as such under the name and style of D. McManamy & Co.,

Demandeur : contre les terres et tènements de EDWARD LING, du canton de Cleveland, dans le dit district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Les trois quarts sud-ouest de la moitié nord-est du lot numéro treize, dans le dixième rang du canton de Cleveland, dans le district de Saint-François, contenant environ soixante et douze acres de terre en superficie, plus ou moins, et bornés comme suit, à savoir : en front au nord ouest par le chemin de la Reine, en arrière au sud-est partie par la propriété de Louis Tremblay, et partie par la propriété de Octave St. Jean, d'un côté au nord-est par la terre de Edwin Smith ou ses représentants, et de l'autre côté au sud-ouest par la terre de Hilaire Dionne—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'octobre prochain.

E. R. JOHNSON,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 11 mai 1892. 2459 3

[Première publication, 14 mai 1892,]

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } JOHN R. BOOTH, de la cité d'Ottawa, dans
No. 944. } la province d'Ontario, manufacturier, Demandeur ; contre les terres et tènements de WESTON F. MILLIKEN, de la cité de Portland, dans l'Etat du Maine, un des Etats-Unis d'Amérique, gentilhomme, en sa qualité d'administrateur dûment nommé aux biens de feu Cyrus S. Clark, en son vivant de Portland susdit, marchand de bois, maintenant décédé, Défendeur, à savoir :

1° Lots Nos. 12 et 13, dans le 6e rang du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, contenant 200 acres de terre chacun, plus ou moins.

2° Lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22, dans le 1er rang du canton de Lingwick, dans le dit district, contenant 2040 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 34, 35 et 36, dans le deuxième rang du dit canton de Lingwich, contenant 2649 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25, dans le troisième rang du dit canton de Lingwick, contenant 2120 acres de terre, plus ou moins.

La partie sud-est du lot No. 16 et les lots Nos. 17, 18, 19, 23, 24, 25, 36, 37 et 38, dans le quatrième rang du dit canton de Lingwick, contenant 1216 acres de terre, plus ou moins.

La moitié nord-ouest du lot No. 17, dans le 5e rang de Lingwick susdit, contenant 73 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 7e rang du dit canton de Lingwick, contenant 1364 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 8e rang du dit canton de Lingwick, contenant 2392 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 9e rang du dit canton de Lingwisk, contenant 1837 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 10 rang du dit canton de Lingwick, contenant 2064 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41, dans le 11e rang du dit canton de Lingwick, contenant 961 acres de terre, plus ou moins.

La partie nord-ouest du lot No. 28, dans le rang I, de Lingwick susdit, contenant 131 acres de terre, et la partie nord-ouest du lot No. 29, dans le dit rang I, de Lingwick, contenant 148 acres de terre, et les

Plaintiff ; against the lands and tenements of EDWARD LING, of the township of Cleveland, in said district of Saint Francis, Defendant, to wit :

The south west three quarters of the north east half of the lot number thirteen, in the tenth range of the township of Cleveland, in the district of Saint Francis, containing about seventy-two acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows, to wit : in front to the north west by the Queen's highway, in rear to the south east partly by the property of Louis Tremblay, and partly by the property of Octave St. Jean, on one side to the north east by the land of Edwin Smith or his representatives, and on the other side to the south west by the land of Hilaire Dionne—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the district of Saint Francis, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of October next.

E. R. JOHNSON,
Sheriff.

Sheriff's Office
Sherbrooke, 11th May, 1892. 2460

[First published, 14th May, 1892.]

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } JOHN R. BOOTH, of the city of Ottawa, in
No. 944. } the province of Ontario, manufacturer, Plaintiff ; against the lands and tenements of WESTON F. MILLIKEN, of the city of Portland, in the State of Maine, one of the United States of America, gentleman, in his quality of administrator, duly appointed to the estate of the late Cyrus S. Clark, in his lifetime of Portland aforesaid, lumber dealer, now deceased, Defendant, to wit :

1° Lots Nos. 12 and 13, in the 6th range of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, containing 200 acres of land each, more or less.

2° Lots Nos. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22, in the 1st range of the township of Lingwick, in said district, containing 2040 acres of land, more or less.

Lots Nos 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 34, 35 and 36, in the 2nd range of the said township of Lingwick, containing 2649 acres of land, more or less.

Lots Nos 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 25, in the 3rd range of the said township of Lingwick, containing 2120 acres of land, more or less.

The south east part of lot No. 16 and lots Nos 17, 18, 19, 23, 24, 25, 36, 37 and 38, in the 4th range of the said township of Lingwick, containing 1216 acres of land, more or less.

The north west half of lot No. 17, in the 5th range of Lingwick aforesaid, containing 73 acres of land, more or less.

Lots Nos 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 7th range of said township of Lingwick, containing 1364 acres of land, more or less.

Lots Nos. 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 8th range of the said township of Lingwick, containing 2392 acres of land, more or less.

Lots Nos. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 9th range of the said township of Lingwick, containing 1837 acres of land, more or less.

Lots Nos. 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35. 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 10th range of the said township of Lingwick, containing 2064 acres of land, more or less.

Lots Nos. 30, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41, in the 11th range of said township of Lingwick, containing 961 acres of land, more or less.

The north west part of lot No. 28, in range I, of Lingwick aforesaid, containing 131 acres of land, and the north west part of lot No. 29, in said range I, of Lingwick, containing 148 acres of land, and

lots Nos. 30, 31, 32, 33 et 34, dans le dit rang I, dans le dit canton de Lingwick, contenant 1184 acres de terre, plus ou moins.

La moitié nord-est du lot No. 31 et lot No. 32, dans le rang K, du dit canton de Lingwick, contenant 123 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27. 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36, dans le rang L, du dit canton de Lingwick, contenant 2004 acres de terre, plus ou moins.

3° Lots Nos. 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le premier rang nord-est du cantan de Winslow, dans le dit district, contenant 435 acres de terre, p us ou moins.

Lots Nos. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 4e rang nord-est du dit canton de Winslow, contenant 588 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 28, dans le 5e rang nord-est du dit canton de Winslow, contenant 795 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 28, dans le 6e rang nord-est du dit canton de Winslow, contenant 838 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 47, 48, 49 et 50, dans le premier rang sud-est du dit canton de Winslow, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 et 94, dans le 2e rang sud-est du dit canton de Winslow, contenant 1450 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 45, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54 et 55, dans le premier rang nord-ouest du dit canton de Winslow, contenant 500 acres de terre, plus ou moins.

4° Lot No. 10, dans le 7e rang du canton de Dudswell, dans le dit district, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

5° Lots numéros 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 1er rang du canton de Weedson, dans le dit district, contenant 1400 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 25, 26, 27 et 28, dans le 2e rang du dit canton de Weedon, contenant 800 acres de terre, plus ou moins.

Les $\frac{3}{4}$ sud-ouest du lot No. 22 et les lots Nos. 21, 25, 26, 27 et 28, dans le troisième rang du dit canton de Weedon, contenant 1150 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 4e rang du dit canton de Weedon, contenant 1200 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dans le 5e rang du dit canton de Weedon, contenant 1000 acres de terre, plus ou moins.

Toutes ces parties des lots Nos. 24, 25, 26, 27 et 28 situés au sud-est de la rivière Saint-François, dans le 6e rang du dit canton de Weedon.

Lots Nos. 11, 15, 16, 17, 18 et 21, dans le 8e rang du susdit canton de Weedon, contenant 1200 acres de terre, plus ou moins.

La $\frac{1}{2}$ nord-est et la $\frac{1}{2}$ sud-est de la $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot No. 13, dans le 9e rang du dit canton de Weedon, et la $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot No. 14, dans le dit 9e rang du dit canton de Weedon, et les lots Nos. 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20 et 21, dans le dit 9e rang de Weedon susdit, contenant 1850 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23, dans le 10e rang du dit canton de Weedon, la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 24, la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 25, et la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 26, dans le dit 10e rang du dit canton de Weedon, contenant 2120 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, et la $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot No. 24, dans le 11e rang du dit canton de Weedon, contenant 2300 acres de terre, plus ou moins.

6° Lots Nos. 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26, dans le 3e rang du canton de Ham Sud, dans le dit district, contenant 1409 acres de terre, plus ou moins.

lots Nos. 30, 31, 32, 33 and 34, in said range I, in said township of Lingwick, containing 1184 acres of land, more or less.

The north east half of lot No. 31, and lot No. 32, in range K, of the said township of Lingwick, containing 123 acres of land, more or less.

Lots Nos. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 and 36, in range L, of the said township of Lingwick, containing 2004 acres of land, more or less.

3° Lots Nos. 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the first range north east of the township of Winslow, in said district, containing 435 acres of land, more or less.

Lots Nos. 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 4th range north east of the said township of Winslow, containing 588 acres of land, more or less.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 28, in the 5th range north east of the said township of Winslow, containing 795 acres of land, more or less.

Lots Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 28, in the 6th range north east of the said township of Winslow, containing 838 acres of land, more or less.

Lots Nos. 47, 48, 49 and 50 in the 1st range south east, of the said township of Winslow, containing 200 acres of land, more or less.

Lots Nos. 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 and 94, in the 2nd range south east of said township of Winslow, containing 1450 acres of land, more or less.

Lots Nos. 45, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54 and 55, in the 1st range north west of the said township of Winslow, containing 500 acres of land, more or less.

4° Lot No. 10, in the 7th range of the township of Dudswell, in said district, containing 200 acres of land, more or less.

5° Lots numbers 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 1st range of the township of Weedon, in said district, containing 1400 acres of land, more or less.

Lots Nos. 25, 26, 27 and 28, in the 2nd range of the said township of Weedon, containing 800 acres of land, more or less.

The south west $\frac{3}{4}$ of lot No. 22, and lots Nos. 21, 25, 26, 27 and 28, in the 3rd range of the said township of Weedon, containing 1150 acres of land, more or less.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 4th range of the said township of Weedon, containing 1200 acres of land, more or less.

Lots Nos. 23, 24, 25, 26, 27 and 28, in the 5th range of the said township of Weedon, containing 1000 acres of land, more or less.

All those portions of lots Nos. 24, 25, 26, 27 and 28, which lie south east of the river Saint Francis, in the 6th range of the said township of Weedon.

Lots Nos. 11, 15, 16, 17, 18 and 21, in the 8th range of the township of Weedon aforesaid, containing 1200 acres of land, more or less.

The north east $\frac{1}{2}$ and south east $\frac{1}{2}$ of the south west $\frac{1}{2}$ of lot No. 13, in the 9th range of the said township of Weedon, and the south west $\frac{1}{2}$ of lot No. 14, in the said 9th range of the said township of Weedon, and lots Nos. 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20 and 21, in the said 9th range of Weedon aforesaid, containing 1850 acres of land, more or less.

Lots Nos. 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23, in the 10th range of the said township of Weedon, the north west $\frac{1}{2}$ of lot No. 24, the north west $\frac{1}{2}$ of lot No. 25, and the north west $\frac{1}{2}$ of lot No. 26, in the said 10th range of the said township of Weedon, containing 2120 acres of land, more or less.

Lots Nos. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, and the north west $\frac{1}{2}$ of lot No. 24, in the eleventh range of the said township of Weedon, containing 2300 acres of land, more or less.

6° Lots Nos. 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 and 26, in the 3 d range of the township of South Ham, in said district, containing 1409 acres of land, more or less.

Lots Nos 19, 22, 23, 24 et la partie sud-ouest du lot No. 20, dans le 4e rang de Ham Sud susdit, contenant 1278 acres de terre, plus ou moins.

7° 10 acres du lot No. 5, dans le 1er rang du canton de Stoke, dans le dit district, étant vis à-vis les moulins à scie à Brompton ; bornés d'un côté au sud-ouest par la rivière Saint-François, et de l'autre côté au nord-est par une ligne tirée parallèle à la ligne du rang, et à une distance suffisante d'icelle pour former 10 acres, les lignes de côté du lot formant les bornes nord-ouest et sud-ouest.

Lot No. 3, dans le 2e rang du dit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 8, dans le 3e rang de Stoke susdit, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 3, dans le 5e rang du dit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre.

La ½ sud-est du lot No. 6, dans le 7e rang de Stoke susdit, contenant 100 acres de terre.

Lots Nos. 7 et 8, dans le 8e rang du dit canton de St[illegible], contenant 400 acres de terre.

Lot No. 16, dans le 9e rang du dit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 4, dans le 10e rang de Stoke susdit, contenant 200 acres de terre.

Lot No. 27, dans le 11e rang du susdit canton de Stoke, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

Partie du lot No. 25, dans le 13e rang de Stoke susdit, 40 acres à distraire du bout sud et angle est, moitié de la largeur du lot.

8° Lots Nos. 18 et 20, dans le 4e rang du canton de Saint-Georges de Windsor, dans le dit district, contenant 400 acres de terre.

Lots Nos. 26 et 27, dans le 5e rang du dit canton de Saint-Georges de Windsor, contenant 400 acres de terre, plus ou moins.

Lots Nos. 18, 19, 26 et 28, dans le 6e rang du dit canton de Saint-Georges de Windsor, contenant 800 acres de terre, plus ou moins.

9° Lot No. 11 et la ½ nord-est de la ½ nord-est du lot No. 17 et le lot No. 23, dans le 7e rang du canton de Windsor, dans le dit district, et la ½ nord-est du lot No. 27, et la ½ nord-est du lot No. 28, dans le dit 7e rang du canton de Windsor susdit, contenant 650 acres de terre, plus ou moins.

Lot No. 21, dans le 8e rang du dit canton de Windsor, contenant 200 acres de terre.

La ½ sud-est du lot No. 19, dans le 9e rang de Windsor susdit, contenant 100 acres de terre.

La ½ nord-est du lot No. 21, dans le 10e rang de Windsor susdit.

145 acres du lot No. 22, dans le dit 10e rang de Windsor, étant tout le dit lot déduction faite de 30 acres d'icelui vendus à Hon. H. Smith, et 25 acres vendus à G. E. Rioux, écuyer, et le lot No. 25, dans le dit 10e rang de Windsor, contenant 500 acres de terre, plus ou moins.

Les 7/12 indivis du lot No. 26, dans le 10e rang du canton de Windsor susdit, et les 7/12 indivis du lot No. 28, dans le 10e rang du dit canton de Windsor.

Parties des lots Nos. 13 et 14, dans le onzième rang du dit canton de Windsor, commençant à la ligne de rang entre les onzième et douzième rangs, et prenant toute la largeur du lot No. 14 et la moitié de la largeur du lot No. 13, et courant en arrière assez loin pour contenir 200 acres de terre.

La ½ sud-ouest du lot No. 15, dans le 11e rang du dit canton de Windsor, contenant 100 acres de terre.

La ½ sud-ouest du lot No. 16, dans le dit 11e rang de Windsor, contenant 100 acres de terre.

Les ¾ sud-ouest du lot No. 17, dans le dit 11e rang de Windsor, contenant 150 acres de terre.

Partie du lot No. 21, dans le dit 11e rang de Windsor, étant de 80 acres à distraire de la ½ nord-est (toute la largeur).

Lot No. 22, dans le dit 11e rang de Windsor, contenant 250 acres de terre.

Partie du lot No. 23, dans le dit 11e rang du dit

Lots Nos. 19, 22, 23, 24 and the south west part of lot No. 20, in the 4th range of South Ham aforesaid, containing 1278 acres of land, more or less.

7° 10 acres of lot No. 5, in the 1st range of the township of Stoke, in said district, being opposite to the saw mills at Brompton ; bounded on one side to the south west by the river Saint Francis, and on the other side to the north east by a line drawn parallel to the range line, and at a sufficient distance there from to comprise 10 acres, the side lines of the lot forming the north westerly and south westerly boundaries.

Lot No. 3, in the 2nd range of said township of Stoke, containing 200 acres of land.

Lot No. 8, in the 3rd range of Stoke aforesaid, containing 200 acres of land.

Lot No. 3, in the 5th range of said township of Stoke, containing 200 acres of land.

The south east ½ of lot No. 6, in the 7th range of Stoke aforesaid, containing 100 acres of land.

Lots Nos. 7 and 8, in the 8th range of said township of Stoke, containing 400 acres of land.

Lot No. 16, in the 9th range of said township of Stoke, containing 200 acres of land.

Lot No. 4, in the 10th range of Stoke aforesaid, containing 200 acres of land.

Lot No. 27, in the 11th range of the township of Stoke aforesaid, containing 200 acres of land, more or less.

Part of lot No. 25, in the 13th range of Stoke aforesaid, being 40 acres off the south end and east angle, extending half the width of the lot.

8° Lots Nos. 18 and 20, in the 4th range of the township of Saint George de Windsor, in said district, containing 400 acres of land.

Lots Nos 26 and 27, in the 5th range of said township of Saint George de Windsor, containing 400 acres of land, more or less.

Lots Nos 18, 19, 26 and 28, in the 6th range of said township of Saint George de Windsor, containing 800 acres of land, more or less.

9° Lot No. 11 and the north east ½ of the north east ½ of lot No. 17 and lot No. 23, in the 7th range of the township of Windsor, in said district, and the north east ½ of lot No. 27, and the north east ½ of lot No. 28, in said 7th range of the township of Windsor aforesaid, containing 650 acres of land, more or less.

Lot No. 21, in the 8th range of the said township of Windsor, containing 200 acres of land.

The south east ½ of lot No. 19, in the 9th range of Windsor aforesaid, containing 100 acres of land.

The north east ½ of lot No. 21, in the 10th range of Windsor aforesaid.

145 acres of lot No. 22, in said 10th range of Windsor, being all of said lot after deducting 30 acres thereof sold to Hon. H. Smith, and 25 acres sold to G. E. Rioux, esquire, and lot No. 25, in said 10th range of Windsor, containing 500 acres of land, more or less.

The undivided 7/12 of lot No. 26, in the 10th range of the township of Windsor aforesaid, and the undivided 7/12 of lot No. 28, in the 10th range of said township of Windsor.

Parts of lots Nos. 13 and 14, in the eleventh range of the said township of Windsor, commencing at the range line between the eleventh and twelfth ranges, and taking the whole width of lot No. 14 and half the width of lot No. 13, and running back far enough to contain 200 acres of land.

The south west ½ of lot No. 15, in the 11th range of the said township of Windsor, containing 100 acres of land.

The south west ½ of lot No. 16, in said 11th range of Windsor, containing 100 acres of land.

The south west ¾ of lot No. 17, in said 11th range of Windsor, containing 150 acres of land.

Part of lot No. 21, in said 11th range of Windsor, being 80 acres to be taken off the north east ½ (whole width).

Lot No. 22, in said 11th range of Windsor, containing 250 acres of land.

Part of lot No. 23, in said 11th range of the said

canton de Windsor, étant les 90 acres nord est, toute largeur du dit lot.

Lot No. 24, dans le 11e rang de Windsor, contenant 200 acres de terre.

Lots Nos. 27 et 28, dans le dit 11e rang du dit canton de Windsor, contenant 400 acres de terre, plus ou moins.

Lot No 26, dans le 13e rang du dit canton de Windsor, contenant 200 acres de terre, plus ou moins.

10° Cette lisière ou morceau de terre sis et situé dans le canton de Brompton, dans le dit district, étant un morceau de terre de forme irrégulière, contenant 80 perches carrées de terre, plus ou moins, et formant partie du lot No. 21, dans le 4e rang du dit canton de Brompton ; borné à l'est par la rivière Saint-François, au nord par la ligne qui divise les lots Nos. 30 et 31, et à l'ouest par le chemin de fer s'étendant de la dite ligne de division vingt-quatre perches quatre pieds sud à un point où le dit chemin de fer rencontre la rivière, tel que le dit morceau de terre se poursuit et comporte, et la ½ nord-est du lot No. 30, dans le dit 4e rang du susdit canton de Brompton, contenant 100 acres de terre, plus ou moins—avec moulins à scie, bâtisses, pouvoir d'eau et autres appartenances y appartenant.

Pour être vendus comme suit, à savoir :

Les terres et tènements ci-dessus décrits, situés dans les cantons de Stoke, Saint-Georges de Windsor, Windsor et Brompton, dans le district de Saint-François, au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Les terres ci-dessus décrites situées dans les dits cantons de Dudswell, Weedon et Ham-Sud, au bureau du régistrateur pour la division d'enrégistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, dans le dit district, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Les terres ci dessus décrites situées dans les dits cantons de Lingwick et Winslow, au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans le village de Cookshire, dans le dit district, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et les terres ci-dessus décrites situées dans le dit canton de Clifton, au bureau de régistrateur pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le dit district, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de septembre prochain.

E. R. JOHNSON,
Shérif

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 8 juin 1892. 2947

[Première publication, 11 juin 1892.]

township of Windsor, being the north east 90 acres, whole width of said lot.

Lot No 24, in said 11th range of Windsor, containing 200 acres of land.

Lots Nos. 27 and 28, in said 11th range of said township of Windsor, containing 400 acres of land, more or less.

Lot No. 26, in the 13th range of said township of Windsor, containing 200 acres of land, more or less.

10° That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Brompton, in said district, being a parcel of land of irregular figure, containing 80 square rods of land, more or less, and forming part of lot No. 21, in the 4th range of said township of Brompton ; bounded on the east by the river Saint Francis, on the north by the line dividing lots Nos. 30 and 31, and on the west by the railway extending from said division line twenty-four rods four feet south to a point where said railway touches the river, as the said parcel of land is and extend, and the north east ½ of lot No. 30, in the said 4th range of the township of Brompton aforesaid, containing 100 acres of land, more or less with saw mills, buildings, power and other the appurtenances thereon or thereunto belonging.

To be sold as follows, to wit :

The lands and tenements hereinabove described, situate in the townships of Stoke, Saint George de Windsor, Windsor and Brompton, in the district of Saint Francis, at the registry office of the registration division of the county of Richmond, at the town of Richmond, in said district, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

The lands above described situated in the said townships of Dudswell, Weedon and South Ham, at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in said district, on the SEVENTEEETH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

The lands above described situated in the said townships of Lingwick and Winslow, at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; and the lands above described situated in the said township of Clifton, at the registry office of the registration division of Coaticook, at the town of Coaticook, in said district, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the seventh day of September next.

E. R. JOHNSON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 8th June, 1892. 2948

[First published, 11th June, 1892.]

Ventes par le Shérif—St. Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respectifs times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charye* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

La Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe. No. 1348. DAME MATHILDE D. HOLLAND ET VIR., Demandeurs ; contre THEODORE ROSARIO RAINVILLE, Défendeur, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sur le dixième rang, de vingt-cinq arpents en superficie, plus ou moins ; bornée à l'est par Michel Parenteau ou représentants, à l'ouest par G. Rainville ou représentants—avec les bâtisses y érigées, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sous le numéro quatre cent quinze (415), à savoir : à prendre dans la partie nord-est du dit lot No. 415, comprenant toute cette partie du dit lot No. 415, qui se trouve du côté nord-est de la rivière Duncan—avec et y compris un moulin à farine, un moulin à scie, chaussée, engin, bouilloire, scies et tous accessoires servant à l'exploitation des dits moulins, sans exception.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, le DIX-NEUF JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le premier septembre prochain.

V. B. SICOTTE,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 9 mai 1892. 2353 3

[Première publication, 14 mai 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

The Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinth. No. 1348. DAME MATHILDE D. HOLLAND ET VIR., Plaintiffs ; against THEODORE ROSARIO RAINVILLE, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Theodore of Acton, on the tenth range, of twenty-five arpents in superficies, more or less ; bounded east by Michel Parenteau or representatives, west by G. Rainville or representatives—with buildings thereon erected, being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Theodore of Acton, under number four hundred and fifteen (415), to wit : to be taken in the north east part of said lot No. 415, comprising all that part of said lot No. 415, which is situated on the north east side of the river Duncan—with and comprising one grist mill, (moulin à farine), one saw-mill, dike (dam), engine, boiler, saws and all accessories which serve to work said mills, without any exception whatsoever.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Theodore of Acton, the NINETEENTH of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable on the first of September next.

V. B. SICOTTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Hyacinth, 9th May, 1892. 2354

[First published, 14th May, 1892.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivieres

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaitre suivant la loi Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immediatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No. 15. LOUIS DOLOR HEROUX, Demandeur ; contre JOSEPH LOR, Défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Sévère, à la concession de Bellechasse, contenant environ cinquante-six arpents en superficie, plus ou moins, dans les limites suivantes : tenant en front aux abouts, en profondeur à Augustin Magnan, au nord-est à la route qui conduit à la Chute, et au sud-est aux terrains de la compagnie du poste de Hunterstown ou représentants — avec une maison, une grange et autres dépendances dessus construites ; le dit terrain faisant partie du numéro cent quarante-neuf (149), aux plan et livre de renvoi du cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sévère, le TREIZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN.
Shérif.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 8 juin 1892. 2955 2

[Première publication, 11 juin 1892.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : No. 15. LOUIS DOLOR HEROUX, Plaintiff ; against JOSEPH LOR, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Severe, in the Bellechasse concession, containing about fifty-six arpents in superficies, more or less, comprised within the following limits ; bounded in front by the *abouts*, in rear by Augustin Magnan, on the north east by the road leading to the falls, and on the south east by the lands of the company of the post of Hunterstown or representatives—with a house, barn and other dependencies thereon erected ; said land forming part of number one hundred and forty-nine (149), of the official registration cadastre for the said parish of Saint Severe, county of Saint Maurice.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Severe, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of August next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Three Rivers, 8th June, 1892. 2956

[First published, 11th June, 1892.]

Avis Divers

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

Ordre général.

Une séance spéciale de la cour de l'Echiquier du Canada, pour la plaidoirie de causes, sera tenue au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mercredi, le 2e jour de novembre 1892, à 10 heures a. m.

GEO. W. BURBIDGE,
J. C. E.

Daté le 28e jour de juin 1892. 3367

Miscellaneous Notices

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

General order.

A special sitting of the Exchequer court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Wednesday, the 2nd day of November, 1892, at 10 a. m.

GEO. W. BURBIDGE,
J. E. C.

Dated on the 28th day of June, 1892. 3368

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouski. }

Dans l'affaire de Delphin E. Landry.

Insolvable.

Avis public est par le présent donné que Delphin E. Landry, du village de Mont-Joli, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses creanciers, le 24 juin dernier, au bureau du protonotaire du district de Rimouski.

Je, soussigné, Télesphore Tardif, de Québec, teneur de livres, ai été nommé curateur aux biens du dit Delphin E. Landry, par ordonnance de la cour supérieure, en date du 30 juin dernier.

Les créanciers du dit Delphin E. Landry sont requis de produire leurs réclamations, à mon bureau, dans un délai de trente jours du présent avis.

TELESPHORE TARDIF,
Curateur.

Québec, 2 juillet 1892. 3373

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

In re Hubert Lemieux, Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai été nommé par un ordre de la cour, le 30ième jour de juin 1892, curateur du failli ci-dessus, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers. Les réclamations devront être produites, à mon bureau, sous un mois de cette date.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

Lévis, 30 juin 1892. 3377

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

La Banque du Peuple, Demanderesse ;

vs.

Dame Emilie Cardinal, faisant commerce sous le nom de O. Rochette, Défenderesse.

Avis est par le présent donné que la soussignée, Emilie Cardinal, veuve de Olivier Rochette, de Québec, faisant commerce sous le nom de O. Rochette, a, le sept juillet courant, fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

EMILIE CARDINAL,
Par A. GABOURY,
Gardien provisoire.

Québec, 7 juillet 1892. 3375

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }

In the matter of Delphin E. Landry,

Insolvent.

Public notice is hereby given that Delphin E. Landry, of the village of Mont Joli, merchant, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 24th of June last, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski.

I, the undersigned, Telesphore Tardif, of the city of Quebec, bookkeeper, have been appointed curator to the estate of the said Delphin E. Landry, by order of the superior court, dated the 30th June last.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims, at my office, within thirty days from the present notice.

TELESPHORE TARDIF,
Curator.

Québec, 2nd July, 1892. 3374

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

In re Hubert Lemieux, Insolvent.

Notice is hereby given that I have been appointed, by an order of the court, given on the 30th June, 1892, curator to the above named, who has made a judicial abondonment of all his assets for the benefit of his creditors. Claims must be filed within one month from this date, at my office.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

Levis, 30th June, 1892.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

La Banque du Peuple, Plaintiff ;

vs.

Dame Emilie Cardinal, doing business under the style and firm of O. Rochette, Defendant.

Notice is hereby given that the undersigned, Emilie Cardinal, widow of Olivier Rochette, of Quebec, doing business under the style of O. Rochette, has, on the seventh of July instant, made an aban onment of her property, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Quebec, for the benefit of her creditors.

EMILIE CARDINAL.
By A. GABOURY,
Provisional guardian.

Quebec, 7th July, 1892. 3376

Licitation.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.
No. 1529.

Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant en la ville de Fraserville, dans le district de Kamouraska, rendu le vingt-huitième jour de juin mil huit cent quatre-vingt douze, dans une cause dans laquelle Rodrigue Mignot dit Labrie, cultivateur, de la paroisse de Saint-Louis de Kamourasha, est Demandeur ; et Dame Hermine Lévêque, veuve de feu Louis Mignot dit Labrie, tant en son nom que comme tutrice dûment élue à ses enfants encore mineurs, Narcisse, Alfred et Johny Mignot dit Labrie, par acte de tutelle dûment homologué et enregistré ; Philippe Mignot dit Labrie, cultivateur ; Napoléon Mignot dit Labrie, cultivateur, tous trois de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska ; et Donat Mignot dit Labrie, Frère Viateur, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, sont défendeurs, il a été ordonné que l'immeuble suivant soit vendu par licitation, savoir :

Un certain lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, de deux arpents de front sur environ huit arpents et demi à neuf arpents de profondeur, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, sous le numéro trois cent trente (330).

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure, au palais de justice, en la dite ville de Fraserville ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

G. LEBEL,
Procureur du Demandeur.

Fraserville, 30 juin 1892. 3369

[Première publication, 9th juillet 1892.]

Licitation

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.
No. 1529.

Superior Court.

LICITATION.

Public notice is hereby given, that by a judgment of the superior court, sitting in the town of Fraserville, in the district of Kamouraska, on the twenty-eighth day of June, one thousand eight hundred and ninety-two, in a cause wherein Rodrigue Mignot dit Labrie, farmer, of the parish of Saint Louis de Kamouraska, is Plaintiff ; and Dame Hermine Leveque, widow of the late Louis Mignot dit Labrie, as well in her own name as in her quality of tutrix duly appointed to her minor children, Narcisse, Alfred and Johny Mignot dit Labrie, by deed of tutorship duly homologated and registered ; Philippe Mignot dit Labrie, farmer ; Napoleon Mignot dit Labrie, farmer, all three of the parish of Saint Louis de Kamouraska ; and Donat Mignot dit Labrie, a brother of the order of the *Frères Viateurs*, of the town of Joliette, in the district of Joliette, are Defendants, ordering the sale by licitation of the following immoveable property, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Louis de Kamouraska, of two arpents in front by about eight arpente and a half to nine arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Louis de Kamouraska, as number three hundred and thirty (330).

The said immoveable property will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the said superior court, at the court house, in the town of Fraserville ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

G. LEBEL.
Attorney for Plaintiff.

Fraserville, 30th June, 1982. 3370

[First published, 9th July, 1892.]

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 17.

Loi relative aux droits sur les succession et les transports d'immeubles

(Sanctionné le 24 juin 1892.)

ATTENDU que la dette consolidée de cette province était, au 30 juin 1887, de $18,155,-013.33; qu'elle s'élevait, au 17 décembre, 1891, à $25,209,873.33; que les dépenses ordinaires qui étaient de $3,032,771.45, au 30 juin 1886, se sont élevées à la somme de $4,095,520.45 pendant l'année finissant le 30 juin 1891, et s'élèveront probablement à $4,436,907.50 pour l'année finissant le 30 juin 1892, et que les dépenses totales qui étaient de $3,532,742.27, pendant l'année finissant le 30 juin 1886, se sont élevées, pour l'année finissant le 30 juin 1891, à $5,871,394.86, et s'élèveront probablement à $6,247,997.96, pour l'année finissant le 30 juin 1892;

Attendu que le 17 décembre 1891, la dette flottante de cette province, à part les réclamations et pétitions de droit et l'emprunt de 20,000,000 de francs qui deviendra dû le 16 juillet 1893, s'élève à la somme de plus de $8,000,000.00;

Attendu que bien que, pendant les cinq dernières années, des taxes additionnelles aient été prélevées, le revenu ordinaire de l'année finissant le 30 juin 1886 ne s'est élevé qu'à $2,948,999.69; à $3,457,144.32 pour l'année finissant le 30 juin 1891, et que le revenu probable pour l'année finissant le 30 juin 1892, sera de $3,392,106.71, montant tout à fait insuffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses;

Attendu que le revenu actuel est insuffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses et aux charges additionnelles imposées à cette province, et qu'il est nécessaire et indispensable de prélever de nouvelles taxes pour faire face aux dettes et aux obligations;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section et les articles suivants sont ajoutés après la dix-huitième section du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de la province de Québec:

SECTION XVIII*a*

DROITS SUR LES SUCCESSIONS ET LES TRANSPORTS D'IMMEUBLES

" 1191*a*. Sur toute vente, transport, cession ou échange d'immeubles situés dans la province (sauf dans les cas de donation, en ligne directe descendante ou ascendante, d'immeubles d'une valeur n'excédant pas cinq mille piastres), il est prélevé un droit de un centin et demi par piastre de la valeur de ces immeubles, tel que constatée par l'acte.

Cette valeur doit être la valeur *bonâ fide*, mais si elle est inférieure à celle fixée par le rôle d'évaluation municipale, cette dernière est adoptée.

Ce droit est perçu au moyen de timbres du montant requis, apposés au livre ou registre tenu dans ce but par le régistrateur de la division d'enregistrement dans laquelle sont situés les immeubles, et payables au régistrateur au moment de l'enregistrement de l'acte, et les timbres doivent sur le champ être oblitérés par le régistrateur.

2. Nul régistrateur ne peut enregistrer un acte sujet au droit susdit, avant que ce droit lui ait été payé; et nul acte, convention ou contrat n'est légal, valide ni obligatoire si ce droit n'a pas été payé.

Ce droit est payable par l'acheteur, le cessionnaire ou le donataire, et dans le cas d'échange, par les deux parties à l'échange, moitié chacune, le droit étant alors prélevé sur la moitié de la valeur totale des immeubles échangés.

55-56 VICTORIA, CHAPTER 17.

An Act respecting duties on successions and on transfers of property.

(Assented to 24th June, 1892.)

WHEREAS the funded debt of this Province on the 30th January, 1887, was $18,155,-013.33, and on the 17th December, 1891, had been increased to $25,209,873.33, and the ordinary expenditure had been increased from $3,032,771.45, in the year ending 30th June, 1886, to the sum of $4,095,520.45, for the year ending 30th June, 1891, and to an estimated expenditure of $4,436,907.50, for the year ending 30th June, 1892, and the total expenditure has been increased from $3,532,742.27, in the year ending June 30th, 1886, to the sum, for the year ending 30th June, 1891, of $5,871,-394.86, and to an estimated expenditure, for the year ending 30th June, 1892, of the sum of $6,247,-997.96;

Whereas also the floating debt of this Province, on the 17th December, 1891, exclusive of claims and petitions of right and of the loan of 20,000,000 of francs falling due on the 16th July, 1893, amounted to a sum of over $8,000,000.00;

Whereas although during the last five years additional taxes have been levied, yet the ordinary revenue was $2,948,999.69, for the year ending 30th June, 1886, and only $3,457,144.32, for the year ending 30th June, 1891, and an estimated revenue of $3,392,106.71, for the year ending 30th June, 1892, and is totally inadequate to meet the increased expenditure;

Whereas the present revenue is insufficient to meet the increased expenditure and additional burdens put on this Province, and it is expedient and necessary to levy new taxes to meet such debts and obligations;

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows:

1. The following section and articles are added after section eighteenth of chapter fifth of title fourth of the Revised Statutes of the Province of Quebec:

SECTION XVIII*a*

DUTIES ON SUCCESSIONS AND TRANSFERS OF PROPERTY.

" 1191*a*. On the sale, transfer, assignment or exchange of immoveable property within the Province, except in cases of donation in the direct line, descending and ascending, of immoveables not exceeding in value five thousand dollars, there shall be levied and paid a tax of one and a half cents per dollar upon the value of such immoveable, according to the value as shown by the deed.

Such value must be the *bonâ fide* value; but if such value is below the municipal valuation for purposes of assessment, the latter shall be taken.

Such tax shall be collected in stamps, of the amount required, affixed to a register or book to be kept for that purpose by the registrar for the registration division in which the immoveable is situate, and payable to the registrar at the time of the registration of such deed, and the stamps shall be forthwith cancelled by the registrar;

2. No registrar shall effect such registration before such tax shall have been paid to him; nor shall any deed or act or any condition or contract therein be legal or binding unless such tax has been so paid.

Such tax shall be payable by the purchaser, assignee or donee, and, in case of exchange, by both parties to the deed, one half each, and the tax levied on the basis of one half the total value of the properties exchanged.

3. Dans le cas d'actes de donation ou d'autres actes, dans lesquels la valeur de l'immeuble n'est pas indiquée, la personne sujette au droit, doit fournir au régistrateur, outre un certificat des autorités municipales, une déclaration solennelle en établissant la valeur.

4. Les personnes passibles du droit susmentionné doivent présenter au régistrateur l'acte frappé de ce droit, dans les trente jours de sa date.

5. Dans les cas où la valeur indiquée dans un acte produit pour les fins ci-dessus est au-dessous de la valeur réelle *bonâ fide*, et qu'il n'est pas produit de déclaration établissant cette valeur exacte, de doubles droits sont dus et exigibles en faveur de Sa Majesté, et la personne défaillante est passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

6. Les livres que le régistrateur doit tenir ainsi, sont de la forme et contiennent les détails qu'il plait au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer, en temps utile.

7. Cette section ne s'applique pas aux ventes faites par les shérifs, par les curateurs aux cessions de biens, par encan ou par licitation.

" 1191*b*. Toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la province, est frappée, sur la valeur du bien transmis, des droits suivants:

1. En ligne directe descendante ou ascendante et entre époux..... 1%
   Sauf dans les successions dont la valeur totale, déduction faite des frais et dettes, n'excède pas la somme de $10,000.00.
2. En ligne collatérale:
   (*a*) Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt..... 3%
   (*b*) Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère, ou de la sœur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt 6%
   (*c*) Succession entre tous autres collatéraux..... 8%
3. Si le successeur n'est pas un parent..... 10%

" 1191*c*. Dans le cas de transport de propriété avec usufruit ou substitution, les droits sont payables par l'usufruitier ou l'héritier substitué, et ne sont exigibles d'aucun autre bénéficiaire en vertu du même acte.

" 1191*d*. Tout héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou légataire à titre particulier, exécuteur, fidéicommissaire et administrateur ou notaire qui a reçu un testament, doit, dans les trente jours qui suivent le décès du testateur ou du *de cujus*, transmettre au percepteur du revenu de la province, du district où le testateur est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie du testament, s'il en existe, et ces personnes, sauf le notaire, doivent déposer aussi, dans les trois mois, entre les mains de ce percepteur, une déclaration sous serment, contenant les nom, surnoms, occupation et domicile du déclarant, le nom, surnoms et le domicile du testateur ou du *de cujus*, la valeur réelle des biens transmis, le montant des dettes et la valeur réelle de la part du déclarant dans la succession.

2. Dans le cas où il est produit par un des bénéficiaires, dans les trois mois susdits, une déclaration intérimaire, sous serment, attestant qu'il est impossible de remettre dans ce délai la déclaration mentionnée dans le paragraphe précédent, le percepteur peut le prolonger de soixante jours et un autre délai de pas plus de six mois peut être accordé par le trésorier de la province.

3. Sur réception de la déclaration en premier lieu mentionnée, ce percepteur doit faire préparer un état des droits que le déclarant doit payer.

4. Ce percepteur doit prévenir le déclarant du

3. In the case of deeds of donation or other deeds where the value may not appear, the person liable to the duty shall, in addition to producing a certificate from the municipal authorities, fyle a statutory declaration with the registrar setting forth the value of such property.

4. The person liable to the payment of taxes under this article shall fyle the deed respecting the same with the registrar within thirty days from the date thereof.

5. If the value stated in any deed produced for the said purpose shall be lower than its actual *bonâ fide* value, and no statement as to its correct value is produced, double taxes shall become due and be exacted in favor of Her Majesty; and the person in default shall, in addition to any other recourse against him, be liable to a penalty of one hundred dollars, and, in default of payment, an imprisonment of one month.

6. The book so to be kept by such registrar shall be in such form and contain such information as may be, from time to time, prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

7. This section shall not apply to sales, by sheriffs, by curators to abandonments of property, by auction or by licitation.

" 1191*b*. All transmissions, owing to death, of the property in usufruct, or enjoyment of, moveable and immoveable property in the Province shall be liable to the following taxes calculated upon the net value of the property transmitted:

1. In the direct line, ascending or descending, and between consorts..... 1%
   excepting in estates the total value of which, after payment of all debts and expenses, does not exceed the sum of $10,000.00.
2. In the collateral line:
   (*a.*) If the succession devolves to the brother or sister or descendent of the brother or sister of the deceased..... 3%
   (*b.*) If the succession devolves to the brother or sister, or descendant of the brother or sister, of the grand parents of the deceased..... 6%
   (*c.*) If the succession devolves to any other collateral..... 8%
3. If the succession devolves to a stranger. 10%

" 1191*c*. In case of property transmitted in usufruct or with substitution, the tax shall be paid by the usufructuary or the institute and shall not be exigible from any further beneficiary under the same deed.

" 1191*d*. Every heir, universal legatee, legatee by general or particular title, executor, trustee and administrator, or notary before whom a will has been executed, shall, within thirty days after the death of the testator or *de cujus*, forward to the collector of provincial revenue for the district wherein the testator died or the succession devolved, a copy of the will, if there is one, and said persons, excepting the notary, shall also transmit, within three months, to such collector of provincial revenue, a declaration under oath, sitting forth the name, surname, residence and calling of the declarant, the name, surname and residence of the testator or *de cujus*, the actual value of the property transmitted, the amount of the debts, and the net value of the share of the declarant in the succession.

2. If, however, within the said three months an interim declaration, under oath, is made by any of the beneficiaries, that it is impossible—within the said delay—to furnish the declaration mentioned in the preceding paragraph, the said collector may extend such delay for sixty days, and a further delay, not exceeding six months, may be granted by the Provincial Treasurer.

3. On receipt of such first mentioned declaration, the said collector shall cause to be prepared a statement of the amount of the duties to be paid by the declarant.

4. Such collector of provincial revenue shal

montant dû comme susdit, par lettre chargée envoyée à son adresse, et lui donner avis de le payer dans les trente jours de l'envoi de l'avis ; et si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le percepteur peut en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente de son district.

5. Nul transport des biens d'une succession n'est valide et ne constitue un titre, si les droits payables, en vertu de cette loi n'ont pas été payés ; et aucun exécuteur, fidéicommissaire, administrateur, curateur, héritier ou légataire ne peut consentir à un transport, ni au paiement des legs, à moins que ces droits n'aient été payés.

6. Dans le cas où une déclaration ainsi requise n'est pas faite dans les délais prescrits ou dans tout délai supplémentaire qui a pu être accordé, ou dans le cas où elle contient un allégué faux ou inexact relatif à la valeur ou à toute autre matière, de doubles droits sont dus et exigibles en faveur de Sa Majesté, et la personne en défaut est passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

" 1191*e*. Les articles 1154, 1158 et 1185 s'appliquent aux régistrateurs de toute division d'enregistrement, aux percepteurs du revenu de chaque dittrict de revenu et au revenu perçu par un d'eux, pour les fins de cette section.

" 1191*f*. Les articles 1159, 1160, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166 et 1190 s'appliquent aussi à la présente section, en autant qu'il n'est pas autrement pourvu par cette section.

" 1191*g*. Les amendes imposées par cette section doivent être payées au percepteur du revenu de la province du district dans lequel elles sont encourues et perçues, et doivent être recouvrées par poursuite prise devant la cour supérieure ou la cour de circuit, selon le montant, au nom de Sa Majesté, par le percepteur du revenu de la province ou en son nom.

" 1191*h*. Toute somme due à la Couronne, en vertu de cette loi est une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la Couronne, immédiatement après les frais de justice.

" 1191*i*. Le percepteur du revenu de la province, qui perçoit une somme en vertu de cette loi, a le droit de retenir la commission fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 43.

Loi amendant certaines dispositions du code de procédure civile concernant la cession de biens.

(*Sanctionné le* 24 *juin* 1892.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 763*a* du code de procédure civile, tel qu'ajouté par l'article 5953 des Statuts refondus de la province de Québec, est amendé en y ajoutant les mots suivants :

" Une réclamation sous serment avec pièces justificatives doit être produite au bureau du protonotaire avec cette demande.

Si la demande a été signifiée à une femme marchande publique, et qu'elle n'y ait pas fait droit, il peut être procédé, conformément à l'article 780, à la nomination d'un gardien et d'un curateur.

Le débiteur, à qui telle demande de cession a été faite, doit, sans délai, déposer, au lieu où, d'après la loi, la cession doit se faire, une déclaration qu'il consent à abandonner tous ses biens à

inform the declarant of the amount due as afore said, by registered letter mailed to his address, and notify him to pay the same within thirty days after the notice is sent ; and, if the amount is not then paid to him on the day fixed, the said collector of provincial revenue may sue for the recovery thereof before any court of competent jurisdiction in his own district.

5. No transfer of the properties of any estate or succession shall be valid, nor shall any title vest in any person, if the taxes payable under this section have not been paid ; and no executor, trustee, administrator, curator, heir or legatee shall consent to any transfers or payments of legacies, unless the said duties have been paid.

6. If any declaration, so required, is not made within the prescribed delay, or within any extended delay that may have been granted, or if any false or incorrect statement is made in any such declaration, either as to value or otherwise, double duties shall become due and be exacted in favor of Her Majesty, and the person in default shall, in addition to any other recourse against him, be liable to a penalty of one hundred dollars and in default of payment imprisonment of one month.

" 1191*e*. Articles 1154, 1158 and 1185 shall apply to the registrars of each registration division, the collectors of revenue of each revenue district and to the revenue collected by either of them, for the purposes of this section.

" 1191*f*. Articles 1159, 1160, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166 and 1190 shall also apply to the present section, in so far as it is not otherwise provided herein.

" 1191*g*. All fines imposed by this section shall be paid to the collector of provincial revenue for the district in which such fines are incurred and collected, and shall be recovered before the Superior or the Circuit Court, according to the amount thereof, by suit, on behalf of Her Majesty, taken by the collector of provincial revenue in his own name.

" 1191*h*. Any sum that may become due to the Crown, in virtue of this section, shall constitute a privileged debt ranking, concurrently with any other privilege of the Crown, immediately after law costs.

" 1191*i*. The collector of provincial revenue, who collects any sums in virtue of this section, shall be entitled to retain such percentage as the Lieutenant-Governor in Council may determine."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPTER 43.

An Act to amend certain provisions of the Code of Civil Procedure respecting abandonment of property.

(*Assented to* 24*th June*, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 763*a* of the Code of Civil Procedure, as added by article 5953 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, is amended, by adding thereto the following words :

" A claim under oath accompanied by vouchers must be produced at the offices of the Prothonotary with this demand.

If the demand has been served upon a woman who is a trader, and it is not complied with, proceedings may be had under article 780 for the appointment of a guardian and curator.

The debtor, upon whom such demand of assignment has been made, shall, without delay, deposit at the place, where by law the assignment should take place, a declaration that he consents to

ses créanciers, et déposer son bilan dans les trois jours qui suivent la demande de cession."

2. L'article 764 du dit code tel qu'il se lit à l'article 5954 des dits Statuts refondus est amendé en remplaçant les deux premières lignes par les mots : " Le bilan doit être assermenté par le débiteur et indiquer. "

3. L'article 768 du dit code, tel qu'il se lit à l'article 5956 des dits Statuts refondus est amendé en remplaçant les mots : " Aussitôt après le dépôt du bilan ", dans la première ligne, par les mots : " Aussitôt après le dépôt du bilan ou de la simple déclaration faite en vertu de l'article 763*a*, tel qu'amendé. "

4. Le dit article 768 est encore amendé en y ajoutant les mots suivants, à la fin du troisième alinéa : " ainsi qu'un ou des inspecteurs," et en y retranchant les deux avant-derniers alinéas pour les remplacer par les suivants :

" Les créanciers sont convoqués en assemblée par devant le tribunal ou le juge, au moyen d'un avis, transmis à chacun d'eux par lettre chargée, et inséré dans un papier nouvelles publié dans le district, ou dans un district voisin s'il n'y en a pas dans le district.

Cette assemblée doit être tenue entre le cinquième et le quinzième jour après la publication et l'envoi de l'avis de convocation.

Le tribunal ou le juge doit nommer le curateur et les inspecteurs choisis par la majorité en nombre et en valeur des créanciers, présents ou représentés à cette assemblée, et qui ont produit une réclamation sous serment. Si la majorité en nombre ne s'accorde pas avec la majorité en valeur, le tribunal ou le juge décide entre les deux, à sa discrétion.

5. L'article suivant est ajouté à l'article 772 du dit code :

" 772*b*. Le tribunal, le juge ou le protonotaire, en l'absence du juge, sur demande des inspecteurs ou d'un créancier, peut ordonner que le débiteur, son gérant, ses employés, son mari ou sa femme, suivant le cas, soient interrogés sous serment, relativement à son bilan et à l'état de ses affaires, et si la personne ainsi assignée refuse de comparaître, ou de répondre, elle sera constituée en mépris de cour, et traitée comme tel.

6. Le premier paragraphe de l'article 773 du dit code est remplacé par le suivant :

" Le curateur, du consentement des inspecteurs ou tout créancier, peut contester l'acte de cession à raison : "

abandon all his property to his creditors and file his statement within the three days following such demand."

2. Article 764 of the said code, as contained in article 5954 of the said Revised Statutes, is amended by replacing the first two lines by the words " The statement shall be sworn to by the debtor and shall show."

3. Article 768 of the said code, as contained in article 5956 of the said Revised Statutes, is amended by replacing the words " Immediately after the filing of the statement " in the first line, by the words " Immediately after the filing of the statement or of the simple declaration made in virtue of article 763*a* as amended."

4. The said article 768 is further amended, by adding the following words, at the end of the third clause, " as well as one or more inspectors, " and by striking out the two clauses before the last clause and replacing them by the following :

" A meeting of the creditors is called before the court or the judge, by a notice forwarded to each of them by registered letter and inserted in a public newspaper in the district, or in a neighbouring district, if there be none in the district.

Such meeting shall be held between the fifth and fifteenth days after the publication and sending of the notice calling the same.

The court or the judge shall name the curator and the inspectors, chosen by the majority in number and in value of the creditors present or represented at such meeting, and who have produced a sworn claim. If the majority in number does not agree with the majority in value, the court or the judge shall decide between the two as he thinks proper."

5. The following article is added after article 772 of the said code :

" 772*b*. The court, the judge or the prothonotary, in the absence of the judge, upon the application of the inspectors or of a creditor, may order that the debtor, his manager, his employees, his or her husband or wife, as the case may be, be examined under oath touching his statement and the position of his affairs, and if the person summoned refuses to appear or to answer, he shall be deemed to be in contempt of court and treated accordingly."

6. The first paragraph of article 773 of the said code is replaced by the following :

" The curator, with the consent of the inspectors, or any creditor, may contest the deed of assignment by reason : "

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 65.

Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 88, intitulé : " Un acte concernant certains subsides à des entreprises de chemins de fer et autres. "

(Sanctionné le 24 juin 1892.)

SA MAJESTE, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 5 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, est par la présente loi abrogée.

2. Cette loi viendra en vigueur le jour de sa sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPTER 65.

An Act to amend the Act 54 Victoria, chapter 88, intituled : " An Act respecting certain subsidies to railways and other companies and undertakings. "

(Assented to 24th June, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Section 5 of the act 54 Victoria, chapter 88, is hereby repealed.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Loi relative à des taxes directes sur certaines personnes.

(*Sanctionné le 24 juin* 1892.)

ATTENDU que la dette consolidée de cette province était, au 30 juin 1887, de $18,155,013.33 ; qu'elle s'élevait, au 17 décembre 1891, à $25,209,873.33 ; que les dépenses ordinaires qui étaient de $3,032,771.45, au 30 juin 1886, se sont élevées à la somme de $4,095,520.45, pendant l'année finissant le 30 juin 1891, et s'élèveront probablement à $4,436,907.50, pour l'année finissant le 30 juin 1892, et que les dépenses totales qui étaient de $3,532,742.27, pendant l'année finissant le 30 juin 1885, se sont élevées, pour l'année finissant le 30 juin 1891, à $5,871,394.86 et s'élèveront probablement à $6,247,997.96 pour l'année finissant le 30 juin 1892 ;

Attendu que, le 17 décembre 1871, la dette flottante de cette province, à part les réclamations et pétitions de droit et l'emprunt de 20,000,000 de francs qui deviendra dû le 16 juillet 1893, s'élève à la somme de plus de $8,000,000.00.

Attendu que bien que, pendant les cinq dernières années, des taxes additionnelles aient été prélevées, le revenu ordinaire de l'année finissant le 30 juin 1886 ne s'est élevé qu'à $2,948,999.69 ; à $3,457,144.32, pour l'année finissant le 30 juin 1891, et que le revenu probable, pour l'année finissant le 30 juin 1892, sera de $3,392,106.71, montant tout à fait insuffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses ;

Attendu que le revenu actuel est insuffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses et aux charges additionnelles imposées à cette province, et qu'il est opportun et nécessaire de prélever de nouvelles taxes pour faire face aux dettes et aux obligations ;

A ces causes, Sa Majesté par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

La section et les articles suivants sont insérés après la section sixième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de la province de Québec :

SECTION XVI*a*

TAXES DIRECTES SUR CERTAINES PERSONNES

" 1142*a*. Tous les membres des différentes professions libérales, savoir : les avocats, les notaires, les médecins, les dentistes, les arpenteurs, les ingénieurs civils et les architectes, pratiquant leur profession respective dans les limites de la province, paient une taxe directe comme suit, savoir :

1. Ceux qui résident dans les cités et villes incorporées, une somme annuelle de six piastres chacun ;

2. Ceux qui résident dans les autres municipalités, une somme annuelle de trois piastres chacun.

" 1142*b*. Tous les membres du Conseil exécutif de la province, les membres du service civil, les employés et les fonctionnaires publics, recevant un traitement fixe, paient une taxe directe de deux et demi pour cent sur leur traitement respectif, au-dessus de quatre cents piastres.

" 1142*c*. La taxe ci-haut mentionnée, imposée sur les membres des différentes professions susmentionnées, est payable, tous les ans, le premier jour juridique d'octobre, au percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel ils résident.

" 1142*d*. Tout membre d'une profession libérale qui néglige de payer la dite taxe à l'époque indiquée, est passible d'une amende égale au double de la taxe imposée dans chaque cas, recouvrable avec dépens, par action de dette, au nom du percepteur du revenu, devant toute cour de juridiction compétente.

" 1142*e*. La taxe imposée sur les membres du

An Act respecting direct taxes upon certain persons.

(*Assented to 24th June*, 1892.)

WHEREAS, the funded debt of this Province, on the 30th January, 1887, was $18,155,013.33, and on the 17th December, 1891, had been increased to $25,209,873.33, and the ordinary expenditure had been increased from $3,032,771.45, in the year ending 30th June, 1886, to the sum of $4,095,520.45, for the year ending 30th June, 1891, and to an estimated expenditure of $4,436,907.50, for the year ending 30th June, 1892, and the total expenditure has been increased from $3,532,742.27, in the year ending June 30th, 1886, to the sum, for the year ending 30th June, 1891, of $5,871,394.86, and to an estimated expenditure, for the year ending 30th June, 1892, of the sum of $6,247,997.96 ;

Whereas also the floating debt of this Province, on the 17th December, 1891, exclusive of claims and petitions of right and of the loan of 20,000,000 of francs falling due on the 16th July, 1893, amounted to a sum of over $8,000,000.00 ;

Whereas although, during the last five years, additional taxes have been levied, yet the ordinary revenue was $2,948,999.69, for the year ending 30th June, 1886, and only $3,457,144.32, for the year ending 30th June, 1891, and an estimated revenue of $3,392,106.71, for the year ending 30th June, 1892, and is totally inadequate to meet the increased expenditure ;

Whereas the present revenue is insufficient to meet the increased expenditure and addional burdens put on this Province, and it is expedient and necessary to levy new taxes to meet such debts and obligations ;

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. The following section and articles are added after section sixteenth of chapter fifth of title fourth of the Revised Statutes of the Province of Quebec :

SECTION XVI*a*

DIRECT TAXES UPON CERTAIN PERSONS

" 1142*a*. All members of the different liberal professions, namely : advocates, notaries physicians, dentists, land surveyors, civil engineers and architects, practising their respective professions within the limits of the Province, shall pay a direct tax as follows, to wit :

1. Those who reside in incorporated cities and towns, an annual sum of six dollars each ;

2. Those who reside in other municipalities in the Province, an annual sum of three dollars each.

" 1142*b*. All the members of the Executive Council of the Province, the members of the civil service and public employees and officers, receiving a fixed salary, shall pay a direct tax of two and one half per cent upon their respective salaries, over four hundred dollars.

" 1142*c*. The above mentioned tax, imposed upon the members of the different liberal professions, shall be payable yearly on or before the first juridical day in October of each year, to the collector of provincial revenue of the district in which they reside.

" 1142*d*. Every member of a liberal profession who shall neglect to pay his said tax at the time indicated, shall be liable to a fine equal to double the tax imposed in each case, recoverable with costs, by action of debt, in the name of the collector of provincial revenue, before any court of competent jurisdiction.

" 1142*e*. The tax imposed upon the member of

Conseil exécutif de la province et sur les membres du service civil, fonctionnaires et employés publics, ci-haut mentionnés, est retenue, chaque mois sur leur traitement."

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 26.

Loi relative aux enquêtes des Coroners.

(*Sanctionné le 24 juin* 1892.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 2687 des Statuts refondus de la province de Québec est remplacé par le suivant :

" 2687. Nulle enquête ne sera tenue sur le corps d'une personne décédée, à moins que le coroner, avant l'émission de son mandat assignant le jury, n'ait fait une déclaration sous serment, par écrit (lequel serment sera prêté devant un juge de paix, un notaire ou un commissaire autorisé à recevoir les déclarations produites en cour supérieure, et sera rapporté et produit avec le rapport de l'enquête), établissant que, sur information reçue par lui,—et la déclaration contiendra un abrégé de cette information,—il a bonne raison de croire que la personne décédée n'est pas morte de causes naturelles ou par accident, mais qu'elle est décédée par suite de violence, ou de moyens déloyaux, ou de négligence, ou de conduite coupable de la part d'autres personnes, dans des circonstances telles qu'une enquête du coroner est nécessaire."

2. L'article suivant est ajouté après l'article 2692 des dits Statuts refondus :

" 2692*a*. Nul honoraire ne pourra être réclamé par un coroner pour une enquête, à moins qu'avant l'émission de son mandat pour assigner le jury, il n'ait fait la déclaration par écrit ou sous serment, requise par l'article 2687, et ne l'ait rapportée et produite avec le rapport de l'enquête."

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 41.

Loi concernant les ventes sur exécution par shérif.

(*Sanctionné le 24 juin* 1892.)

ATTENDU que, depuis la passation des actes 50 Victoria, chapitre 5, et 51-52 Victoria, chapitre 2, et la mise en vigueur des Statuts refondus de la province de Québec, il s'est élevé des doutes sur le droit que peuvent avoir les shérifs des différents districts de la province de percevoir, en vertu des dispositions de l'article 705 du code de procédure civile, la commission de deux et demi pour cent déclarée être leur commission sur les ventes judiciaires par l'article 2694 des dits Statuts refondus, et attendu, qu'il est à propos de faire disparaître ces doutes ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, déclare et décrète ce qui suit :

1. La commissiou que les shérifs des différents districts de la province ont droit de percevoir sur les ventes judiciaires est, et a toujours été, de deux et demi pour cent, laquelle commission a toujours été légalement perçue depuis la mise en vigueur des dits Statuts refondus et contiuuera de l'être.

2. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

---

the Executive Council of the Province and upon the members of the civil service, public officers and employees above mentioned shall be retained, monthly, out of their salary."

55-56 VICTORIA, CHAPTER 26.

An Act respecting Coroners' Inquests.

(*Assented to 24th June*, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 2687 of the Revised Statutes of the Province of Quebec is replaced by the following :

" 2687. No inquest shall be held on the body of any deceased person unless the coroner shall, prior to the issuing of his warrant for summoning the jury, have made a declaration in writing under oath (which oath shall be administered by a justice of the peace, a notary public or commissioner for taking affidavits to be used in the Superior Court, and shall be returned and filed with the inquisition), stating that, from information received by the coroner,—a summary of which information shall be stated in the declaration,—he has good reason for believing that the deceased did not come to his death from natural causes or from mere accident or mischance, but came to his death from violence or unfair means, or culpable or negligent conduct of others, under circumstances requiring investigation by a coroner's inquest."

2. The following article is added after article 2692 of the said Revised Statutes :

" 2692*a*. No fees shall be claimable by a coroner in respect of an inquest unless, prior to the issuing of his warrant for summoning the jury, he shall have made the declaration in writing under oath required by article 2687, and returned and filed the same with the inquisition."

55-56 VICTORIA, CHAPTER 41.

An Act respecting sales by sheriffs under execution.

(*Assented to 24th June*, 1892.)

WHEREAS, since the passing of the acts 50 Victoria, chapter 5 and 51-52 Victoria, chapter 2, and the coming into force of the Revised Statutes of the province of Quebec, doubts have been raised as to whether the sheriffs of the various districts of the Province have a right to collect, under the provisions of article 705 of the Code of Civil Procedure, the commission of two and one half per cent, declared to be their commission on judicial sales by article 2694 of the said Revised Statutes, and it is expedient to remove such doubts ; Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, declares and enacts as follows :

1. The commission which the sheriffs of the various districts in this Province have a right to collect on judicial sales is and always has been two and one half per cent, which said commission has been lawfully taken since the coming into force of the said Revised Statutes and shall continue to be so taken.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 33.

Loi modifiant la loi relative aux chemins de fer de cette province.

(*Sanctionné le* 24 *juin* 1892.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 5148 des Statuts refondus de la province de Québec est amendé en en remplaçant les mots " trois minutes," dans les cinquième et huitième lignes, par les mots " une minute."

2. Cet loi viendra en vigueur le jour de sa sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 42.

Loi amendant l'article 705 du code de procédure civile relativement au paiement des certificats de régistrateurs.

(*Sanctionné le* 24 *juin* 1892.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 705 du code de procédure civile est amendé en retranchant les mots suivants " avec ensemble le coût des certificats des hypothèques " et en y ajoutant le paragraphe suivant :

" Le régistrateur est colloqué, par privilège, pour le coût des certificats des hypothèques, dans l'ordre de collocation et de distribution, sans qu'il soit accordé d'honoraire au protonotaire pour cette collocation. "

2. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 11.

Loi modifiant la loi des licences de Québec.

(*Sanctionné le* 24 *juin* 1892.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législatare de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 828 des Statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendé par la loi 52 Victoria, chapitre 15, section 1, et la loi 54 Victoria, chapitre 14, section 1, est de nouveau amendé comme suit :

" 1° En remplaçant le paragraphe 13*a* par les paragraphes suivants :

13*a*. Une licence pour vendre du cidre de pommes fabriqué par le vendeur, ou du vin du pays fait de raisins cultivés et récoltés dans la province de Québec, et fabriqué par le vendeur, donne le droit de vendre, en une seule et même fois, ce cidre ou vin du pays en quantités non moindres qu'un gallon, mesure impériale, ou une douzaine de bouteilles ne contenant pas moins qu'une chopine chacune, mesure impériale, pour être entièrement emportés et non bus dans l'établissement.

13*b*. Une licence pour vendre sur échantillon ou à commission donne le droit de vendre sur échantillon ou à commission des liqueurs enivrantes, que ces liqueurs soient dans les limites de la province, ou en entrepôt ou autrement hors des limites de la province."

2° En remplaçant les paragraphes 29 et 30 par les suivants:

55-56 VICTORIA, CHAPTER 33.

An Act to amend the law respecting railways in this Province.

(*Assented to* 24*th June*, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 5148 of the Revised Statutes of the Province of Quebec is amended by replacing the words : " three minutes," in the fourth, seventh and eighth lines thereof, by the words " one minute."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPTER 42.

An Act to amend article 705 of the Code of Civil Procedure, respecting the payment of registrar's certificates.

(*Assented to* 24*th June*, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 705 of the Code of Civil Procedure is amended by striking out, in the fourth line, the following words : " and the costs of the certificate of hypothecs" and by adding thereto the following paragraph :

" The registrar is collocated by privilege, in the report of distribution and collocation, for the costs of the certificate of registrations, without the prothonotary being granted a fee for such collocation."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPTER 11.

An Act to amend the Quebec License Law.

(*Assented to* 24*th June*, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 828 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, as amended by the acts 52 Victoria, chapter 15, section 1, and 54 Victoria, chapter 14, section 1, is further amended as follows :

" 1st. By replacing paragraph 13*a* by the following paragraphs :

" 13*a*. A license to sell apple cider manufactured by the vendor, or native wines made from grapes grown and produced in the Province of Quebec, and manufactured by the vendor, gives the right to sell, at any one time, such cider or native wines in quantities not less than one gallon, imperial measure, or one dozen bottles of not less than one pint, imperial measure each, at any one time, to be wholly removed and not drunk upon the premises.

" 13*b*. A sample or commission license gives the right to sell, by sample or on commission, intoxicating liquors, whether such liquors are in the Province, or held in bond or otherwise not within the limits of this Province."

2nd. By replacing paragraphs 29 and 30 by the following :

" 29. Les mots " tables de billard " outre leur signification propre, comprennent aussi toute table employée dans les jeux de trou-madame (Pigeon hole), mississipi, poule, bagatelle et autres jeux.

" 30. Un " embouteilleur " est celui qui embouteille des liqueurs fermentées, les vend et les livre chez lui ou chez l'acheteur, dans la municipalité où est situé son établissement d'embouteillage, en quantités d'au moins une douzaine de bouteilles à la fois, contenant au moins une chopine, chacune, mesure impériale ;"

3° En ajoutant les paragraphes suivants après le paragraphe 34 :

" 35. Les mots " trains de chemin de fer," dans cette section, comprennent tous trains de voyageurs ou de colons, de tout genre, circulant dans une partie quelconque de la province de Québec et sur tout chemin de fer situé dans cette province.

" 36. Une licence, dans le sens de cette section, est un privilège accordé à son détenteur pour les fins spécifiées dans cette licence ; elle n'est pas vendable ni transférable, sauf dans les conditions des articles 834*a*, 848 et 849."

2. L'article 829 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 2 est de nouveau amendé :

1° En remplaçant les paragraphes 2, 5 et 5*b* par les suivants :

" 2. Un restaurant, buvette de bateau à vapeur, wagon-restaurant ou buffet."

" 5. De vendre des liqueurs enivrantes, soit sur échantillon, à commission ou autrement ; "

" 5*b*. De vendre du cidre de pommes ou des vins du pays fabriqués par le vendeur ; "

2. En ajoutant, après le paragraphe 10, le suivant :

" 11. Ou, s'il s'agit d'un droguiste, de vendre des liqueurs enivrantes sans un cerficat de médecin ou en quantités de plus qu'une chopine, mesuré impériale, à la fois."

3. L'article 830 des dits Statuts refondus est modifié en remplaçant les mots " soixante-quinze," dans la huitième ligne, par les mots " cent vingt-cinq."

4. L'article suivant est ajouté après l'article 831 des Statuts refondus :

" 831*a*. Les dispositions des articles 830 et 831 concernant l'octroi des licences de tavernes ne s'appliquent pas aux cités et villes incorporées."

5. L'article 832 des Statuts refondus est modifié :

1° En remplaçant le mot " judiciaires ", dans la quatrième ligne, par les mots " du revenu " ; et

2° En ajoutant, après le second paragraphe, le suivant :

1. " En cas de licence de wagon-restaurant, ce devoir incombe au percepteur du reveuu du district de la province, dans lequel est situé le bureau principal ou station de la compagnie du chemin de fer, dans la province de Québec."

6. L'article suivant est ajouté après l'article 834 des Statuts refondus :

" 834*a*. Sujette aux dispositions de cette section quant aux changements et transports des licences, toute licence pour la vente de liqueurs, constituera une licence accordée seulement à la personne y désignée et sera valide, tant que cette personne occupera le dit établissement et sera véritable propriétaire du commerce qui s'y fait."

7. L'article suivant est ajouté après l'article 839 des Statuts refondus :

" 839*a*. Ces certificats, dans toute autre municipalité que les cités de Montréal et de Québec, ne seront pris en considération par le conseil municipal, qu'après avoir été remis, au moins huit jours d'avance, au greffier ou au secrétaire-trésorier."

" 29. The words " billiard tables," in addition their proper meaning, mean also boards used for the games of pigeon-hole, mississippi, pool, bagatelle or other games.

" 30. A " bottler " a person who bottles fermented liquors, sells and delivers them, either on his own premises or at those of the purchaser, within the limits of the municipality in which his bottling establishment is situate, in quantities of at least a dozen bottles at a time, of not less than one pint, imperial measure, each."

3rd. By adding the following paragraphs after paragraph 34 :

" 35. The word " railway trains " in this section shall comprise all passenger and colonist trains of every description running in any part of the Province of Quebec and on any railway situate, in whole or in part, within the said Province."

" 36. A license, within the meaning of this section, is a privilege granted to the holder for the purposes specified upon such licence ; it is not saleable or transferable, except as provided by articles 834*a*, 848 and 849."

2. Article 829 of the said Revised Statutes, as amended by the act 54 Victoria, chapter 13, section 2, is further amended :

1st. By replacing paragraphs 2, 5 and 5*b* thereof by the following :

" 2. Any restaurant, steamboat bar or dining-car buffet ; "

" 5. Or to sell intoxicating liquors, whether by sample, on commission, or otherwise ;"

" 5*b*. To sell apple cider or native wines manufactured by the vendor ; "

2nd. By adding, after paragraph 10 thereof, the following :

" 11. Or, if a druggist, to sell intoxicating liquors without a medical certificate or in quantities over one pint, imperial measure, at a time. "

3. Article 830 of the said Revised Statutes is amended by replacing the words " seventy-five, " in the eighth line thereof, by the words " one hundred and twenty-five. "

4. The following article is added after article 831 of the said Revised Statutes :

" 831*a*. The provisions of articles 830 and 831, respecting the issue of tavern licenses, do not apply to cities and incorporated towns."

5. Article 832 of the said Revised Statutes is amended :

1st. By replacing the word " judicial," in the fourth line thereof, by the word " revenue ;" and

2nd. By adding, after the second paragraph thereof, the following :

" In the case of a dining car license, the duty devolves upon the collector of provincial revenue for the district in which is situated the principal office or station of the railway company within the limits of the Province of Quebec."

6. The following article is added after article 834 of the said Revised Statutes :

" 834*a*. Subject to the provisions of this section as to removals and the transfer of licenses, every license for the sale of liquor shall be held to be a license to the person therein named only, and for the premises therein described, and shall remain valid only so long as such person continues to be the occupant of the said premises and the true owner of the business there carried on."

7. The following article is added after article 839 of the said Revised Statutes :

" 839*a*. No such certificate, in municipalities other than the cities of Quebec and Montreal, shall be taken into consideration by the municipal council until it has been fyled with the clerk or secretary-treasurer for at least eight days."

8. Le cinquième paragraphe de la loi des licences de Québec, étant la section douze du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus, est abrogé.

9. L'article 848 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 5, est de nouveau amendé :

1° En remplaçant le second paragraphe par le suivant :

" Cependant, dans des circonstances exceptionnelles, le transfert peut en être fait sur autorisation spéciale du trésorier de la province, à qui une enquête doit être adressée, signée par le premier détenteur de la licence ou ses représentants ou par le cessionnaire, en alléguant les raisons pour lesquelles on demande le transfert ; cette requête doit être approuvée par les autorités compétentes avant d'être présentée au trésorier."

2° En remplaçant le cinquième paragraphe par le suivant :

" Sauf dans le cas de cession de biens ou du décès de la personne licenciée, nul transfert de licence ne peut être fait avant trois mois de la date de l'octroi de la licence par le percepteur du revenu de la province."

10. La section 5 de la loi 54 Victoria, chapitre 13, amendant le dit article 848, est abrogée.

11. L'article 853 des Statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 6, est de nouveau amendé en ajoutant les mots : " dans une cité ou ville. "

12. Les paragraphes ou les articles suivants sont ajoutés après le paragraphe 8 de la section 12, du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus :

"§ 8*a*. *Des licences de wagons-restaurants.*

" 855*a*. Sur demande faite par une compagnie de chemin de fer, le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre d'accorder à cette compagnie une ou plusieurs licences de wagons-restaurants.

Cacune de ces licences autorise la compagnie à vendre, dans un des wagons-restaurants ou buffets, les liqueurs dénommés dans une licence pour la vente du vin et de la bière.

Ces ventes seront limitées aux voyageurs *bonâ fide* du train auquel sont attachés ces wagons-restaurants ou buffets.

Aucune vente ne peut être fait quand le train se trouve à une station ou dans ses limites, et aucune liqueur ne peut jamais être vendue aux officiers, employés ou serviteurs de la compagnie ou à qui que ce soit pour eux.

"§ 8*b*. *Des licenees pour vente sur échantillon ou à commission.*

" 855*b*. Les licences pour vente sur échantillon ou à commission seront accordées simplement sur paiement des droits et honoraires requis, fait au percepteur du revenu de la province."

13. Le paragraphe 9*b* des Statuts refondus, ajouté par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 9, est remplacé par le suivant :

"§ 9*b*. *Des licences pour la vente du cidre et des vins du pays.*

" 857*b*. Les licences pour la vente du cidre fabriqué par le vendeur et la vente des vins du pays fabriqués par le vendeur avec des raisins cultivés et récoltés dans la province de Québec, sont accordées, sur paiement fait, au percepteur du revenu de la province des droits et honoraires requis."

8. Paragraph 5 of the Quebec License Law, being section twelfth of chapter fifth of title fourth of the said Revised Statutes, is repealed.

9. Article 848 of the said Revised Statutes, as amended by the act 54 Victoria, chapter 13, section 5, is further amended :

1st. By replacing the second paragraph thereof by the following :

" Nevertheless, in exceptional cases, the transfer may be made upon the special authorization of the Provincial Treasurer, to whom a petition must be addressed, signed by the original holder of the license or his representatives, and by the transferee, alleging the reasons for which the transfer is applied for ; such petition shall be approved by the competent authorities before being submitted to the Treasurer ;

2nd. By replacing the fifth paragraph thereof by the following :

" Save in the case of an abandonment of property, or of the death of the licensee, no transfer of the license shall be made until after the expiration of three months from the date upon which the license was delivered by the collector of provincial revenue."

10. Section 5 of the act 54 Victoria, chapter 13, amending the said article 848, is repealed.

11. Article 853 of the said Revised Statutes, as amended by the act 54 Victoria, chapter 13, section 6, is further amended by adding thereto the words " within the limits of a city or town."

12. The following paragraphs and articles are added after paragraph 8, of section twelfth, of chapter fifth of title fourth of the said Revised Statutes :

§ 8*a*.—*Dining Car Licenses.*

" 855*a*. Upon a petition presented by any railway company, the Lieutenant Governor in Council may authorize the issue to the said company of one or more dining car licenses.

Each such license shall authorise the said company to sell the liquors prescribed for a beer and wine license under this section, in one of the dining or buffet cars of the said company.

All sales shall be confined to *bonâ fide* travellers upon the train to which the said dining or buffet cars are attached.

No sale shall be made when the train is at or within the limits of any station, nor shall any liquors at any time be sold to officers, employees or servants of the company or to any one on their behalf."

§ 8*b*.—*Sample and Commission Licenses.*

" 855*b*. Sample and commission licenses are granted simply upon payment, to the proper collector of provincial revenue, of the required duties and fees."

13. Paragraph 9*b* of the said Revised Statutes, added by the act 54 Victoria, chapter 13, section 9, is replaced by the following :

§ 9*b*.—*Licenses for the sale of Cider and Native Wines.*

" 857*b*. Licenses for the sale of cider manufactured by the vendor, and for the sale of native wines manufactured by the vendor from grapes grown and produced in the Province of Quebec, are granted upon payment, to the proper collector of provincial revenue, of the required duties and fees."

14. L'article suivant est ajouté après l'article 861 des Statuts refondus :

" 861*a*. Quiconque, étant licencié en vertu de l'article 864, vend une quantité quelconque de liqueur enivrante sans le certificat requis par les articles 861 et 862 ou qui permet qu'une liqueur par lui vendue soit bue dans son établissement ou ses dépendances, sera passible des pénalités imposées par les articles 900 et 901.

15. L'article 876 des Statuts refondus est remplacé par le suivant :

" 876. Les poudrières seront construites en la manière et aux endroits déterminés, pour chacune de ces poudrières par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec le consentement de la corporation ou conseil de la municipalité dans les limites de laquelle cette poudrière est située ; et aucune licence ne sera accordée pour tenir une poudrière à moins qu'elle ne soit construite conformément aux ordres du lieutenant-gouverneur en conseil.

16. L'article 878 des Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 12, est modifié :

1° En ajoutant après le paragraphe 3, le suivant :

" 3*a*. Pour chaque licence de wagon-restaurant pour vendre de la bière et du vin sur les trains de chemins de fer, cinquante piastres."

2° En ajoutant après le paragraphe 8, le suivant :

" 8*a*. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission, deux cents piastres."

3° En remplaçant les paragraphes 9 et 10 par le suivant :

" 9. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes embouteillées par le détenteur de cette licence :

a. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur :

1. Dans les cités de Montréal et de Québec, deux cents piastres ;
2. Dans toute autre municipalité, cent cinquante piastres.

b. S'il n'est pas brasseur :

1. Dans les cités de Montréal et de Québec, cent vingt-cinq piastres ;
2. Dans toute autre municipalité, quatre-vingt-dix piastres ;

Et pour chaque voiture employée par les brasseurs et les embouteilleurs, un droit de dix piastres.

" 10. Pour chaque license pour vendre des liqueurs pour des fins médecinales ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités où il existe un règlement prohibitif :

a. Dans chaque cité, deux cents piastres ;
b. Dans toute ville constituée en corporation, cent soixante piastres ;
c. Dans toute partie de territoire organisé hors d'une cité ou d'une ville, cent vingt-cinq piastres ;
d. Dans tout territoire non organisé, soixante-dix piastres ;

4° En ajoutant après le paragraphe 11, le suivant :

" 11*a*. Pour chaque licence pour vendre du vin du pays fabriqué par le vendeur, dix piastres.

11*b*. Pour chaque licence de droguiste :

a. Dans les cités de Montréal et de Québec, cent cinquante piastres.
b. Dans tout autre partie de la province, cent piastres."

5° En remplaçant le mot " vingt " dans la seconde ligne du paragraphe 18, par le mot " cent."

6° En remplaçant les mots " territoire organisé," dans la douzième ligne du paragraphe 20, par les mots " la province."

17. L'article 883 des Statuts refondus, tel que

14. The following article is added after article 861 of the said Revised Statutes :

" 861*a*. Any person licensed under article 864, who sells any quantity whatsoever of intoxicating liquor, without the certificate required by articles 861 and 862, or who allows any liquor sold by him to be drunk in his establishment or its dependencies, shall be liable to the penalties imposed by articles 900 and 901."

15. Article 876 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 876. Powder magazines shall be constructed in the manner and at the places determined upon for each such magazine by the Lieutenant-Governor in Council, with the consent of the corporation or council of the municipality within the limits of which such magazine is situate ; and no license shall be granted for keeping a powder magazine unless such magazine be constructed in conformity with an order of the Lieutenant-Governor in Council."

16. Article 878 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 12, is amended :

1st By adding, after paragraph 3 thereof, the following :

" 3*a*. On each dining car license, authorizing the sale of beer and wine on railway trains, fifty dollars."

2nd. By adding, after paragraph 8 thereof, the following,

" 8*a*. On each license to sell intoxicating liquors, by sample or on commission, two hundred dollars."

3rd. By replacing paragraphs 9 and 10 thereof by the following :

" 9. On each license for the sale of fermented liquors bottled by the holder of such license :

a. If the bottler is at the same time a brewer :

1. In the cities of Montreal and Quebec, two hundred dollars.
2. In any other municipality, one hundred and fifty dollars.

b. If he is not a brewer :

1. In the cities of Montreal and Quebec, one hundred and twenty-five dollars ;
2. In any other municipality, ninety dollars ;

And for each vehicle used by brewers and bottlers, a duty of ten dollars.

" 10. On each license to sell liquors for medicinal purposes or for use in divine worship, in municipalities where a prohibitory by-law is in force :

a. In every city, two hundred dollars ;
b. In every incorporated town, one hundred and sixty dollars ;
c. In every part of organized territory outside of a city or town, one hundred and twenty-five dollars ;
d. In every unorganized territory, seventy dollars. "

4th. By adding, after paragraph 11 thereof, the following :

" 11*a*. On each license to sell native wine manufactured by the vendor, ten dollars. "

" 11*b*. On each druggist's license :

a. In the cities of Montreal and Quebec, one hundred and fifty dollars ;
b. In any other part of the Province, one hundred dollars."

5th. By replacing the word " twenty," in the second line of paragraph 18 thereof, by the words " one hundred."

6th. By replacing the words " organized territory," in the tenth line of paragraph 20 thereof, by the words " the Province."

17. Article 883 of the said Revised Statutes, as

remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 13, est de nouveau remplacé par le suivant:

" 883. Les droits suivants sur les licences émises conformément aux paragraphes 3, 4 et 8 de la section 99 de l'acte de tempérance du Canada, sont payables au percepteur du revenu de la province, avant l'octroi d'icelles, savoir:

1. Pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramentel, médical et industriel:
   a. Dans les cités, deux cents piastres;
   b. Dans les villes, cent soixante piastres;
   c. Dans toutes les autres municipalités, cent vingt-cinq piastres;
   d. Dans les territoires non organisés, cinquante piastres;
2. Pour chaque licence de gros:
   a. Dans les cités, deux cent vingt-cinq piastres;
   b. Dans les villes, deux cents piastres;
   c. Dans toutes les autres parties de la province, cent soixante piastres.

18. L'article 898 des Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 14, est modifié en y insérant, entre les mots: " que ce soit " et les mots : " liqueurs enivrantes," dans la cinquième lignes, les mots : " soit sur échantillon ou à commission, " et en enlevant les mots " organisé municipalement ; " dans la sixième ligne du dit article.

19. L'article suivant est ajouté après le dit article 898 des Statuts refondus :

" 898*a*. Toute compagnie de chemin de fer ou personne en charge de wagon-restaurant ou buffet sur un train de chemin de fer, qui vend des liqueurs enivrantes dans toute partie quelconque de la province, sans avoir de licence en vigueur pour cet objet, ou qui, tout en ayant une licence de wagon-restaurant, vend d'autres liqueurs enivrantes que celles dont la vente est permise par telle licence, ou contrevient de toute autre façon aux dispositions de cet article, est passible, pour chaque contravention, d'une amende de cent piastres.

20. L'article 900 des dits Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 15, est modifié en y insérant, entre les mots " même fois " et le mot " se, " dans la onzième ligne du dit article, les mots : " la totalité des dits deux gallons ou de la douzaine de bouteilles devant être immédiatement enlevée des lieux."

21. Les articles suivants sont ajoutés après l'aticle 909 des Statuts refondus :

" 909*a*. Les articles 898, 906 et 907 ne pourront empêcher un brasseur, distillateur ou autre personne dûment licenciée par le gouvernement du Canada pour fabriquer des liqueurs enivrantes, de garder ou vendre toute liqueur par eux fabriquée dans tout bâtiment où se fait cette fabrication, pourvu que ce bâtiment ne fasse pas partie et n'ait pas de communication quelconque avec un magasin ou bâtiment où l'on vend en détail des liqueurs enivrantes ou dans lequel on garde des caisses ou ballots de liqueurs ouverts ; mais tel brasseur, distillateur ou autre personne devra obtenir au préalable une licence de magasin en gros ou d'embouteilleur, selon le cas, pour vendre en vertu de cette section les liqueurs ainsi fabriquées par lui.

" 909*b*. Les articles 898, 906 et 907 ne pourront empêcher aucun chimiste ou droguiste dûment enregistré comme tel, en vertu de la loi de pharmacie de Québec, de vendre des liqueurs enivrandes pour des fins strictement médicales, sur certificat d'un médecin pratiquant enregistré, en quantités n'excédant pas chaque fois une chopine, mesure impériale; mais tout tel chimiste ou dro-

replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 13, is again replaced by the following :

" 883. The following duties on licenses issued under and in pursuance of sub-sections 3, 4 and 8 of section 99 of the Canada Temperance Act, shall be payable to the collector of provincial revenue, previous to the granting of the different licenses, viz :

1. On each druggist's or other vendor's license for the sale of liquor for sacramental, medical and mechanical purposes :
   a. In cities, two hundred dollars;
   b. In towns, one hundred and sixty dollars;
   c. In all other municipalities, one hundred and twenty-five dollars;
   d. In unorganized territory, fifty dollars ;
2. On each wholesale license :
   a. In cities, two hundred and twenty-five dollars ;
   b. In towns, two hundred dollars ;
   c. In all other parts of the Province, one hundred and sixty dollars. "

18. Article 898 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 14, is amended by inserting, between the word " whatsoever " and the words " intoxicating liquors, " in the fifth line thereof, the words " even by sample or on commission, " and by striking out the words " municipally organized " in the sixth line thereof.

19. The following article is added after the said article 898 :

" 898*a*. Any railway company or person in charge of a dining or buffet car on a railway train, selling intoxicating liquors in any part whatsoever of this Province without a license to that effect still in force, or whilst holding a dining car license, sells other intoxicating liquors than those allowed by such license, or otherwise contravenes the provisions of this section, shall be liable for each offence to a fine of one hundred dollars. "

20. Article 900 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 15, is amended by inserting, between the words " the same time " and the word " shall, " in the tenth line thereof, the words " the whole of the said two gallons or one dozen bottles to be removed at once from the premises. "

21. The following articles are added after article 909 of the said Revised Statutes :

" 909*a*. Articles 898, 906 and 907 shall not prevent any brewer, distiller, or other person duly licensed by the Government of Canada for the manufacture of intoxicating liquours, from keeping or selling any liquor manufactured by him in any building wherein such manufacture is carried on, provided such building forms no part of, and does not communicate by any entrance with any shop or premises wherein any intoxicating liquor is sold by retail, or wherein is kept any broken package of such liquor ; but every such brewer, distiller or other person shall first obtain a wholesale liquor shop license, or a bottler's license, as the case may be, to sell under this section the liquors so manufactured by him.

" 909*b*. The said articles 898, 906 and 907 shall not prevent any chemist or druggist, duly registered as such under and by virtue of the Quebec Pharmacy Act, from selling intoxicating liquors for strictly medicinal purposes, under certificate from a registered medical practitioner, and then only in quantities not exceeding one pint, imperial measure, at any one time; but every such

guiste qui désire, dans le cours ordinaire et régulier de ses affaires, vendre des liqueurs enivrantes en quantités excédant chaque fois une chopine, mesure impériale, ou vendre ces liqueurs en quantités moindre qu'une chopine impériale sans certificat de médecin pratiquant enregistré, devra obtenir au préalable une licence de droguiste en vertu de cette section."

22. L'article 922*a* des Statuts refondus, ajouté par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 24, est modifié en y insérant entre le mot " dépendances," dans la deuxième ligne, et le mot "dans," dans la troisième ligne, les mots : " ni par aucun embouteilleur ; " et en insérant après le mot " magasins," dans la neuvième ligne du dit article, les mots : " et établissements d'embouteilleurs."

23. L'article 925*a* des Statuts refondus, ajouté par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 27, est modifié en y insérant, après les mots : " licence pour bière et vin," dans les première et deuxième lignes, les mots : " ou licence pour la vente du cidre, ou pour la vente des vins du pays."

24. L'article 926 des Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 28, est modifié en y insérant entre les mots : " liqueurs enivrantes " et le mot " est ", dans la deuxième ligne, les mots : " et au sujet de laquelle aucune autre amende n'est imposée."

25. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 926*a* des Statuts refondus :

" 926*b*. Dans tous les cas où, en vertu des dispositions de cette section de l'Acte de tempérance du Canada ou de l'Acte de tempérance de 1864, le certificat d'un membre du clergé, d'un médecin pratiquant ou d'un juge de paix est requis pour la vente de liqueurs enivrantes, sans lequel certificat on ne peut obtenir légalement telles liqueurs, toute personne convaincu, d'avoir délivré faussement ce certificat, ou de l'avoir obtenu sur de faux prétextes, sera passible d'une amende de cinq piastres, au moins, et de cinquante piastres au plus, à la discrétion de la cour."

" 926*c*. Toute personne qui, ayant violé quelqu'une des dispositions de cette section, effectue un compromis, arrangement ou règlement à propos d'une offense, ou tente d'effectuer un compromis, arrangement ou règlement à propos d'une offense, avec une ou plusieurs personnes, dans le but d'empêcher qu'une plainte ne soit faite à ce sujet, ou dans le cas où une plainte a été faite, dans le but de la faire disparaître, de l'arrêter ou de la faire renvoyer, faute de poursuite ou autrement, sera coupable d'une infraction à cette section et passible d'une amende de cent piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour.

926*d*. Toute personne partie ou concernée dans tel compromis, arrangement ou règlement mentionné dans l'article qui précède, est passible d'une amende de cinquante piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour."

26. L'article 927*b* des Statuts refondus, ajouté par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 30, est modifié en enlevant les mots : " en aucune année la somme de cinquante piastres," dans les quatrième et cinquième lignes du dit article, et en les remplaçant par les mots : " en aucune année deux cents piastres dans les cités et les villes, et cinquante piastres dans les autres municipalités. "

27. L'article suivant est ajouté après l'article 929 des Statuts refondus :

" 929*a*. Sans préjudice de l'action civile mentionnée dans l'article précédent, quiconque contrevient à quelqu'une des dispositions de l'article 928, est passible des amendes imposées par l'article 926."

chemist or druggist who wishes, in the regular and ordinary course of his business, to sell intoxicating liquors in quantities exceeding one pint, imperial measure, at a time, or to sell such liquors in quantities less than one imperial pint without the certificate of a registered medical practitioner, must first obtain a druggist's license under this section."

22. Article 922*a* of the said Revised Statutes, added by the act 54 Victoria, chapter 13, section 24, is amended by inserting, between the word " thereof " and the words " at any place " in the third line thereof, the words " nor by any bottler ;" and by inserting after the words " liquor shops," in the tenth line thereof, the words " and bottlers, establishments."

23. Article 925*a* of the said Revised Statutes, added by the act 54 Victoria, chapter 13, section 27, is amended by inserting after the words " beer and wine license," in the first and second lines thereof, the words " or a cider license, or a license for the sale of native wines."

24. Article 926 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 28, is amended by inserting between the words " intoxicating liquors " and the words " shall be," in the third line thereof, the words " in respect of which infraction no other penalty is prescribed. "

25. The following articles are added after article 926*a* of the said Revised Statutes :

" 926*b*. In any case in which under the provisions of this section, of the Canada Temperance Act or the Temperance Act of 1864, the certificate of a clergyman, a medical practitioner or a justice of the peace is required for the sale of intoxicating liquor, without which certificate the liquor could not be lawfully obtained, any person convicted of having colorably delivered such a certificate or of having obtained one under false pretences shall be liable to a fine of not less than five dollars nor more than fifty dollars, in the discretion of the court.

" 926*c*. Any person who, having violated any of the provisions of this section, compromises, compounds or settles the offence, or attemps to compromise, compound or settle the offence, with any person or persons, with the view of preventing any complaint being made in respect thereof, or, if a complaint has been made, with the view of getting rid of such complaint, or of stopping or having the same dismissed, for want of prosecution or otherwise, shall be guilty of an offence under this section, and shall be liable to a fine of one hundred dollars or imprisonment for a period not exceeding three months, in the discretion of the court.

" 926*d*. Every person who is concerned in, or is a party to, the compromise, composition or settlement mentioned in the next preceding article shall be liable to a fine of fifty dollars or to imprisonment in the common gaol for not more than three months, in the discretion of the court."

26. Article 927*b* of the said Revised Statutes, added by the act 54 Victoria, chapter 13, section 30, is amended by striking out the words " fifty dollars in any year," in the fourth line thereof, and replacing them by the words " in any one year, two hundred dollars in cities and towns, and fifty dollars in all other municipalities."

27. The following article is added after article 929 of the said Revised Statutes :

" 929*a*. Besides the civil action mentioned in the next preceding article, every person contravening any of the provisions of article 928 is liable to the penalties imposed by article 926. "

28. L'article 944 des Statuts refondus est remplacé par le suivant:

" 944. Les biens mobiliers, effets, marchandises, fonds de commerce et l'actif mobilier des personnes qui ont fait cession de leurs biens ou aux biens desquels un curateur a été nommé, sont aussi assujettis, lorsqu'ils sont vendus par encan, au droit de un pour cent mentionné dans l'article précédent."

28. Article 944 of the said Revised Statutes is replaced by the following :

" 944. Moveable property, wares, merchandise, stocks in trade and assets of persons who have made an abandonment of property or to whose estate a curator has been appointed, are, when sold by auction, also chargeable with the duty of one per cent mentioned in the next preceding article. "

29. L'article 976 des Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 36, est encore remplacé par le suivant:

" 976. Avant cette vente publique, un catalogue contenant une liste des marchandises à vendre sera publié et exposé publiquement à la place d'affaires du prêteur sur gages, contenant le nom et la résidence du prêteur, la description des objets séparément, le mois pendant lequel les effets ont été reçus en gages, et le numéro du gage ; et une annonce donnant avis de la vente projetée et contenant le nom et la résidence du prêteur, le mois pendant lequel les effets ont été reçus en gages, ainsi que les plus bas et les plus hauts numéros de gages, sera inséré dans deux journaux, dont l'un français et l'autre anglais, trois jours au moins avant cette vente ; et, dans l'intervalle de l'annonce à la vente, les objets doivent être exposés à la vue et à l'inspection du public. "

29. Article 976 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 36, is again replaced by the following :

" 976. Before such public sale, a catalogue containing a list of the goods to be sold shall be published and be on view at the pawnbroker's place of business, containing the name and place of abode of the pawnbroker, a description of the goods separately, the month the goods were received in pawn, and the number of the pledge ; and an advertisement, giving notice of the intended sale and containing the name and abode of the pawnbroker, the month the goods were received in pawn and the lowest and highest numbers of the pledges, shall be inserted in two newspapers, one French and one English, at least three days previous to such sale ; and, in the interval between the advertisement and the sale, the articles shall be exposed to view and open to public inspection."

30. Le quatrième paragraphe de l'article 1026 des Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 42, est de nouveau remplacé par le suivant :

" Toutes les amendes recouvrées dans ce cas à l'instance du percepteur du revenu de la province seront distribuées de la manière suivante :

1. Si l'amende n'excède pas soixante piastres : un quart à la municipalité, un quart au percepteur du revenu de la province, un quart au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance au fonds du revenu consolidé de la province ;

2. Si l'amende excède soixante piastres, mais n'excède pas quatre-vingt piastres : un quart à la municipalité, un quart au percepteur du revenu de la province, quinze piastres au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance au fonds du revenu consolidé de la province.

3. Si l'amende excède quatre-vingts piastres : il est payé au percepteur du revenu de la province et à la municipalité vingt piastres chacun ; au dénonciateur, s'il y en a un, quinze piastres, et la balance est payée au fonds du revenu consolidé de la province. "

30. The fourth paragraph of article 1026 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 42, is again replaced by the following:

" All fines collected in such cases, at the suit of the collector of provincial revenue, shall be distributed in the following manner :

1. If the fine does not exceed sixty dollars : one quarter to the municipality, one quarter to the collector of provincial revenue, one quarter to the informer, if there be one, and the remainder to the consolidated revenue fund of the Province ;

2. If the fine exceeds sixty dollars, but does not exceed eighty dollars : one quarter to the municipality, one quarter to the collector of provincial revenue, fifteen dollars to the informer, if there be one, and the remainder to the consolidated revenue fund of the Province.

If the fine exceeds eighty dollars, there is paid to the collector of provincial revenue and to the municipality twenty dollars each, to the informer, if there be one, fifteen dollars, and the balance is paid into the consolidated revenue fund of the Province."

31. L'article suivant est ajouté après l'article 1039 des Statuts refondus :

" 1039*a*. Dans toute poursuite en vertu de cette loi le véritable délinquant, ainsi que le possesseur, locataire ou occupant des lieux licenciés sera personnellement responsable des amendes et punitions qui peuvent être imposées à raison de toute infraction ou violation de la dite loi, et à l'option du poursuivant, le véritable délinquant pourra être poursuivi conjointement avec le possesseur des lieux licenciés ou séparément, mais les deux à la fois ne pourront être condamnés pour la même offense, et la condamnation de l'un d'eux suffira pour empêcher la condamnation de l'autre pour la même offense."

31. The following article is added after article 1039 of the said Revised Statutes :

" 1039*a*. In any prosecution under this section, the actual offender, as well as the owner, lessee or occupant of the licensed premises, shall be personally liable to the penalties and punishments which may be imposed for the infraction or violation thereof, and, at the prosecutor's option, the actual offender may be prosecuted, jointly with or separately from such owner, lessee or occupant, but both of them shall not be convicted for the same offence, and the conviction of one of them shall be a bar to the conviction of the other of them therefor. "

32. L'article 1041 des Statuts refondus est abrogé.

32. Article 1041 of the said Revised Statutes is repealed.

33. L'article suivant est ajouté après l'article 1049 des Statuts refondus :

" 1049*a*. Quiconque, dans une poursuite en vertu de cette loi tente de suborner un témoin, soit avant ou après son assignation ou sa comparution dans une cause ou dans des procédures qui s'y rapportent ou qui, par des offres d'argent ou de menaces, ou de toute autre manière, directement ou indirectement induit ou tente d'induire

33. The following article is added after article 1049 of the said Revised Statutes :

" 1049*a*. Any person who, in any persecution under this section, tampers with a witness, either before or after he is summoned or appears as such witness on any trial or proceeding thereunder, or by the offer of money or by threats, or in any other way, either directly or indirectly, induces or attempts to induce any such person to absent

telle personne à s'absenter ou à se parjurer, sera passible, sans préjudice de tout autre recours, d'une amende de pas moins de vingt piastres ni de plus de cent piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour."

34. L'article suivant est ajouté après l'article 1062 des Statuts refondus :

" 1062*a*. Dans toute poursuite en vertu de cette section ou de l'Acte de tempérance de 1864, ou de la seconde partie de l'Acte de tempérance du Canada, si le percepteur du revenu de la province assiste aux séances du tribunal comme poursuivant ou témoin, et parcourt pour assister aux séances d'un tel tribunal une distance de plus de trois milles de son domicile, le juge de paix ou les juges de paix chargés de l'instruction de la cause peuvent alors taxer contre le défendeur, s'il est trouvé coupable, à titre de frais dans la cause pour couvrir le coût du billet de chemin de fer ou de transport du percepteur du revenu de la province pour assister à la dite poursuite, comme suit, savoir :

1. S'il voyage en chemin de fer ou diligence, les prix qu'il est forcé de payer ;
2. S'il voyage dans une voiture de louage, les sommes réellement exigées pour un cheval, une voiture et les droits de péage ;
3. S'il voyage dans sa propre voiture, dix cents par mille pour un seul trajet ;

Et pour couvrir toutes autres dépenses, une somme additionnelle d'une piastre par jour sera allouée.

Dans le cas où la cause est ajournée à la demande du défendeur, il est permis de prélever de semblables taxes additionnelles contre le défendeur, lorsque le percepteur du revenu de la province assiste réellement aux séances du tribunal.

Les frais de route ou autres dépenses seront certifiés sous serment par le percepteur du revenu de la province. "

35. Le premier paragraphe de l'article 1076 des Statuts refondus, tel que remplacé par la loi 54 Victoria, chapitre 13, section 45, est de nouveau remplacé par le suivant :

" 1076. Lorsqu'une poursuite est intentée par le percepteur du revenu de la province en son nom, l'amende recouvrée doit être appliquée de la manière suivante, savoir :

1. Si toute l'amende et le montant des frais ont été recouvrés :

(*a*) Si l'amende n'excède pas soixante piastres : un quart au percepteur du revenu de la province, un quart au dénonciateur, s'il y en a un, et la balance est remise au trésorier de la province, pour faire partie du fonds du revenu consolidé de la province ;

(*b*) Si l'amende excède soixante piastres, mais n'excède pas quatre-vingts piastres : un quart au percepteur du revenu de la province, quinze piastres au dénonciateur, s'il y en a un, et le reste au fonds du revenu consolidé de la province ;

(*c*) Si l'amende excède quatre-vingts piastres, il est payé au percepteur du revenu de la province, vingt piastres, au dénonciateur, s'il y en a un, quinze piastres, et le reste est payé au fonds du revenu consolidé de la province."

36. L'article 1086 des Statuts refondus est abrogé.

37. Les licences imposées par cette loi doivent être demandées et prises pour l'année courante, dix jours après la sanction de cette loi.

38. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

himself or to swear falsely, shall, in addition to any other recourse against him, be liable to a penalty of not less than twenty dollars nor more than one hundred dollars, or to imprisonment in the common gaol for a period not exceeding three months, in the discretion of the court."

34. The following article is added after article 1062 of the said Revised Statutes :

" 1062*a*. In any prosecution under this section, or the Temperance Act of 1864, or the second part of the Canada Temperance Act, if the collector of provincial revenue attends the court as prosecutor or witness, and travels to attend such court a distance of more than three miles from his place of residence, it shall be lawful for the justice or justices trying the case to tax against the defendant, in cases of conviction, as costs in the cause to cover railway fare or hire of conveyance of the collector of provincial revenue in attending the said prosecution as follows :

1. In case he travels by railway or stage, the fares actually required to be paid by him ;
2. If by a hired conveyance, the sums actually required to be paid for a horse, conveyance and tolls ;
3. If in his own conveyance, ten cents per mile one way ;

And to cover all other expenses, an additional sum of one dollar per day shall be allowed.

In case of adjournment at the instance of the defendant, similar additional allowances to be made, when the collector of provincial revenue is actually in attendance.

The mileage or other expenses shall be verified by the oath of the collector of provincial revenue."

35. The first paragraph of article 1076 of the said Revised Statutes, as replaced by the act 54 Victoria, chapter 13, section 45, is again replaced by the following :

" 1076. When a prosecution is instituted by the collector of provincial revenue and in his name, the fine recovered shall be applied in the following manner, viz :

1. If the full amount of the fine and costs ha been levied :

a. If the fine does not exceed sixty dollars : one quarter to the collector of provincial revenue, one quarter to the informer, if there be one, and the remainder to the Provincial Treasurer, to form part of the consolidated revenue fund ;

b. If the fine exceeds sixty dollars, but does not exceed eighty dollars : one quarter to the collector of provincial revenue, fifteen dollars to the informer, if there be one, and the remainder to the consolidated revenue fund of the Province :

c. If the fine exceeds eighty dollars, there is paid to the collector of provincial revenue twenty dollars, to the informer, if there be one, fifteen dollars, and the balance is paid in to the consolidated revenue fund of the Province."

36. Article 1086 of the said Revised Statutes is repealed.

37. The licenses imposed by this act must be applied for and taken out, for the current license year, within ten days after the coming into force of this act.

38. This act shall come into force on the day of its sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 10.

Loi concernant certaines licences.

(*Sanctionné le 24 juin 1892.*)

ATTENDU que la dette consolidée de cette province était, au 30 juin 1887, de $18,155,013.33 ; qu'elle s'est élevée au 17 décembre 1891 à $25,209,873.33 ; que les dépenses ordinaires qui étaient de $3,032,771.45, au 30 juin 1886, se sont élevées à la somme de $4,095,520.45 pendant l'année finissant le 30 juin 1891, et s'élèveront probablement à $4,436,907.50 pour l'année finissant le 30 juin 1892, et que les dépenses totales qui étaient de $3,532,742.27, pendant l'année finissant le 30 juin 1886, se sont élevées pour l'année finissant le 30 juin 1891 à $5,871,394.96, et s'élèveront probablement à $6,247,997.36 pour l'année finissant le 30 juin 1892 ;

Attendu que, le 17 décembre 1891, la dette flottante de cette province, à part les réclamations et pétitions de droit et l'emprunt de 20,000,000 de francs qui deviendra dû le 16 juillet 1893, s'élève à la somme de plus de $8,000,000.00 ;

Attendu que bien que pendant les cinq dernières années des taxes additionnelles aient été prélevées, le revenu ordinaire de l'année finissant le 30 juin 1886, ne s'est élevé qu'à $2,948,999.69 ; à $3,457,144.32 pour l'année finissant le 30 juin 1891, et que le revenu probable, pour l'année finissant le 30 juin 1892, sera de $3,392,106.71, montant tout à fait insuffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses ;

Attendu que le revenu actuel est insuffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses et aux charges additionnelles imposées à cette province, et qu'il est nécessaire et indispensable de prélever de nouvelles taxes pour faire face aux dettes et aux obligations ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section et les articles suivants sont ajoutés après la section onzième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de la province de Québec :

SECTION XI*a*

LICENCES DE MANUFACTURE ET DE COMMERCE

" 826*a*. Toute personne ou société, autre que les compagnies incorporées, qui exploite ou qui désire exploiter une manufacture de quelque article de commerce que ce soit, ou s'occupe ou désire s'occuper d'une industrie quelconque, autre que la fabrication du tabac ou des cigares, dans cette province, doit, dès que son capital excède la somme de cinq mille piastres, obtenir chaque année, le premier octobre, une licence du percepteur du revenu de la province du district dans lequel elle a ou se propose d'avoir son établissement principal, et payer au préalable, dans ce but, au dit percepteur la somme de :

Si le capital employé n'excède pas la somme de cinquante mille piastres.	$ 50 00
Si le capital employé est de cent mille piastres et au-dessous et excède cinquante mille piastres.....	100 00
Si le capital employé excède cent mille piastres.....	150 00

Afin de déterminer ce capital, tout manufacturier doit le ou avant le premier septembre de chaque année, fournir au percepteur du revenu de la province du district où la licence doit être prise, une déclaration solennelle constatant, en termes généraux, si le montant du capital employé par

55-56 VICTORIA, CHAPTER 10.

An Act respecting certain licenses.

(*Assented to 24th June.* 1892.)

WHEREAS the funded debt of this Province, on the 30th January, 1887, was $18,155,013.33, and on the 17th December, 1891, had been increased to $25,209,873.33, and the ordinary expenditure had been increased from $3,032,771.45, in the year ending 30th June, 1886, to the sum of $4,095,520.45, for the year ending 30th June, 1891, and to an estimated expenditure of $4,436,907.50, for the year ending 30th June, 1892, and the total expenditure has been increased from $3,532,742.27, in the year ending June 30th, 1886, to the sum, for the year ending 30th June, 1891, of $5,871,394.86, and to an estimated expenditure, for the year ending 30th June, 1892, of the sum of $6,247,997.96.

Whereas also the floating debt of this Province, on the 17th December, 1891, exclusive of claims and petitions of right and of the loan of 20,000,000 of francs falling due on the 16th July, 1893, amounted to a sum of over $8,000,000.00.

Whereas although, during the last five years, additional taxes have been levied, yet the ordinary revenue was $2,948,999.69, for the year ending 30th June, 1886, and only $3,457,144.32, for the year ending 30th June, 1891, and an estimated revenue of $3,392,106.71, for the year ending 30th June, 1892, and totally inadequate to meet the increased expenditure ;

Whereas the present revenue is insufficient to meet the increased expenditure and additional burdens put on this Province, and it is expedient and necessary to levy new taxes to meet such debts and obligations ;

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. The following section and articles are added after section eleventh of chapter fifth of title fourth of the Revised Statutes of the Province of Quebec :

SECTION XI*a*

" MANUFACTURING AND TRADING LICENSES.

" 826*a*. Every person or firm, other than incorporated companies, engaged in, or who desire to engage in the manufacture of any article of commerce or in any manufacturing industry, other than the manufacture of tobacco and cigars, within this Province, shall, so soon as his capital employed in such manufacture, exceeds the sum of five thousand dollars, be obliged to take out each year, on the first day of October, a license from the collector of provincial revenue of the district in which he has or intends to have his principal establishment, for which license he shall, previous to obtaining the same, pay to the said collector the sum of :

If the capital employed does not exceed the sum of fifty thousand dollars.....	$ 50 00
If the capital employed is one hundred thousand dollars and under and exceeds fifty thousand dollars.	100 00
If the capital employed exceeds one hundred thousand dollars.....	150 00

For the purpose of ascertaining the amount of such capital, all such manufacturers shall be obliged to file, on or before the first day of September in each year, a statutory declaration with the collector of provincial revenue for the district where the license shall be taken, stating, in general

lui est au-dessous de cinquante mille piastres, ou au-dessous ou au-dessus de cent mille piastres, selon le cas ; et, si le trésorier de la province croit que cette déclaration est inexacte, il peut faire faire l'enquête nécessaire pour s'assurer du montant du capital ainsi employé, conformément aux règlements qui peuvent être faits par le lieutenant-gouverneur en conseil.

" 826*b*. Tout fabricant de tabac ou de cigares, sauf les compagnies incorporées et ceux qui fabriquent le tabac pour leur propre usage, ou ceux qui fabriquent moins de deux cents livres de tabac par an, doit le ou avant le premier octobre de chaque année, obtenir du percepteur du revenu de la province du district dans lequel sa fabrique est située, une licence dans ce but et lui payer, au préalable, les sommes ci-après fixées.

Le montant de cette licence basé sur la valeur annuelle ou locative des lieux occupés par tel fabricant de tabac ou de cigares, portée au rôle d'évaluation municipal, sera comme suit :

Si la valeur locative ou annuelle est :

de $300 ou au-dessous	$100 00
au-dessus de $300 et n'excède pas $400	150 00
au-dessus de $400 et n'excède pas $600	250 00
au-dessus de $600 et n'excède pas $800	400 00
au-dessus de $800	500 00

Pour les fins de cet article l'expression " fabricant de tabac " signifie et comprend toute personne qui fabrique du tabac pour elle-même, ou qui emploie d'autres personnes à fabriquer du tabac, autre que des cigares, que cette fabrication consiste à hacher, couper, mettre en robe, empaqueter, presser, moudre, rouler, sécher ou écraser du tabac en feuilles, ou en enlever les côtes, ou à préparer autrement du tabac en feuilles ou du tabac fabriqué ou partiellement fabriqué, ou à préparer, pour l'usage ou la consommation, des débris de feuilles, déchets, rognures, côtes, tiges ou dépôts de tabac résultant de tout procédé de manutation du tabac,—ou à mettre en œuvre ou préparer du tabac en feuilles, des côtes ou tiges de tabac, déchets, débris de feuilles, rognures ou rebuts en les cassant, tordant ou tamisant, ou par tout autre procédé ;

Et l'expression " fabricant de cigares " signifie et comprend toute personne qui, par elle-même ou son agent, exploite une manufacture de cigares de toute espèce ou cheroots ; et le fait de mettre en robe, empaqueter, acher, presser, moudre, rouler, sécher ou écraser du tabac en feuilles, ou à enlever les côtes, ou autrement à préparer du tabac en feuilles pour les convertir en cigares ou cheroots, sera considéré comme acte de fabricant de cigares, suivant l'intention des présentes.

" 826*c*. Tout commerçant, marchand, personne ou société commerciale, autre qu'une compagnie incorporée, qui tient un magasin, fait un commerce ou des affaires, ou vend, ou désire vendre dans cette province, en gros ou en détail, du bois, charbon, tabac, cigares, effets, denrées ou marchandises de quelque genre que ce soit, et qui n'est pas sujet à la taxe payable par les manufacturiers, ou qui n'a pas déjà pris de licence, en vertu de l'acte des licences de Québec, pour la vente des spiritueux, doit, si son fonds de commerce excède en valeur la somme de cinq cents piastres, obtenir chaque année, le ou avant le premier jour d'octobre, du percepteur du revenu de la province du district dans lequel il a ou désire avoir son principal établissement, une licence pour lequel il doit lui payer au préalable les sommes suivantes :

1. Vente en gros, ou en gros et en détail :
   (*a*) Dans la cité de Montréal $100 00
   (*b*) Dans la cité de Québec 80 00

terms, whether the amount of capital employed by such manufacturer is under fifty thousand dollars, or under or over one hundred thousand dollars, as the case may be ; and, if the Provincial Treasurer considers such declaration inexact, he may, under such regulations as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council, cause the necessary investigation to be made into the capital so employed to ascertain the proper amount thereof.

" 826*b*. Every tobacco and cigar manufacturer, excepting incorporated companies and excepting those who manufacture tobacco for their own use, or those who manufacture each year less than two hundred pounds of tobacco, shall, for that purpose, be bound to take out an annual license, on or before the first day of October, in each year, from the collector of provincial revenue of the district in which his factory is situated, for which he shall, previous to obtaining the same pay to the latter the sums hereinafter set forth.

The amount of such license, based upon the annual value or rental entered on the municipal valuation roll of the premises occupied by such tobacco or cigar manufacturer, shall be as follows :

If such rental or annual value is :

$300.00 or under	$100 00
Over $300 and not over $400	150 00
Over $400 and not over $600	250 00
Over $600 and not over $800	400 00
Over $800	500 00

For this purposes of this article, the expression " tobacco manufacturer " shall mean and include every person who manufactures tobacco for himself, or who employs others to manufacture tobacco, other than cigars, whether such manufacture is by cutting, casing, packing, pressing, grinding, rolling, drying, crushing or stemming any raw leaf tobacco, or otherwise preparing raw leaf or manufactured or partially manufactured tobacco, or the cutting up for use or consumption of scraps, waste, clippings, stems or deposits of tobacco resulting from any process of handling tobacco, or by the working or preparation of raw leaf tobacco, tobacco stems, scraps, clippings or waste, by sifting, twisting, screening, or any other process ;

And the expression " cigar manufacturer " shall mean and include any person who, by himself or his agent, carries on the manufacture of cigars or cheroots of any description ; and the casing, packing, cutting, pressing, grinding, rolling, drying, crushing or stemming of any raw leaf tobacco, or otherwise preparing raw leaf tobacco for manufacture into cigars or cheroots shall be acting as a cigar manufacturer within the meaning hereof.

" 826*c*. Every shop-keeper, trader, person or firm, other than an incorporated company, who keeps a shop, carries on trade or business, or who sells or desires to sell, within this Province, by wholesale or retail, any timber, lumber, coal, tobacco, cigars, goods, wares or merchandise of any kind, and who is not liable to the tax payable by manufacturers, or who has not already taken out a license, under the Quebec License Law, for the sale of intoxicating liquors, shall, if his stock in trade exceeds in value the sum of five hundred dollars, be obliged to take out, each year, on or before the first day of October, a license from the collector of provincial revenue of the district in which he has or intends to have his principal establishment, for which license he shall, previous to obtaining the same, pay to the said collector the following sums :

1. If by wholesale, or by wholesale and retail :
   (*a*) In the city of Montreal $100 00
   (*b*) In the city of Quebec 80 00

(*c*) Dans les autres cités et villes incorporées, dont la population excède 5,000 âmes	50 00
(*d*) En tout autre endroit	30 00
2. Vente en détail seulement :	
(*a*) Dans la cité de Montréal :	
Si la valeur annuelle ou le loyer des lieux occupés comme magasin ou place de commerce ou d'affaires est :	
de $400.00 ou au-dessous	30 00
de $600.00 ou au-dessous, et au-dessus de $400	40 00
de $1,000 ou au-dessous, et au-dessus de $600	60 00
au-dessus de $1,000	80 00
(*b*) Dans la cité de Québec :	
Si la valeur annuelle ou le loyer est :	
de $400.00 et au-dessous	$ 20 00
de $600 ou au-dessous, et au-dessus de $400	25 00
de $1,000 ou au-dessous, et au-dessus de $600	30 00
au-dessus de $1,000	40 00
(*c*) Dans les autres cités et villes dont la population excède 5,000 âmes	20 00
(*d*) En tout autre endroit	10 00

Le trésorier de la province peut exiger de toute personne ou société qui se croit exempte de prendre une licence en vertu de cette section sous prétexte qu'elle n'a pas de fonds de commerce excédant la valeur ci-haut spécifiée, qu'elle fasse une déclaration solennelle à cet effet, et il peut également, s'il est nécessaire, envoyer quelqu'un examiner le fonds de commerce et faire rapport de sa valeur.

" 826*d*. Dans chacun des cas suivants, un montant double est dû et exigible pour la licence, et la personne défaillante est passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours :

1. Quand quelque déclaration requise par cette section n'est pas faite dans le délai voulu ;

2. Quand un allégué faux ou inexact est fait dans une déclaration concernant la valeur ou toute autre matière ;

3. Quand une société ou personne tenue de prendre une licence en vertu de l'article précédent n'en prend pas, ou

4. Quand une personne ou société commerciale, tenue de prendre une licence en vertu des articles précédents, manufacture du tabac ou des cigares, tient un magasin, fait un commerce ou des affaires, ou vend en gros ou en détail du bois, charbon, tabac, des cigares, effets, denrées ou marchandises de quelque genre que ce soit, sans avoir de licence, ou vend en gros lorsqu'il n'a qu'une licence de détail.

Dans chacun de ces cas, lorsque la personne en défaut est une société commerciale, la pénalité est encourue par chaque membre de la société, et, à défaut de paiement, chacun d'eux est passible de l'emprisonnement susmentionné.

" 826*e*. Toutes les poursuites en recouvrement du double du montant des licences et pénalités sont prises, pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu de la province en son nom, à la cour supérieure ou à la cour de circuit du district où ces montants sont payables, suivant le montant réclamé, et ces poursuites sont considérées comme sommaires et sont régies par les dispositions des articles 887 à 899*a*, tous deux inclusivement, du Code de procédure civile.

" 826*f*. Toute somme qui devient due à la couronne en vertu de cette section est une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la couronne, immédiatement après les frais de la justice.

(*c*) In other incorporated cities and towns, where the population exceeds 5,000 persons	50 00
(*d*) In all other places	30 00
2. If by retail only :	
(*a*) In the city of Montreal :	
If the annual value or rent of the premises, occupied by such shop, trade or business, is :	
$400 or under	30 00
$600 or under and above $400	40 00
$1,000 or under and above $600	60 00
Over $1,000	80 00
(*b*) In the city of Quebec :	
If the annual value or rent of the premises occupied by such shop, trade or business is :	
$400 or under	20 00
$600 or under and above $400	25 00
$1,000 or under and above $600	30 00
Over $1,000	40 00
(*c*) In other cities and towns, where the population exceeds 5,000 persons	20 00
(*d*) In all other places	10 00

The Provincial Treasurer may call upon any person or firm, pretending to be exempt from taking out a license under this section, by reason of not having stock in trade exceeding the value hereinabove specified, to make a statutory declaration to that effect, and, further, may, if necessary, send any person to examine into such stock and report on the value thereof.

" 826*d*. In each of the following cases, double license fees shall become due and be exacted, and the person in default shall, in addition to any other recourse against him, be liable to a penalty of one hundred dollars, and in default of payment an imprisonment of one month :

1. If any declaration required to be made by this section is not made within the required delay ;

2. If any false or incorrect statement is made in any such declaration, either as to value or otherwise ;

3. If any person or firm who is bound to take out a license under the previous articles fails to do so, or

4. If any person or firm, who is bound to take a license under the previous articles, manufactures tobacco or cigars, keeps a shop, carries on trade or business or sells by wholesale or retail any timber, lumber, coal, tobacco, cigars, goods, wares or merchandise of any kind, without having a license, or, while, holding a retail license, sells by wholesale.

In all the above cases, if a firm is in default, the penalty shall be incurred by each member of the firm, and, in default of payment, each shall be liable to the imprisonment above mentioned.

" 826*e*. All suits for double license fees and penalties shall be taken, on behalf or Her Majesty, by the collector of provincial revenue in his own name, according to the amount claimed, in the Superior or Circuit Court of the district in which they are payable, and such suits shall be considered as summary matters and be governed by the provisions of articles 887 to 899*a*, both inclusive, of the Code of Civil Procedure.

" 826*f*. Any sum that may become due to the Crown, in virtue of this section, shall constitute a privileged debt, ranking, concurrently with any other privilege of the Crown, immediately after law costs.

" 826*g*. Le percepteur du revenu de la province qui perçoit quelque somme en vertu de cette section a droit à telle rémunération qui est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

" 826*h*. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements nécessaires pour faire exécuter convenablement les dispositions de cette section."

2. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 61.

Loi relative aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal.

(*Sanctionné la* 24 *juin* 1892.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de l'acte de cette province 34 Victoria, chapitre 12, tel qu'amendée par la section 1 de l'acte de cette province 36 Victoria, chapitre 33, est de nouveau modifiée en retranchant les mots: " un cinquième de centin," dans la onzième ligne de cette section, et en y insérant les mots: " un quart de centin."

2. Le trésorier de la cité de Montréal paiera annuellement au comité protestant du conseil de l'instruction publique, sur les montants payables au bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, la somme de deux mille piastres pour l'instruction des enfants, demeurant dans la cité de Montréal, qui suivent les cours des écoles modèles McGill.

3. Les séances des bureaux des commissaires d'écoles catholiques romains et protestants de la cité de Montréal sont publiques, nonobstant toutes dispositions à ce contraire des lois concernant l'instruction publique.

4. Cette loi viendra en vigueur le jour de sa sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 13.

Loi défendant la vente des liqueurs enivrantes sur les terrains d'expositions industrielles, agricoles et de bestiaux.

(*Sanctionné le* 24 *juin* 1892.)

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 857*a* des Statuts refondus de la province de Québec, tel que ajouté par la loi 52 Victoria, chapitre 15 section 7, est amendé en retranchant les mots: " aux expositions agricoles et industrielles, " dans la quatrième ligne d'icelle.

2. Cette loi devien ira en vigueur le jour de sa sanction.

" 826*g*. The collector of provincial revenue who collects any sum in virtue of this section shall be entitled to such remuneration as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

"826*h*. The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he may deem necessary for the due carrying out of the provisions of this section."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPTER 61.

An Act respecting school taxes in the city of Montreal.

(*Assented to* 24*th June*, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act of this Province, 34 Victoria, chapter 12, as amended by section 1 of the act of this Province. 36 Victoria, chapter 33, is again amended by striking out the words " one-fifth of a cent," in the third line of said section and substituting therefor the following words: " one fourth of a cent."

2. The treasurer of the city of Montreal shall annually pay to the Protestant Committee of the Council of Public Instruction, out of the moneys payable to the Protestant Board of School Commissioners for the city of Montreal, the sum of two thousand dollars for the education of children resident in the city of Montreal and attending the McGill Model Schools.

3. The meetings of the Roman Catholic and Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal are public, notwithstanding any provision to the contrary of the laws respecting public instruction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPTER 13.

An Act to prohibit the sale of intoxicating liquors on the grounds of industrial exhibitions and agricultural live-stock fairs.

(*Assented to* 24*th June*, 1892.)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows:

1. Article 887*a* of the Revised Statutes of the Province of Quebec, added by the act 52 Victoria, chapter 15, section 7, is amended by striking out the words " agricultural and industrial exhibitions, " in the fourth and the fifth lines thereof.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 28.

ANNONCES NOUVELLES.

Pages

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :

Partie du canton Neigette annexée à St-Anaclet 1655

AVIS aux secrétaires-trésoriers :

De garder la Gazette Officielle 1649

BILLS RÉCEMMENT SANCTIONNÉS :

Loi amendant le Code de Procédure Civile concernant la cession de biens 1705
Loi amendant 705 C. P. C. paiements des certificats de régistrateur 1709
Loi concernant certaines licences 1717
Loi défendant la vente des liqueurs enivrantes, etc 1720
Loi modifiant 54 Vict., chap. 88 1706
Loi modifiant la loi des licences de Quebec 1709
Loi modifiant la loi relative aux chemins de fer 1709
Loi relative aux droits sur les sucessions. 1703
Loi relative aux taxes d'écoles dans la cité de Montréal 1720
Loi relative aux enquêtes des coroners... 1708
Loi relative aux ventes sur exécutions par le Shérif 1708
Loi relative aux taxes directes sur certaines personnes 1707

COMMISSION A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :

Election de trois syndics 1663

COUR D'ECHIQUIER :

Séance spéciale à Québec 1701

ERECTION DE CANTON :

Le Jeune 1656
Marmier 1658
Preston 1653
Robertson 1652

ERECTION DE MUNICIPALITÉS :

Saint-Côme de Kennébec 1664

ERRATUM :

Pacaud vs. Dumoulin 1649

FAILLIS

Cession :

Dme Cardinal 1701

Dividende :

Armstrong 1667
Durocher 1668
Knapton 1668
René 1667
Lemay 1667
Montreal Cigar Association 1668
Morin 1668
Naud 1667
Poirier 1669
Thibaudeau 1669
Walton 1667

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 28.

NEW ADVERTISEMENTS.

Pages

MUNICIPALITY ANNEXED :

Part of township Neigette annexed to St-Anaclet 1655

NOTICE to secretary-treasurers :

To keep of record the Official Gazette ... 1649

BILLS RECENTLY SANCTIONED :

An Act amending Code of Civil Procedure respecting abandonment of property... 1705
An Act amending C. C. P. payments of registrar's certificates 1709
An Act respecting certain licences 1717
An Act to prohibit the sale of intoxicating liquors, &c 1720
An Act modifying 54 Vict., chap. 88.... 1706
An Act to amend the Quebec License Law 1709
An Act modifying the law respecting railways 1709
An Act respecting duties on successions.. 1703
An Act respecting school taxes in the city of Montreal 1720
An Act respecting coroners' inquests.... 1708
An Act respecting sales under executions by the Sheriff 1708
An Act respecting direct taxes on certain persons 1707

NORTH SHORE TURNPIKE TRUST :

Election of three trustees 1663

EXCHEQUER COURT :

Special sitting at Quebec 1701

TOWNSHIP ERECTED :

Le Jeune 1656
Marmier 1658
Preston 1653
Robertson 1652

MUNICIPALITY ERECTED :

Saint Come de Kennebec 1664

ERRATUM :

Pacaud vs. Dumoulin 1649

INSOLVENTS :

Assignment :

Dme Cardinal 1701

Dividend :

Armstrong 1667
Durocher 1668
Knapton 1668
René 1667
Lemay 1667
Montreal Cigar Association 1668
Morin 1668
Naud 1667
Poirier 1669
Thibaudeau 1669
Walton 1667

Nomination de curateur :

Day *et al*..... 1670
Gallaghar..... 1668
Giroux..... 1669
Landry..... 1701
Vancor..... 1669

LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :

Cie des Moulins à Bois Tourville..... 1664
The Merchants' Telephone Co..... 1663

LETTRES PATENTES ÉMISES :

The Rackarock Co..... 1659

LICITATION :

Dlle Houliston *et al* vs. Houliston *et al*.. 1674
Labrie vs. Dme Lévesque *et al*..... 1702
Lefebvre vs. Doyon *et al*..... 1673

NOMINATIONS :

Commissaires pour décisions sommaires :

Saint-Jérôme..... 1650

Juges de paix :

District de Beauce..... 1650
do Richelieu..... 1650
do Saguenay..... 1650
do Saint-François..... 1650
do Saint-Hyacinthe..... 1650
do Trois-Rivières..... 1650

Régistrateur :

Rocher B., Ecr.—l'Assomption..... 1650

PROCLAMATION :

Commission royale pour chemin de fer Montréal et Sorel..... 1651

RÈGLES DE COUR :

Cité de Montréal et Bourassa..... 1671
do Champagne..... 1671
do Joseph..... 1672
do Martin..... 1672
do Skaife *et al*..... 1670
Macé vs. Beauregard..... 1670

SÉPARATION DE BIENS :

Dame Bastien vs. Roy..... 1664
Dame Lapointe vs. Delâge..... 1665

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Denholm..... 1659

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :

MacLeay *et al.* vs. Proulx..... 1675
Shanks vs. Goddard..... 1675

JOLIETTE

Marsolais vs. Gascon..... 1681

MONTRÉAL :

Circé vs. Trudeau..... 1685
Desmarais vs. Savaria..... 1685

Appointment of curator :

Day *et al*..... 1670
Gallaghar..... 1668
Giroux..... 1669
Landry..... 1701
Vancor..... 1669

LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :

The Tourville Lumber Mills Co..... 1664
The Merchants' Telephone Co..... 1663

LETTERS PATENT GRANTED :

The Rackarock Co..... 1659

LICITATION :

Dlle Houliston *et al* vs. Houliston *et al*.. 1674
Labrie vs. Dme Levesque *et al*..... 1702
Lefebvre vs. Doyon *et al*..... 1673

APPOINTMENTS :

Commissioners for summary trial :

Saint Jerome..... 1650

Justices of the peace :

District of Beauce..... 1650
do Richelieu..... 1650
do Saguenay..... 1650
do Saint François..... 1650
do Saint Hyacinth..... 1650
do Three Rivers..... 1650

Registrar :

Rocher B., Esq.—L'Assomption..... 1650

PROCLAMATION :

Royal Commission for the Montreal and Sorel Railway Co..... 1651

RULES OF COURT :

City of Montreal and Bourassa..... 1671
do Champagne..... 1671
do Joseph..... 1672
do Martin..... 1672
do Skaife *et al*..... 1670
Macé vs. Beauregard..... 1670

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dame Bastien vs. Roy..... 1664
Dame Lapointe vs. Delage..... 1665

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, &c. :

Denholm..... 1659

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :

MacLeay *et al.* vs. Proulx..... 1675
Shanks vs. Goddard..... 1675

JOLIETTE :

Marsolais vs. Gascon..... 1681

MONTREAL :

Circé vs. Trudeau..... 1685
Desmarais vs. Savaria..... 1685

Mackay *et al.* vs. Brown..... 1684
Montpellier vs. Brulé..... 1685
Trust and Loan Co. vs. Dame Choquette. 1686

QUÉBEC :

Cité de Québec vs. Dubeau..... 1690
Desroches *ès-ql.* vs. Hamel..... 1697
Honble Audette vs. Vermette. 1691

RIMOUSKI :

Garneau *et al* vs. Landry 1694
Lebel vs. Ouellet 1694

SAINT-FRANÇOIS :

Frappier vs. Côté 1695

Mackay *et al.* vs. Brown..... 1684
Montpellier vs. Brulé..... 1685
Trust and Loan Co. vs. Dame Choquette. 1686

QUEBEC :

City of Quebec vs. Dubeau..... 1690
Desroches *es-ql.* vs. Hamel 1697
Honble Audette vs. Vermette..... 1691

RIMOUSKI :

Garneau *et al* vs. Landry 1694
Lebel vs. Cuellet 1694

SAINT FRANCIS :

Frappier vs. Côté 1695

QUEBEC :—Imprimé par C. F. LANGLOIS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté la Reine.
3353

QUEBEC :—Printed by C. F. LANGLOIS, Printer to Her Most Excellent Majesty the Queen.
3354